

هكذا من لا أمل

Supplément « Sans visa »

# Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

FONDATEUR HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR JACQUES LESOURNE

SAMEDI 30 MARS 1991

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE N° 14362 - 6 F

## Les Kurdes sans amis

« Les Kurdes n'ont pas comme un défi, la devise favorite de ce vieux peuple indo-européen, musulman et farouche, dont l'ardeur au combat impressionnait déjà, il y a plus d'un siècle, le comte de Gobineau. Écartelés entre cinq États - l'Irak, la Turquie, l'Irak, la Syrie et l'URSS - les quelque vingt millions de Kurdes n'ont pas fini de lutter dans la solitude. A la faveur de l'après-guerre du Golfe, les quatre millions de Kurdes irakiens avaient jugé le moment favorable pour faire revivre leur grand rêve d'autonomie, déjà chèrement payé au cours de nombreuses rébellions noyées dans le sang. Exploitant les faiblesses de l'armée de Bagdad, principalement occupée à écraser le soulèvement chiite dans le Sud, les Peshmargas (« ceux qui vont au-devant de la mort ») occupèrent rapidement les principales villes du nord-est de l'Irak, où vit une population tout entière acquiesce à leur cause. Et le principal chef kurde, M. Jalal Talabani, put entrer mardi dernier, en compagnie d'un groupe de journalistes étrangers, dans Zakho, l'une des villes « libérées » sans combat par ses fidèles. MAIS la satisfaction des Kurdes pourrait bien être sans lendemain. Les forces irakiennes ont repris dès jeudi le contrôle, après l'avoir « nettoyé » de ses insurgés, de la ville de Kirkouk, cœur d'une riche région pétrolière. Une fois de plus, les Kurdes risquent de faire les frais des dures réalités régionales. Ils ont l'habitude, il est vrai, des injustices de l'Histoire. La plus cruelle date d'une précédente après-guerre, celle qui leur fit prendre pour argent comptant la promesse d'un Etat kurde contenue en 1920 dans le traité de Sévres. En signant le traité de Lausanne trois ans plus tard, la France et la Grande-Bretagne, oubliant leurs engagements, sacrifiaient la rêve kurde (tout comme, d'ailleurs, le rêve arménien) sur l'autel de leurs avidités et des intérêts de la Turquie moderne. EN vérité, aucun pays du Proche-Orient ne veut d'une autonomie kurde en Irak, car tous redoutent son effet de contagion auprès de leur propre minorité, qu'ils continuent de tenir - sans l'avouer - pour une cinquième colonne potentielle. Ainsi, toute l'habileté du président turc, M. Turgut Ozal, a consisté à libérer l'usage de la langue kurde pour désamorcer d'éventuelles revendications plus politiques. En octroyant à « ses » Kurdes, certains droits culturels, la Turquie tente d'éviter la réémergence, chez elle, des aspirations séparatistes. Sur la question kurde, la communauté internationale s'est toujours montrée pusillanime. Ainsi les Kurdes s'estiment, non sans raison, injustement dévalorisés par rapport aux Palestiniens, beaucoup moins nombreux qu'eux mais bien moins oubliés. La France, qui jadis les a trahis, souhaite, comme l'a rappelé M. Mitterrand début mars, qu'on respecte aujourd'hui les droits du peuple kurde, en tant que minorité. Mais elle ne va pas jusqu'à soutenir son aspiration à l'autonomie à l'intérieur des frontières existantes. Lire nos informations page 3

## Après la manifestation de Moscou, un nouveau défi à M. Gorbatchev Les réformateurs russes préparent l'élection de M. Eltsine au suffrage universel

Le calme était revenu, vendredi 29 mars, à Moscou, à la suite de négociations entre le pouvoir et les partisans de M. Eltsine. Environ 200 000 Moscovites avaient pu manifester, la veille, sans incidents face aux forces de l'ordre qui les ont empêchés d'approcher du Kremlin. Réunis le même jour, les députés de Russie, après avoir voté largement en faveur de M. Eltsine, ont refusé de siéger « sous la menace des fusils ». Les parlementaires ont repris leurs travaux, vendredi, après le retrait des forces de l'ordre du centre de la capitale, selon Tass. Les démocrates russes veulent maintenant lancer un nouveau défi à M. Gorbatchev en organisant l'élection au suffrage universel de M. Eltsine à la présidence de Russie.

### Haro sur le « trio maudit »

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Peuple russe, combien de temps supporterez-vous encore la clique criminelle du Parti communiste ? » Un jeune homme discute tranquillement avec un groupe de militaires en brandissant au-dessus de leurs têtes une pancarte artisanale, portant cette inscription sacrilège dont plus personne ne s'offusque à Moscou. La manifestation organisée par le mouvement Russie démocratique, interdite puis tolérée par le pouvoir central, n'a pas encore commencé ; de petits groupes se forment au carrefour du boulevard circulaire et de la rue de Tver, l'ancienne rue Gorki,

la plus prestigieuse de la capitale, sur cette place Maïakovski, naguère lieu de rencontre des dissidents, qui se retrouvaient au poste avant d'avoir pu dévoter leurs banderoles. Tout à l'heure, les manifestants seront 100 000, selon la police, 500 000 selon les organisateurs, 200 000 selon des estimations plus réalistes, rejoignant par un autre cortège qui s'est formé à quelques kilomètres de là sur la place de l'Arbat. Ils sont moins nombreux que le dimanche 10 mars, où ils avaient été plus de 300 000 à défiler sous les murs du Kremlin. C'est toutefois un succès pour les opposants à M. Gorbatchev, car cette foule tranquille a dû braver

les interdictions et les peurs accumulées depuis des décennies pour venir conspuer les dirigeants : Gorbatchev, promis à une retraite prochaine, et le « trio maudit » Pugo, Kravtchouk, Iazov - la police, le KGB et l'armée.

Pour dissuader les Moscovites de manifester, les autorités avaient mané, au sens propre du terme, la carotte et le bâton. Cinquante mille hommes avaient été déployés autour du centre historique de Moscou, des miliciens, des forces du ministère de l'Intérieur, mais aussi des soldats de la célèbre division Tomanskaja et des élèves de l'Académie des blindés.

DANIEL VERNET  
Lire la suite page 7

## L'Albanie au seuil de la démocratie

A la veille des premières élections pluralistes le 31 mars  
les grandes villes semblent acquiescer à l'opposition

TIRANA

de notre envoyé spécial

Couché dans l'herbe en haut de la colline, le « brigadier » fume sa dernière cigarette de la journée. Un peu plus bas, une dizaine de femmes, coiffées blanches sur la tête, robe usée et souliers éculés, courbées le long d'un mince filet d'eau, arroseront le champ à l'aide d'une écuelle en fer. Intimidées par le journaliste de passage dans cette campagne à plus de 100 kilomètres au sud de Tirana, elles n'osent pas répondre aux questions et se penchent un peu plus vers la terre.

Heureusement, le « brigadier », qui est en fait le responsable de cette unité de travail, descend, sans se presser, pour nous accueillir. Les femmes acceptent alors une ébauche de dialogue. Oui, elles vont voter le 31 mars. Bien sûr qu'elles soutiennent le Parti du travail albanais (PTA, communiste), puisque celui-ci présente les meilleurs candidats... A propos, connaissent-elles le nom du candi-

dat du parti dans leur circonscription ? Non, avouent-elles avant que le brigadier ait eu le temps de répondre... « C'est le Parti du travail qui nous assure notre pain de tous les jours, affirme l'une d'elles. Et d'ailleurs, dans ma famille, tout le monde va voter pour lui. » Le « brigadier » acquiesce. Mais voilà qu'une petite fille - dix ans, treize ans ? - lance : « Mais maman, pourquoi tu dis que toute la famille va voter pour le Parti du travail ? » Puis, comme étonnée elle-même de sa propre impertinence, elle replonge dans les jupes de sa mère. Même le « brigadier » sourit.

Cette « tranche de vie » albanaise montre d'abord l'extrême pauvreté de l'agriculture de ce pays : chaque jour ces femmes doivent en effet marcher pendant plus d'une heure pour un salaire de 200 leks (100 francs français) par mois. Elle illustre aussi le principe bien connu de la libération par le travail de la femme socialiste (et méditerranéenne). Elle explique

enfin les difficultés de tout pronostic à quelques jours des premières élections libres au pays des Aigles. Car quelques dizaines de kilomètres plus loin, les membres d'une coopérative agricole en grève nous disent tous qu'ils voteront pour le parti d'opposition, le Parti démocratique.

Certes, le long de la route, on voit plus de « V » de la victoire, symbole du Parti démocratique, que de poings fermés. Certes, les « meetings » du Parti démocratique rassemblent davantage de monde et avec beaucoup plus d'enthousiasme que les « conférences » du Parti du travail. Certes, les grandes villes et certaines régions, notamment dans le Nord, semblent d'ores et déjà acquiescer à l'opposition. Mais comment voteront les centaines de milliers d'Albanais de la campagne, qui gardent souvent un silence prudent ? Tel est le mystère.

JOSÉ-ALAIN FRALON  
Lire la suite page 6

## L'inculpation de son chef de cabinet met en difficulté M. Michel Noir



L'affaire du cambriolage de la permanence électorale de M. Pierre Botton, gendre de M. Michel Noir, maire de Lyon, a été marquée, jeudi 28 mars, par l'inculpation des auteurs et organisateurs présumés de ce cambriolage, mais aussi de M. Bernard Sarroca, chef de cabinet du maire de Lyon. M. Sarroca, qui a été remis en liberté après son inculpation pour complicité de vol avec effraction et recel, a démissionné du poste qu'il occupait auprès de M. Noir. Cette affaire met évidemment en difficulté le maire de Lyon, tandis que les milieux politiques locaux restent silencieux ou manifestent leur embarras devant cette rocambolesque histoire.

Lire page 10 les articles de ROBERT BELLERET, BRUNO CAUSSE et JEAN-YVES LHOMEAU

## Cités à la dérive

Les nouvelles violences de Sartrouville illustrent le mal-vivre des jeunes banlieusards

par Philippe Bernard

Vaux-en-Val, Argenteuil, Sartrouville... Elle s'allonge, la liste des villes où les jeunes ne semblent trouver que la violence pour exprimer leur colère à l'égard d'un monde qui les exclut. Devant la gravité et la répétition de ces événements, la tentation est grande de les englober dans un vaste fourre-tout, où viendraient se mêler les questions d'urbanisme, de délinquance, d'emploi et... d'immigration.

L'assimilation, hâtive, risque de se révéler inopérante à l'usage. Les révoltés de la cité des « Indes » ne sont pas uniquement les « voyous » que dénonce le maire de Sartrouville. Et leur origine très majoritairement maghrébine n'est pas la cause principale de leur mal-vivre. Les jeunes Français « de souche » dont ils partagent l'errance ont réagi strictement de la même manière qu'eux : ils n'ont supporté ni la

réouverture du centre commercial siôt le sang de leur camarade essuyé, ni les harangues du maire sur le thème de la délinquance - par ailleurs réelle - et de l'insuffisance des moyens de police.

Et s'ils évoquent d'abord les méthodes des sociétés de gardiennage et des supermarchés et l'absence totale de lieu de réunion dans une cité de 1 600 logements, leur angoisse profonde concerne leur avenir professionnel et social. Pourront-ils un jour aller vivre ailleurs que dans une cité-ghetto où le dernier bus passe à 20 h 30 ? Trouveront-ils une formation, puis un emploi autre qu'un « petit boulot » - celui de vigile par exemple - qui leur assure la reconnaissance sociale à laquelle ils aspirent ?

La réponse à ces questions vitales leur apparaît si évidemment négative, l'horizon à ce point bouché, que l'air, autour d'eux, devient irrespirable et le climat explosif.

Lire la suite page 9

### Crise gouvernementale en Italie

M. Giulio Andreotti remet sa démission au président Cossiga

page 6

### Un entretien avec le président du Parlement européen

M. Enrique Baron Crespo est favorable à une présence communautaire à l'ONU

page 4

### Nouveaux horaires scolaires

A partir de la rentrée prochaine, des expérimentations seront autorisées dans les écoles primaires et maternelles

page 9

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 30

ANDRÉ STIL  
de l'Académie Goncourt

## Gazelle

roman

Un homme, une femme  
et la sensualité d'un pays comme écrivain  
naturel de leur passion.



Grasset

M0147 - 0330 0 - 6.00 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 250 DM ; Autriche, 32 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran, 2 200 L ; Liban, 2 200 L ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 180 PTA ; Grèce, 200 DR ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 375 F CFA ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$ ; G.-B., 70 p ; Japon, 200 Y ; Israël, 90 p ; Iran

## DÉBATS

Après-guerre

## « Il faut restaurer l'image internationale du Japon »

nous déclare l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Miyazawa

Ancien vice-premier ministre et chef de l'un des grands clans du Parti libéral-démocrate au pouvoir, M. Kichii Miyazawa, qui a été ministre des affaires étrangères, est l'un des hommes politiques japonais les plus au fait des questions internationales. Il avait été contraint de quitter ses fonctions de ministre des finances en 1988, à la suite du scandale Recruit, dans lequel était impliqué l'un de ses secrétaires.

Sortant progressivement de la retraite qu'il s'était imposée, M. Miyazawa a récemment proposé un « plan Marshall » pour le Proche-Orient. Il est l'un des deux ou trois figures du camp conservateur qui pourraient succéder à l'actuel premier ministre, M. Kaifu.

« Comment jugez-vous l'attitude adoptée par le Japon au cours de la crise du Golfe ? N'a-t-il pas perdu par ses attermolements une partie de sa crédibilité internationale ? »

« C'est la première fois, depuis la défaite, que le Japon a été contraint de réfléchir sur lui-même : il a dû prendre ouvertement parti et décider s'il participait ou non à une action collective. Nous l'avons fait, dans le cadre de notre Constitution.

« Sans doute, vu de l'étranger, semblons-nous avoir fait trop peu, et trop lentement. Le Japon a cependant donné une réponse adéquate, et nos partenaires doivent mesurer le chemin parcouru. Le processus de décision a été confus, contradictoire parfois, et beaucoup d'attermolements auraient pu être évités. Mais la décision a été prise. Par rapport à ce qu'était le Japon avant le 2 août 1990, je crois qu'un

pas a été franchi. Notre réponse a été peut-être tardive; elle n'en représente pas moins, de notre point de vue, une étape importante.

« Le Japon entend-il être actif dans la reconstruction et la stabilisation de la région ? »

« Bien entendu. Mais nous devons aussi être prudents et ne pas apparaître comme ayant le profit pour principal objectif.

« Nous avons les mains propres »

« Quelles sont les grandes lignes de votre projet du Fonds de stabilisation et de reconstruction ? »

« La reconstruction de la région sera un problème énorme. La restauration de la stabilité des pays producteurs de pétrole concerne le Japon au premier chef, étant donné sa dépendance en matière pétrolière. L'Allemagne étant accablée par les problèmes de la réconciliation, notre rôle n'en est que plus important.

« Nous avons commencé à fournir une aide économique à la région et aux pays d'Asie qui ont souffert du conflit, de la Jordanie à l'Égypte, en passant par le Pakistan ou les Philippines. La contribution japonaise à ce Fonds de stabilisation, qui n'est qu'une ébauche que nous discutons au sein de mon groupe parlementaire, devrait s'élever à plusieurs dizaines de millions de dollars.

« En vue d'un contrôle des ventes d'armes, seriez-vous partisan d'une révision de la politique d'assistance japonaise, en réduisant, par exemple, l'aide aux pays exportateurs d'armes ? »

« Nous avons les mains propres en ce domaine. Nous devons inciter les autres nations à contrôler le marché des armes et à ne pas répéter les mêmes erreurs. Cela dit, il est difficile d'aller jusqu'à réduire

l'aide aux pays qui vendent des armes. Nous serions dans une situation impossible, à l'égard notamment de la Chine. Quant aux pays qui importent des armements, nous nous trouverions dans une situation aussi délicate avec ceux qui se fournissent aux États-Unis. Je pense que, dans une première étape, il faut parvenir à une ouverture du marché des armes, permettant de savoir au moins qui achète quoi, et à qui.

« La guerre au Proche-Orient a confirmé la primauté des armes sur la diplomatie dans la résolution des conflits. Dans un tel contexte, comment le Japon, dont la Constitution interdit le recours à la force, peut-il exercer sur la scène mondiale une influence à la mesure de sa puissance économique ? »

« La fin de la guerre froide a eu deux effets : elle a aggravé les risques de guerre locale, mais elle a donné aussi une place nouvelle aux Nations unies. Celles-ci ont agi efficacement dans la crise du Golfe, et leur rôle devrait être renforcé. C'est dans ce contexte que le Japon peut peser d'un certain poids. Cette crise a été un test pour l'ONU comme elle l'a été pour le Japon.

Il faut cesser d'attermoier

« Pensez-vous que le Japon puisse avoir un jour un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU ? »

« Je n'y compte pas beaucoup. Le Japon ne disposant pas de moyens militaires, je ne pense pas qu'il puisse apporter une grande contribution au Conseil de sécurité. Sans doute est-ce là une opi-

nion minoritaire dans le monde politique japonais, généralement favorable à une révision de la Charte.

« Ce dont on doit être sûr, c'est qu'il n'est pas question que le Japon devienne une puissance militaire. Si un jour l'ONU disposait d'une force armée qui lui soit propre, alors le Japon pourrait éventuellement y contribuer, même militairement. En attendant, notre rôle ne peut consister qu'à contribuer au maintien de la paix et de la stabilité mondiales par une assistance aux pays dans le besoin, en réduisant les disparités Nord-Sud et ainsi, peut-être, les risques de conflit.

« Si demain vous deveniez premier ministre, quelle serait la première tâche que vous vous assigneriez ? »

« La manière dont a été gérée la crise du Golfe démontre que le gouvernement a trop délégué sa responsabilité à l'administration. Celle-ci est certes efficace, mais elle ne peut faire face à des situations exceptionnelles. La gestion des affaires au Japon est moins flamboyante, dirais-je, qu'elle ne l'est en Occident : elle tient davantage de la coordination.

« Mais il faut aussi, dans certaines circonstances, cesser d'attermoier. Ce serait un premier point. Le second : restaurer l'image internationale du Japon. La perte de crédibilité que vous évoquiez est due précisément au facteur précédent : la crise du Golfe était l'occasion, insuffisamment exploitée à mon sens, de faire reconnaître la position spécifique du Japon sur la scène internationale. Il serait temps de le faire. »

Propos recueillis par PHILIPPE PONS

## Réformer l'ONU ?

par Jean-Pierre Cot et Alain Pellet

**A**LORS que la Charte de l'ONU a enfin trouvé un commencement d'application en ses dispositions essentielles au cours des semaines écoulées, d'anciens réformateurs aujourd'hui la réforme de l'organisation au nom du droit international.

Les Nations unies sont un instrument au service d'une volonté politique. Le droit peut être un moyen de faire aboutir celle-ci; mais il serait bien naïf d'envisager les données du problème et de penser que cet instrument et cette volonté puissent être exclusivement au service du droit.

Le droit n'existe pas en soi. Résultat d'un débat politique, il est mis en œuvre par des autorités politiques. Il est, dès lors, parfaitement normal que le Conseil de sécurité définisse le cadre de l'action des États. C'est son rôle; ce n'est pas celui de la Cour internationale de justice, qui, pour sa part, n'est pas chargée de poser des règles juridiques, mais de les interpréter et les organes politiques de l'organisation en ressentent le besoin, ou de trancher des litiges entre États si ceux-ci consentent.

L'ordre international doit être fondé sur le régime du droit. Mais « la paix par le droit » n'en demeure pas moins une dangereuse illusion si le slogan signifie qu'il existe un droit immuable que seuls pourraient mettre en œuvre des tribunaux, qui n'existent pas, comme le serait aussi l'espoir, pour l'instant vain, d'une sorte de gouvernement mondial assuré par les Nations unies.

« Une technologie de la paix »

L'ONU n'est pas, pour autant, dépourvue de moyens d'action et peut mettre à la disposition des parties aux conflits qui déchirent les États « une technologie de paix » dont elle a acquis la maîtrise, et contribue ainsi à résoudre la paix.

Au-delà du conflit entre l'Irak et le Koweït, l'ONU peut aussi servir de cadre à la recherche de solutions à d'autres problèmes : s'agit-il de Proche-Orient ou ailleurs; elle ne peut les imposer. Elle peut contribuer à l'indispensable dialogue israélo-palestinien; elle ne peut y suppléer. Elle peut adopter des résolutions ou des décisions adressées à Israël, à la Syrie ou au Liban, à la Turquie (au sujet de Chypre), au Pakistan et à l'Inde (à propos du Cachemire), voire à l'Argentine et au Royaume-Uni en ce qui concerne les Malouines.

Dans l'affaire du Koweït, les principes du droit ont correspondu aux intérêts des plus puissants et ont permis l'utilisation qui en a été faite, contribuant à affermir la sécurité. Tant mieux. Mais cette conjonction des intérêts et du droit est exceptionnelle; un hasard ne suffit pas à fonder « un nouvel ordre international » dont le droit serait l'alpha et l'oméga.

L'ONU ne pourra renouveler une opération de sécurité collective de ce genre que si on lui donne le moyen de le faire. Y est-on prêt ? Rien n'est moins sûr.

Le 6 mars, le président Bush a, dans une belle envolée lyrique, prophétisé que « les Nations unies, libérées de l'impasse de la guerre froide, en mesure de réaliser la vision de leurs fondateurs ». Fort bien. Mais les États-Unis, qui, par l'acharnement de l'administration Reagan à démolir le « machin », ont placé l'organisation en état de cessation de paiement et achevé de démolir son personnel, sont-ils maintenant prêts à remplir leurs obligations financières ? Forts de l'affirmation

renouvelée de leur écrasante supériorité politique et militaire, sont-ils disposés à laisser l'ONU jouer sa fonction essentielle de légitimation de manière objective et pas seulement lorsque le sentiment commun ou largement majoritaire correspond à leur volonté et à leurs intérêts ? Au surplus, nul ne sait combien de temps se maintiendra le consensus qui a rendu possible l'action du Conseil de sécurité au cours du semestre écoulé. Une certaine impartialité de l'organisation est condition de sa légitimité, donc du maintien de consensus nécessaire à son action.

Les moyens d'agir

D'excellents esprits recherchent le moyen de tourner le problème et proposent une réforme de la Charte, qui serait d'abord celle du Conseil de sécurité, au sein duquel on supprimerait les privilèges des Cinq Grands, permanence et veto. C'est jouer les Diables de l'Internationalisme et se voiler la face devant les réalités : le texte adopté en 1945 présente l'avantage de réaliser un équilibre entre les différents groupes d'États : entre les puissants - aux quels sont reconnus des privilèges qui correspondent à leur puissance - et les faibles - qui bénéficient du privilège du nombre ; entre le Conseil de sécurité, gardien de la paix et de la sécurité, et l'Assemblée générale, porteuse des espoirs de tous. Toucher à ces équilibres subtilement dosés, c'est s'exposer à défaire, brutalement, tout l'édifice.

D'autres bonnes idées présentent, au contraire, l'augmentation du nombre des membres permanents du Conseil de sécurité. Outre que cela n'est guère compatible avec « l'abolition des privilèges » dont rêvent certains, ce serait s'engager dans une voie sans issue. Quel critère retiendrait le seul concévable, fondé sur l'engagement dans des opérations de sécurité collective, ne conduisant certainement pas à offrir, aujourd'hui, un siège permanent à l'Allemagne ou au Japon, dont le moins que l'on puisse dire est qu'ils sont restés discrets dans les mois précédents.

Le moment est mal choisi pour proposer des réformes auxiliaires, de toute façon, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité ont, juridiquement, les moyens de la paix et de la sécurité internationale, notamment en utilisant mieux, plus complètement et plus systématiquement toutes les possibilités offertes par la Charte. Faire face en période de crise exceptionnelle est une chose; assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales pour les années à venir, en évitant, justement, des crises de l'ampleur de celle qui vient d'ébranler le monde, en est une autre. Il y a donc de la volonté et de la persévérance.

Il y a mieux et plus urgent à faire. Dans l'immédiat : construire la paix. A plus long terme : donner à l'ONU les moyens de ses objectifs, notamment en utilisant mieux, plus complètement et plus systématiquement toutes les possibilités offertes par la Charte. Faire face en période de crise exceptionnelle est une chose; assurer le maintien de la paix et de la sécurité internationales pour les années à venir, en évitant, justement, des crises de l'ampleur de celle qui vient d'ébranler le monde, en est une autre. Il y a donc de la volonté et de la persévérance.

► Jean-Pierre Cot est ancien ministre et député au Parlement européen. Alain Pellet est membre de la Commission du droit international de l'ONU. Ils ont assuré la direction du commentaire, article par article, de la Charte des Nations unies, dont la seconde édition vient de paraître aux éditions Economica.

## COURRIER

## Dévergondages

**U**NE des victimes de la guerre du Golfe a été la langue française. La langue française, la langue radio et télévision pour être malheureusement persécutée. La (faible) importance de la France et sa (modeste) participation à cette guerre sont, entre autres, des causes de l'invasion des ondes de toutes sortes par la langue anglaise.

Déjà a disparu le mot le plus simple et le plus aimable de notre langue, le *oui* qui affirme qu'on a écouté, qu'on a compris, qu'on est d'accord. Remplacé par n'importe quoi : « Etes-vous là ? Absolument. » Comme si on pouvait être là relativement. Après cela, étonnez-vous si nos futurs scénaristes ne savent pas ce qu'est une valeur absolue. Ou bien la réponse est : *tout à fait, complètement*; si encore ce n'est pas : *affirmatif, ou cinq sur cinq*, qui font militaire.

On pourrait croire qu'une troupe est placée quelque part, qu'elle s'y trouve ou y a pris position ou simplement qu'elle y est. Détrompez-vous, elle y est *positionnée*, ce qui permet de la localiser. On a même entendu que des prisonniers étaient *mal-nutris* (ou *nutrits*). Ne nous étonnons pas puisque les artistes, de leur côté, peuvent être *nommés*.

Il n'y a plus d'occasions, seulement des *opportunités*. La logique n'a plus rien de commun avec la logique. C'est la

raison pour laquelle, remplacé, c'est pourquoi. Il ne suffit pas de dire que l'événement coïncide à être supérieure, il faut dire qu'il a été des forces aériennes, les armées de la coalition ont fait preuve d'une écrasante supériorité qui ne laissait aucune chance à l'adversaire. Voilà qui fait bien, et qui permet de gagner du temps. On aurait pu dire aussi bien : *sur le plan de...* sans plus de considération de plan que de niveau. Un *s'investit* dans un problème dont il a tenté l'approche après s'être senti concerné; l'autre se sent interpellé au niveau de son vécu.

Chaque soir, on ne nous souhaite pas une bonne soirée ni même une très bonne soirée, mais une très, très bonne soirée. Que sera-ce quand la soirée sera vraiment bonne ? On n'aime pas, pour le moins on adore. Le prétexte bavard de service ne comprend-il pas que, à force d'être gais, ses superlatifs n'ont plus aucun poids ?

Il paraît que les écoles, les collèges, les lycées ont des difficultés; c'est probable. Les coupables, c'est vous, mesdames et messieurs qui disposez d'un micro. Coupables de la décadence de la pensée en France.

O. HATZFELD  
Montreuil (Seine-Saint-Denis)

## Conducteurs sous surveillance

Décidément, l'irrationalisme se conjugue à la mauvaise foi : les nouvelles mesures concernant la « sécurité routière » en sont un lamentable exemple.

A qui fera-t-on croire, en effet, que repasser son permis améliorera la conduite du malheureux qui aura perdu ses six points, puisque tout le monde sait qu'il ne s'agit que d'un b-a-ba et que la vraie capacité de conduire s'acquiert avec l'expérience ?

A qui fera-t-on croire, également, que les stages de « recyclage » prévus, obligatoires et payants, pourront servir à autre chose qu'à punir ?

Enfin, à qui fera-t-on croire que de se sentir à la merci de multiples

pitiges, de plus en plus sophistiquées, comme à la guerre, le conducteur sera plus sérieux, plus essentiel à la conduite d'une automobile ?

En fait, si « on n'a pas de pétrole », « on n'a pas plus d'idées ». Le manque d'imagination, de créativité, de nos ministres, de découragement, devient inquiétant.

D'autant qu'il pénalise, une fois de plus, les gens modestes. Car rien n'est impossible à celui qui peut payer l'impôt, les amendes, les inscriptions au permis, un chauffeur si nécessaire; pas les contrôles obligatoires pour les voitures de plus de cinq ans, évidemment, puisqu'il en change beaucoup plus souvent !

JEAN-PIERRE GRANDJEAN  
Cant.

**Le Monde**

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE  
75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-85-25-99  
Télax : 206.808 F

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 49-80-30-10  
Télax : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944  
Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Éditions du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimerie  
du « Monde »  
12, rue M. Gumbert  
94852 IVRY CEDEX  
1990

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 347  
ISSN 0395-2037

Renseignements sur les microfilms  
et index du Monde au (1) 40-85-25-33

**ABONNEMENTS** PP-Paris RP  
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-80-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS Valeurs normales-CEE
3 mois	406 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.  
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_ Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappet, directeur de la rédaction  
Jacques Guiz, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jacques Amaric, Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Forenzi, Philippe Harreman, Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :**  
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : 40-85-25-99

**ADMINISTRATION :**  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : 49-80-30-10



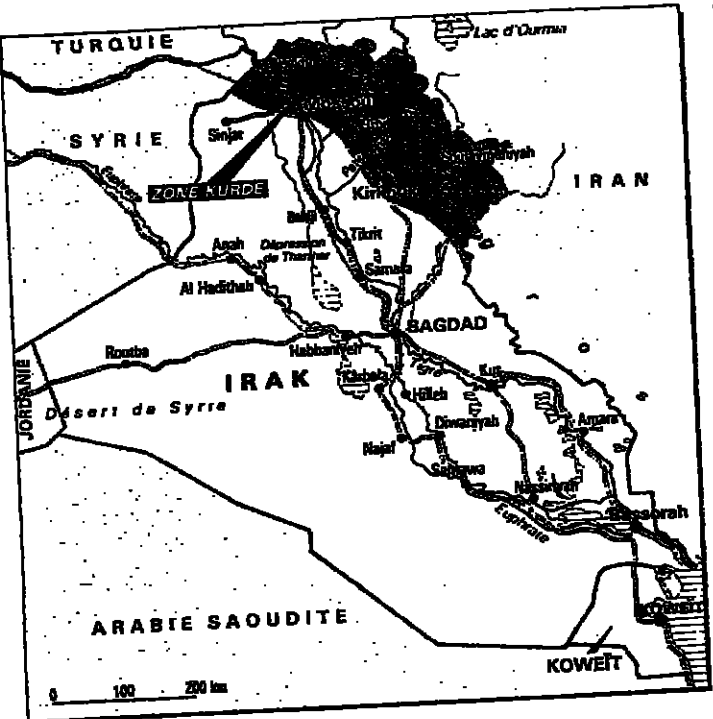
# LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

La rébellion kurde

## Bagdad annonce la reconquête de l'important centre pétrolier de Kirkouk

Le gouvernement de Bagdad a annoncé, jeudi 28 mars, la reconquête de l'important centre pétrolier de Kirkouk, tombé il y a dix jours aux mains des rebelles kurdes. En revanche, les insurgés chûtes dans le sud du pays ont affirmé qu'ils regagnaient du terrain et que la ville sainte de Kérbala était repassée sous leur contrôle.

A Damas, les milieux de l'opposition irakienne en exil n'ont pu confirmer la chute de Kirkouk, estimant toutefois que l'annonce de la victoire gouvernementale paraissait crédible. Selon eux, les insurgés ont peut-être abandonné la ville pour éviter de nouvelles pertes civiles. Le lancement d'une offensive loyaliste appuyée par de violents bombardements, avait été annoncée dans la matinée. Le Pentagone avait confirmé l'emploi d'hélicoptères, d'artillerie lourde et de lance-roquettes multiples contre les rebelles dans les faubourgs de Kirkouk.



Selon Radio-Bagdad, les forces gouvernementales ont repris le contrôle total de la ville en milieu de journée. La télévision irakienne a diffusé en soirée un reportage montrant le numéro deux du régime, M. Izzat Ibrahim, dans les rues de la ville «libérée», rapporte l'agence officielle INA, qui précise que Kirkouk a été «totalement nettoyée». Selon l'opposition, la garde républicaine a été engagée dans ces combats, et seize divisions irakiennes équipées de onze rampes de missiles Scud-B ont été massées sur la route Bagdad-Kirkouk.

Des porte-parole du Parti démocratique kurde (PDK) ont déclaré que Kirkouk a subi des tirs de missiles et des bombardements aériens. Les combats auraient fait des centaines de blessés dans la population civile. Les forces gouvernementales auraient effectué plusieurs raids aériens contre des quartiers résidentiels de Kirkouk. Tout au nord de l'Irak, des insurgés ont fait savoir par radio qu'ils tenaient toujours la ville de Dohouk, enlevée la semaine dernière. Mais Fayda, à une vingtaine de kilomètres au nord-est de Mossoul, aurait été reprise par les forces gouvernementales.

Au cours d'une conférence de presse à Paris, M. Mahmoud Othman, porte-parole du Front uni du Kurdistan, a souhaité l'intervention de la communauté internationale et du Conseil de sécurité des Nations unies pour «arrêter les massacres et les tueries au Kurdistan en particulier et en Irak en général, surtout quand ils sont commis par un régime condamné par le monde entier». «Nous demandons

aussi aux alliés de prévenir l'Irak contre tout usage de l'aviation contre la population civile du Kurdistan», a-t-il dit.

A Damas, le parti chiite El Daawa et l'Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak (SAIRI), ont annoncé la reconquête de Kérbala par les rebelles. Les forces loyales au président Saddam Hussein avaient affirmé avoir écrasé la révolte dans des dizaines de villes et de localités du sud du pays, le long du Tigre et de l'Euphrate et avoir reconquis Kérbala, située à une centaine de kilomètres de Bagdad, à la mi-mars. La moitié de la ville de Nassiriya est repassée aux mains des insurgés, et les forces hostiles au régime contrôlent totalement la région de Samawa au nord de Bassorah, dit-on à Damas. Ces informations n'ont cependant pas été confirmées de source indépendante.

ONU : le projet de cessez-le-feu

## Les discussions au Conseil de sécurité repoussées à la semaine prochaine

Les Etats-Unis ont échoué dans leur tentative de convaincre leurs partenaires du Conseil de sécurité d'adopter avant la fin de cette semaine un nouveau projet de résolution concernant la proclamation d'un cessez-le-feu formel en Irak.

Jeudi 28 mars, à l'issue d'une réunion de consultation, essentiellement axée sur la question chéenne, les membres du Conseil ont décidé de se retrouver lundi en fin de journée pour entamer des discussions sur ce projet, qui ne devrait pas être adopté avant la fin de la semaine prochaine. Durant toute la semaine, les Etats-Unis s'étaient montrés soucieux de voir adopter ce texte avant le week-end de Pâques, vendredi étant férié aux Nations unies et lundi dans nombre de pays à tradition catholique.

Après plus d'une semaine de pourparlers, les représentants américains, britanniques, chinois, français et soviétiques, tous membres permanents du Conseil de sécurité, se sont finalement entendus sur un texte commun à présenter à leurs dix autres collègues. Le texte prévoit un cessez-le-feu formel dès que l'Irak aura accepté une série de conditions parmi lesquelles la destruction de toutes ses armes chimiques et biologiques et de tous ses missiles à longue portée. (AFP)

A Bagdad, obéissant aux récentes instructions du président Saddam Hussein qui avait souhaité que les membres de son nouveau gouvernement fassent éventuellement l'objet de critiques, le quotidien du parti Baas, *El Thawra*, a mis en cause certains des nouveaux ministres, qu'il a accusés d'incompétence voire de malhonnêteté. L'éditorialiste Mohamed El Izaeiri écrit que l'homme de la rue ne peut même plus acheter des denrées alimentaires de première nécessité, qui alimentent un marché noir «encouragé par le gouvernement».

### Manœuvres «démocratiques»

«Qui est responsable de notre blocus interne ? Disons tout haut : levons le blocus interne avant de lever le blocus international», écrit le journal, qui critique en outre le ministre de l'habitat et de la reconstruction, M. Mahmoud Diab El Ahmed, pour avoir «parlé de la réalisation de grands projets dès le premier jour de la prise de ses fonctions», sans au moins s'enquérir des moyens dont dispose son ministère. *El Thawra* s'interroge sur les «vaines promesses» formulées par le ministre du pétrole, M. Hussein Kamal, le gendre du président – qui assure l'intérim de ce ministère, – d'approvisionner les citoyens irakiens en carburant.

D'autre part, les médias irakiens ont mis fin à leurs diatribes contre les dirigeants saoudiens, qu'ils accusaient sans répit depuis la crise du Golfe d'avoir livré les lieux saints de La Mecque aux troupes américaines. La télévision et la radio irakiennes, en annonçant les cinq prières quotidiennes, n'ajoutent plus que «la Mecque est prisonnière des troupes américaines». De leur côté, les journaux irakiens appellent à nouveau le souverain saoudien «le roi Fahd d'Arabie saoudite». Auparavant, la presse qualifiait le souverain wahabite de «traître des deux lieux saints» et désignait l'Arabie saoudite par le nom des deux provinces, le Nadj et le Hedjaz, ainsi que toute légitimité au jaze, ainsi que le changement d'attitude à l'égard de Ryad répond aux instructions données par le souverain saoudien aux médias de son royaume pour arrêter les attaques contre tout pays arabe et s'explique également par le souci des dirigeants irakiens d'amorcer une ouverture, notamment en direction des Etats du Golfe. (AFP, Reuters)

Koweït : les exactions contre des Palestiniens

## Le prince héritier met en garde des membres de la famille régnante

Visiblement préoccupé des répercussions négatives sur son image du sort réservé à la communauté palestinienne depuis la libération de l'émirat, le gouvernement koweïtien a multiplié ces derniers jours les initiatives tendant à contrecarrer ce que le ministre de l'information, le docteur Badr Jassim El Yaqoub, a appelé, dans un communiqué officiel, des «mensonges», qui rentrent dans le cadre de la «campagne engagée contre le Koweït depuis son invasion par l'Irak».

KOWEÏT

de notre envoyée spéciale

Après avoir reçu, suite sans doute aux appels qui lui avaient été adressés en ce sens par des gouvernements étrangers – et notamment une délégation de douze membres de la communauté palestinienne – le prince héritier, le premier ministre, Cheikh Saïd, assurait, par voie de lettre, le secrétaire général de l'ONU de la volonté du Koweït de protéger la population palestinienne. Plus sérieusement, le premier ministre, très bonne source, a affirmé qu'il ne cessait d'investir la rue avec leurs hommes en dressant des barrières sauvages.

L'existence de ces milices, formées par des jeunes princes, avait déjà été dénoncée par l'opposition démocratique qui les accusait de vouloir faire taire toute voix discordante au lendemain de l'entrée des troupes alliées. L'opposition les avait notamment mises en cause dans l'attentat contre un de ses membres, M. Hamad El Jouane. Si ces démarches, auxquelles il faut ajouter le droit accordé au CICR de visiter les prisons et aux organisations internationales de venir sur place, sont à mettre au crédit du gouvernement, force est toutefois de constater qu'il n'a visiblement pas les moyens de la politique dans le même temps. La chasse aux Palestiniens se poursuit et l'histoire arabe mercredi soir à «Khaled» (appelé ainsi pour protéger sa sécurité) n'est qu'un exemple de celles que nous avons pu relever au cours des dernières quarante-huit heures.

Allongé sur son lit d'hôpital, il a encore du mal à raconter. «Un homme en civil, dit-il, est venu chez moi – (il habite le quartier palestinien de Hawail) – à 10 h 15 le soir, et m'a fait descendre de force dans une voiture dans laquelle se trouvaient quatre hommes en uniforme de l'armée, et portant des kalachnikov. Une deuxième voiture suivait, avec aussi des hommes en uniforme. Deux d'entre eux avaient des revolvers. Après avoir conduit «Khaled» en plein désert sur la route de Salmiyeh, ces hommes, qui avaient le visage caché par des keffiyehs qui ne laissaient apparaître que leurs yeux, ont menacé de le tuer avant de le battre quatre heures durant, dit-il, avec des tuyaux et la crosse de leurs fusils. «Je leur ai dit que j'avais aidé des familles koweïtiennes pendant l'occupation. Je leur ai donné les noms mais ils ne voulaient rien écouter. J'avais un papier signé par un Koweïtien comme quoi j'étais dans la résistance, ils l'ont déchiré. Je me suis évanoui à plusieurs reprises. Je ne voyais plus rien. Après seize heures, ils m'ont dit : «Le régime militaire koweïtien a décidé de te tuer», et l'un d'eux a tiré dans mon dos».

La blessure est évidente. «Puis, ils m'ont remis dans la voiture et m'ont

jeté à 4 heures du matin dans *Maghreb Street*, une des grandes rues de Koweït. «Quelqu'un m'a ramassé et, n'osant pas m'emporter, m'a ramené chez moi, où ma famille m'a conduit. J'ai déclaré que c'était un accident de voiture. L'officier de sécurité m'a dit que c'était mieux ainsi, car il n'avait aucun moyen de me protéger, vu qu'il n'y avait aucune sécurité dans l'hôpital, l'un des plus grands de la ville. Le des totalement violent et couvert d'échymoses, souffrant d'une grave insuffisance rénale due aux coups, un œil à moitié fermé et au visage rougi, le visage boursoufflé, le bras gauche doublé de volume, «Khaled», sous perfusion, avoue : «Si vous pouvez me donner un papier maintenant, je prends ma famille et je pars.» Directeur d'une petite société de vente de voitures d'occasion, «Khaled», quarante ans, originaire de Tulkarem, vit depuis trente-cinq ans au Koweït, où son père était venu s'établir.

A deux jours d'intervalle, Bassam, trente-huit ans, raconte une histoire similaire. Pendant cette visite à l'hôpital, nous verrons encore deux Palestiniens amenés dans un triste état par des hommes en uniforme de l'armée. Ceux-ci refuseront cependant de les laisser entrer dans l'établissement, malgré l'appel pressant du médecin. Renseignements pris, ils ont été amenés plus tard à l'hôpital Adhan, utilisé comme hôpital militaire, dont l'accès est interdit.

A ces témoignages, on pourrait ajouter celui de Salah, médecin spécialiste, battu mercredi à un barrage, à 200 mètres de chez lui, à 3 heures de l'après-midi, parce que le soldat ne voulait pas admettre qu'un Palestinien puisse posséder une aussi belle voiture».

### Une armée qui n'en est pas une

S'il semble que la politique officielle ne soit pas en mesure de couvrir cette chasse meurtrière aux Palestiniens, en l'état actuel du désordre qui règne à Koweït, elle peut se prolonger, avec tous les risques de dérapage que cela comporte. Comme le disait «Khaled», «si j'avais eu une arme, je me serais défendu et ils ne m'auraient pas eu». Or, des armes, à Koweït, tout le monde en a ramassé au lendemain du départ précipité de l'armée irakienne et, chaque nuit, la capitale résonne de bruits d'échanges d'armes automatiques.

Disparates, pour reprendre les termes d'un général koweïtien, composés d'éléments rassemblés à la va-vite, y compris de jeunes Koweïtiens enrôlés de force en raison de leur mauvaise conduite à l'étranger pendant l'occupation, sans véritable chaîne de commandement, l'armée n'en est pas encore une, et la sécurité reste, parmi tous les problèmes issus de l'invasion, l'un des plus importants, que doit rapidement résoudre le prochain gouvernement – dont la nomination se fait d'ailleurs toujours attendre.

Reste, malgré tout, que ces événements se déroulent en présence des forces américaines, françaises, britanniques, égyptiennes et autres, et que, comme le dit un médecin palestinien, «ces gouvernements devraient quand même se sentir un peu responsables de la situation. Si le gouvernement koweïtien n'a pas les moyens d'assurer la sécurité, pourquoi les alliés n'installeraient-ils pas eux-mêmes les barrières, dit-il, pour mettre fin à cette loi de la jungle, qui nous menace à tout moment et qui est la seule qui règne aujourd'hui à Koweït» ?

FRANÇOISE CHIPHAUX

## Les Etats-Unis ont déjà reçu 28,7 milliards de dollars de leurs alliés

Les contributions des alliés pour le financement de la guerre du Golfe continuent de susciter des polémiques des deux côtés de l'Atlantique. Jeudi 28 mars, le porte-parole du Pentagone, M. Bob Hall, a fait savoir que jusqu'à présent, les Etats-Unis avaient reçu de leurs partenaires 28,7 milliards de dollars (145 milliards de francs environ), dont 7,2 milliards de la part du Japon, 7 milliards de la part de la France, 7 milliards de la part de l'Allemagne. Celle-ci a effectué jeudi un troisième versement de sa contribution, s'élevant à 1,68 milliard de dollars. Cette opération a immédiatement suscité, à Bonn, des critiques de la part de l'opposition social-démocrate (SPD), qui accuse le gouvernement de M. Kohl de régler les Etats-Unis sans même connaître le coût exact de la guerre. En outre, selon le SPD,

Bonn s'est engagée à verser une somme en dollars, alors que le Japon avait annoncé une contribution en yens. Compte tenu de la hausse récente de 10 % de la monnaie américaine, le coût pour les finances allemandes a été renchéri de près de 500 millions de marks (1,7 milliard de francs).

■ ETATS-UNIS : le général Schwarzkopf a présenté des «excuses» au président Bush. – Le commandant en chef des forces américaines dans le Golfe, le général Norman Schwarzkopf, a déclaré vendredi 29 mars, à Ryad, avoir présenté «ses excuses» au président George Bush, pour avoir déclaré que l'offensive contre l'Irak aurait dû se poursuivre. Le général a assuré que ses propos avaient été exagérés. (AFP.)

# PROCHE-ORIENT

A la veille des fêtes pascales

## La tension s'est nettement aggravée chez les Arabes des territoires occupés et d'Israël

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Une trentaine de blessés et deux morts palestiniens dans la région de Gaza, dont un enfant de douze ans tué par l'armée ; un Israélien de soixante-seize ans poignardé un peu plus tard à Jérusalem alors qu'il allait prier au mur des Lamentations ; un jeune Arabe de quinze ans arrêté non loin de là avec, sous sa chemise, deux couteurs qu'il entendait utiliser contre des juifs pour venger le mort d'un de ses proches dans l'intifada : deux cocktails Molotov et deux bombes artisanales lancés en différents points des territoires occupés contre les troupes israéliennes ; le couvre-feu étendu à de nombreuses localités palestiniennes et des dizaines d'arrestations... Le climat s'est dangereusement alourdi, jeudi 28 mars, à la veille des fêtes pascales en Israël.

L'émeute dans la bande de Gaza a éclaté, jeudi, à Rafah et dans le camp de réfugiés tout proche après que les habitants eurent appris que les forces de sécurité avaient tué un jeune homme, la veille, dans des conditions obscures. Les magasins ont aussitôt baissé le rideau et des manifestants ont commencé à s'en

prendre aux soldats. C'est au cours de ces échauffourées qu'un enfant de douze ans a été tué et une trentaine de personnes blessées, légèrement pour la plupart. Le couvre-feu a été imposé sur la localité jusqu'à nouvel ordre. Les autres incidents, qui n'ont fait que des blessés sans qu'il n'y ait eu de morts, ont eu lieu à la gravité, se sont produits au fil de la journée et les autorités ont fait savoir dans l'après-midi que Jérusalem serait totalement interdite aux Palestiniens jusqu'à dimanche, au moins.

Des maires arabes israéliens avait demandé à la police de renoncer à disposer des forces à l'intérieur de leurs communes à l'occasion de la «Journée de la terre» (près de sept cent mille Arabes, soit environ un septième de la population globale, vivent à l'intérieur des frontières de 1967 de l'Etat juif et disposent de la citoyenneté israélienne). Célébrée chaque année le 30 mars en souvenir des six personnes tuées en 1976, au cours de manifestations contre les confiscations de terres arabes par les autorités d'Israël, cette journée, à laquelle les Palestiniens des territoires se sont joints depuis plusieurs années, est traditionnellement marquée par des meetings et des grèves de protestation.

Pour ne pas aggraver la tension,

les notables arabes d'Israël ont renoncé cette année à appeler à la grève générale et ils avaient espéré qu'en retour, comme les années précédentes, les forces de sécurité israéliennes de patrouiller dans leurs localités. «Je ne vois pas pourquoi le maintien de l'ordre public serait considéré comme une provocation», a rétorqué un porte-parole de la police au *Jerusalem Post*. Signe de durcissement ou précaution supplémentaire face à l'effervescence qui semble se développer dans les territoires ? Toutes les permissions pour les soldats et policiers israéliens ont été suspendues le temps des fêtes.

PATRICE CLAUDE

■ Trois jeunes Arabes infiltrés de Jordanie tués par l'armée israélienne. – Des soldats israéliens ont tué, vendredi 29 mars, trois jeunes Arabes venus de Jordanie qui s'étaient infiltrés en Cisjordanie, a annoncé l'armée. Les trois hommes, qui n'étaient pas armés, avaient franchi la frontière jordanienne à une dizaine de kilomètres au nord de Jéricho. Deux d'entre eux étaient âgés de seize ans et le troisième d'une vingtaine d'années. (Reuters)

LIBYE

## Le colonel Kadhafi est favorable à la reprise des relations avec Washington

Le colonel Mouammar Kadhafi, s'est déclaré, jeudi 28 mars, favorable, «sous conditions», à la reprise des relations diplomatiques avec les Etats-Unis, rompues en 1986. «Si les Etats-Unis veulent rétablir leurs relations avec nous, ils sont les bienvenus à condition que ces relations soient d'égal à égal et fondées sur le respect mutuel et la non-ingérence», a déclaré le colonel Kadhafi, dans une entrevue accordée à la télévision italienne.

Le numéro un libyen a annoncé le même jour la suppression des «frontières artificielles» entre son pays et l'Egypte. «A compter d'aujourd'hui, il n'y aura pas de frontières entre l'Egypte et la Libye, pas de douanes ni de droits de douanes, et aucune autorisation à demander à qui que ce soit», a-t-il dit dans un discours prononcé à Tobrouk, près de la frontière avec l'Egypte.

A titre symbolique, le colonel Kadhafi a détruit le poste-frontière de Tobrouk au volant d'un tracteur. (AFP, Reuters)

## AFRIQUE

## Allégresse vite retombée au Mali

Déception de la population et de l'opposition civile  
devant la récupération du pouvoir par les militaires

## BAMAKO

de notre envoyée spéciale

Le vent d'allégresse, qui avait salué la chute du président Moussa Traoré en début de semaine, est rapidement retombé. Les célébrations officielles et les hommages solennels, que la junte militaire adresse quotidiennement au « peuple » et aux « associations démocratiques », ont pris une saveur cruellement ironique.

Le Mali est sommé de prendre le pli. Celui des uniformes aux couleurs de la junte. La télévision d'Etat, dont le principal talent réside dans ses facultés d'adaptation comparables à celles du caméléon, fournit un des plus beaux exemples de ce changement de ton.

Depuis le mercredi 27 mars, le chef officiel de la junte, le lieutenant-colonel Amadou Toumani Touré, a droit, sur le petit écran, aux faveurs qu'on réserve d'habitude en Afrique au chef d'Etat en titre. Lui, pourtant, n'a pas. S'il préside, formellement, le Comité de réconciliation nationale (CRN) — nom de baptême que s'est choisi l'équipe des officiers putschistes, — les « Monsieur le Président » que débite le présentateur à longueur de bulletin, ne laissent guère de place au doute. Les déplacements quotidiens de cet officier — ici, lors d'une cérémonie « à la mémoire des victimes des émeutes », là, à l'issue d'une rencontre avec les dignitaires musulmans — occupent désormais l'essentiel du journal télévisé. Quant aux « associations démocratiques » de l'ex-opposition, elles doivent se contenter de la portion congrue. Jeudi soir, la Radio Télévision Malienne (RTM) n'a pas jugé utile de diffuser la moindre image du retour de Me Traoré, une des plus importantes figures de la vie politique

malienne, qui tenait à Bamako sa première conférence de presse après s'être exilé en France.

Selon des sources officielles, proches de l'ancien régime, le véritable « homme fort » de la junte militaire n'est pourtant pas, malgré les apparences, celui qui la préside. Le véritable chef d'orchestre serait le lieutenant-colonel Oumar Diarra, alias « Birus », ancien aide de camp du président Moussa Traoré, dont il était devenu, au fil de douze années d'étroite collaboration, le conseiller numéro un. « Sans lui, jamais le coup d'Etat n'aurait pu avoir lieu », affirme-t-on à Bamako.

## « Amicale des promotionnaires »

C'est à l'école militaire de Kien (en Union soviétique) que cet officier, d'origine peule, a débuté sa formation. « Il y a passé sept années avant de retourner au Mali », raconte un de ses proches. Et c'est sur les conseils des Soviétiques que le président Traoré décida, en 1979, de prendre « Birus » comme aide de camp. Une position privilégiée qui permet au jeune officier de faire nommer à des postes importants plusieurs de ses anciens compagnons de promotion. C'est ainsi que l'actuel président du CRN est intégré chez les parachutistes — lesquels deviendront, quelque temps plus tard, le noyau dur de la garde présidentielle, les fameux « bérets rouges ».

En 1987, « Birus » prend du galon : il est nommé directeur de la Sécurité d'Etat — ce sont les fonctions s'apparentant à celles de services secrets et des renseignements généraux. Homme de confiance du

président, il le convainc de démissionner, deux ans plus tard, en 1989, un autre de ses compagnons de promotion, Anatole Sangaré, à la direction de la police nationale. Ce dernier figure également aujourd'hui parmi les membres du CRN. Cette même année, « Birus » retrouve, une seconde fois, sa place d'aide de camp. « Tous les officiers qui voulaient une audience avec le président Traoré, dit-on, devaient passer par « Birus » : c'est lui qui décidait. »

Doté, à en croire ceux qui le fréquentent, d'une « intelligence exceptionnelle », cet officier de quarante-trois ans, au « tempérament renfermé » et à l'impassibilité légendaire, a-t-il vraiment été le cerveau du putsch victorieux du 25 mars ?

Les terribles émeutes des 22 et 23 mars ont servi de détonateur. Les futurs putschistes mettent rapidement leur plan au point. « Moussa était fini et il le savait. Mais ça l'a rendu fou : il était prêt à faire tuer tout Bamako s'il le fallait ! » Est-ce par souci d'arrêter le carnage ou seulement pour sauver leur peau... et leur image que les organisateurs du complot décident alors d'intervenir ? Le succès, en tout cas, est complet.

« Lundi, en début de soirée, « Birus » est monté au palais de Koulouba. C'est lui, et lui seul, qui a réussi à convaincre Moussa. Affirmant au président que sa sécurité serait mieux assurée si le rejoignant la base aérienne et que, de là, il serait plus aisé de quitter le pays, il a fait réunir la plupart des ministres et des cadres du parti... » Tous les gros poissons du régime, le chef de l'Etat le premier, sont ainsi tombés dans le filet. « Le palais était encerclé : quand il est sorti, Moussa a vu les soldats, prêts à tirer. Il a compris tout de suite,

mais il était trop tard... » Cette version de l'histoire, difficile à authentifier, alimente toutes les conversations des cercles « éclairés ». En fait de Comité de réconciliation, le CRN pourrait être réabsorbé pour reprendre le vocabulaire local, « amicale des promotionnaires ». Les méchantes langues ajoutent que le chef officiel de la junte est rentré de France — où il complétait sa formation d'officier à l'école militaire — il y a seulement quelques semaines.

Comme la plupart de ses pairs, le séduisant lieutenant-colonel Toumani Touré n'a pas grand chose à voir avec la génération vieillissante du « lumpen militaire » africain, terme inventé dans les années 80 pour qualifier l'ancien dictateur ougandais, Idi Amin Dada.

## « Un état fort »

Le président du CRN et sa douzaine de compagnons ont plutôt le profil des Thomas Sankaré : des militaires modernes et cultivés. L'informatique serait, dit-on, la marotte favorite du lieutenant-colonel Ouma Diarra.

Mais, pour l'homme de la rue, moderne ou pas, un militaire reste avant tout un militaire : ce n'est pas après avoir subi, pendant vingt-deux ans, « la tyrannie » du général président Moussa Traoré que l'on peut accepter de céder le pouvoir à l'instauration d'un nouveau régime militaire.

« L'armée, on n'en veut plus ! un militaire au pouvoir, ce n'est rien d'autre qu'un sanguinaire... Regardez ces cadavres : ça ne suffit pas comme preuve ? » fulmine un écu-

diant en médecine de l'hôpital Gabriel-Touré. Sur le carrelage rougi de sang, huit corps de jeunes garçons sont alignés côte à côte. Ils ont les yeux ouverts. L'un d'eux a eu le crâne décalotté par la mitraille. « C'est après avoir tué les civils qu'ils se mettent avec l'opposition. Et ils pensent qu'on va accepter ça ? » lance encore l'étudiant.

« L'heure n'est plus au procès, mais à l'action », a déclaré, jeudi, le président du CRN. Ce dont le Mali a « besoin », à présent, c'est « du multipartisme » et « d'un Etat fort », a-t-il ajouté. A l'évidence, le dialogue avec le Comité de coordination des « associations démocratiques » (les civils) connaît quelques ratés. L'ancienne opposition au régime du président Moussa Traoré a publiquement exigé, ce même jeudi, que le futur gouvernement de transition compte quatre militaires et trente-quatre civils. Les moyens de pression, maintenant que la rue a retrouvé un semblant de calme, paraissent cependant bien limités. Les syndicalistes de l'Union nationale des travailleurs maliens (UNTM) dénonçant « les tentatives avouées et insoufflées de récupération » du pouvoir, ont promis d'organiser prochainement des « meetings de mobilisation ».

Pratiquement inexistant hors de Bamako, l'ex opposition aura du mal, de ce point de vue, à concurrencer l'armée. Jeudi, des renforts militaires sont arrivés dans plusieurs villes du pays, notamment à Sékou. Et la junte vient de décider de maintenir à leur place tous les anciens gouverneurs de province et tous les directeurs de cabinet. La partie de bras de fer ne fait que commencer.

CATHERINE SIMON

## NIGÉRIA

## Plus de vote secret

Les Nigériens voteront à l'avenir en se plaçant en file indienne devant l'affiche de leur candidat et non en glissant un bulletin dans l'urne.

Le Conseil de gouvernement des forces armées, instance suprême du pays, a pris cette décision pour les futures élections nationales, fédérales ou présidentielles. Après vingt ans de régime militaire, et trente ans d'indépendance, la junte au pouvoir s'est engagée à transmettre le pouvoir aux civils en octobre 1992 et a créé deux partis, qui devront former un gouvernement.

Ce système de vote public a déjà été utilisé pour des élections locales en décembre dernier : ses partisans avancent qu'il permet de lutter contre la fraude mais ceux qui défendent le vote secret soulignent que cela dissuade les électeurs de participer au scrutin : en décembre, le nombre des votants avait été évalué à 20 % seulement de l'électorat. — (AFP, Reuters.)

## ZAIRE

## Début du procès des responsables présumés du massacre de Lubumbashi

Reporté à deux reprises, le procès des responsables présumés du massacre commis en mai 1990 à l'université de Lubumbashi (capitale de la province du Shaba) s'est ouvert, jeudi 28 mars, à Kinshasa.

Pour avoir commandité une expédition punitive contre des étudiants, l'ancien gouverneur du Shaba, M. Koyagialo Nkashama Geregbo, comparait avec une dizaine d'autres accusés. Dans la nuit du 11 au 12 mai 1990, un commando masqué d'hommes armés d'armes automatiques avait fait irruption dans l'université pour « donner une leçon à des étudiants réfractaires ». Ces incidents avaient fait un mort et une trentaine de blessés, de sources officielles. Mais pour Amnesty International et la presse belge, le bilan aurait été de plusieurs dizaines de morts.

L'affaire avait fait grand bruit allant jusqu'à provoquer la mise en veilleuse de la coopération belgo-zaïroise et le report du sommet de la francophonie prévu initialement à Kinshasa et qui pourrait se tenir à Paris en novembre prochain. — (AFP.)

## BÉNIN

## Le président élu a été hospitalisé à Paris

Trois jours après son élection à la présidence du Bénin, M. Nicéphore Soglo, cinquante-six ans, a été admis, jeudi 28 mars, à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce à Paris. Selon ses proches, il souffre d'une fièvre typhoïde et d'une sciatic.

M. Soglo a quitté Cotonou mercredi soir à bord d'un avion français du GLAM (Groupement des liaisons aériennes ministérielles). Son porte-parole, M. Théodore Holo, a annoncé à la radio qu'il serait de retour dans la capitale béninoise pour la cérémonie d'investiture prévue pour lundi prochain, mais on doute à Paris qu'il puisse rentrer aussi rapidement. L'annonce de son départ a immédiatement relancé les interrogations de la classe politique béninoise sur la capacité physique de M. Soglo à assumer à court terme la charge de l'Etat. — (AFP.)

○ CAMEROUN : mesures de clémence en faveur des détenus politiques. — Le chef de l'Etat camerounais, M. Paul Biya, a décidé de prendre des mesures de clémence en faveur de détenus politiques, a-t-on annoncé jeudi 28 mars de source officielle, sans préciser le nombre des prisonniers qui en bénéficieront. Ces mesures concernent d'abord les personnes impliquées dans la tentative de putsch de 1984 contre le Président Biya, mais elles s'étendent également à tous les autres détenus politiques, ont indiqué des sources proches de la présidence. — (AFP.)

## DIPLOMATIE

## Un entretien avec le président du Parlement européen

« Une présence communautaire à l'ONU marquerait un pas décisif vers la politique extérieure commune » nous déclare M. Enrique Baron Crespo



A mi-chemin des conférences intergouvernementales sur l'union politique et l'union économique et monétaire, conférences destinées à réviser les traités européens, M. Enrique Baron Crespo, l'ancien ministre de Felipe Gonzalez et président du Parlement européen, fait le point sur l'état d'avancement des travaux.

« Après la crise du Golfe, on parle beaucoup de défense et de politique étrangère communes. Pensez-vous qu'au terme de la conférence intergouvernementale sur l'union politique apparaîtra un embryon de défense et de politique étrangère européennes ? »

— Je crois que l'embryon existe déjà. La preuve, c'est que l'on est insatisfait de la situation. Mais les Douze ont montré qu'ils éprouvent le besoin de se mettre d'accord. On ne peut pas faire un saut dans le vide, mais regardez ce qu'on a déjà été capable de faire ces dernières années : dans le cas de l'unification allemande, on a su réagir de manière commune ; on a su faire face aux importants bouleversements en Europe centrale et de l'Est. Mais il est vrai que nous devons résoudre quelques problèmes très compliqués, en particulier le rôle que la Communauté doit jouer dans le cadre des Nations unies.

— Comment la Communauté pourrait-elle être représentée à l'ONU alors que, a priori, la France et la Grande-Bretagne gardent leur siège de membre permanent du Conseil de sécurité ?

— Il y a eu un débat à ce sujet en Allemagne et en Italie. On ne peut pas décider de se marier, de tout mettre en commun, sans aborder cette question. Il faut en parler au sein des conférences intergouvernementales, et je plaiderai pour que ces deux pays expriment leurs points de vue au niveau commun-

nautaire, afin qu'il y ait une prise de position commune. Une présence communautaire à l'ONU marquerait un pas décisif vers la politique extérieure et de sécurité commune. Dans un premier temps, il serait souhaitable que la Grande-Bretagne et la France soient capables d'exprimer la voix de la Communauté.

— Pendant la crise du Golfe, le Parlement européen s'est-il montré responsable ?

— Pendant la crise, le Parlement s'est montré responsable et passionné. Mais il faut tenir compte du fait qu'il n'y a pas de majorité gouvernementale, pas de gouvernement qui le contrôle. C'est donc un Parlement très libre.

— Eviter un retour à une « Sainte-Alliance » ?

— Libre ou irresponsable ?

— Je parlerai de l'irresponsabilité démocratique de la Communauté, pas de celle du Parlement européen. Le Parlement a un désavantage : le conseil européen discute à huis clos, alors que le Parlement

s'exprime en public. Nous sommes en train de pâtir des déséquilibres et des défaillances du fonctionnement des institutions communautaires. Le problème, c'est que chez nous on le voit plus clairement parce que c'est ouvert à tous.

— Parmi les réformes à venir, il est fortement question de renforcer le conseil européen en le dotant d'un secrétariat permanent aux moyens correspondants. Craignez-vous que cela se fasse au détriment du Parlement ou de la Commission ?

— On est en train de discuter de la possibilité de mettre en commun les attributs essentiels des Etats : les finances, la monnaie, la sécurité, la défense. L'imagine que nos chefs de gouvernement et d'Etat n'entendent pas aller au chômage politique. Donc, si cette évolution se confirme, le conseil européen absorbera le conseil des ministres, qui deviendra son secrétariat. Le danger, c'est d'évoluer vers un directoire qui serait un peu un retour à une « Sainte-Alliance ». Pour le Parlement européen, c'est la question-clé. On verra si l'on est capable de créer un véritable partage du pouvoir législatif entre le Parlement et le Conseil des ministres.

## La question du siège

— Vous croyez que le Parlement obtiendra une telle co-décision dès la fin de la conférence intergouvernementale sur l'union politique ? Apparemment, la plupart des Etats membres ne le souhaitent pas.

— C'est un long processus, et on a déjà fait des pas importants. Il y a des propositions sur la table qui sont très intéressantes : l'Allemagne est assez équilibrée, l'Italie, comme d'habitude, est très avancée ; il y en a d'autres. Je sais qu'il y a des réticences, et il serait anormal qu'un début de ce processus nous soyons déjà tous d'accord.

— Croyez-vous que le Parle-

ment va jouer un rôle important dans le processus d'union économique et monétaire (UEM) ?

— L'UEM ne peut pas être la consécration d'une espèce de syndicat ou de club des banquiers — ou des ministres de l'économie et des finances, — si importants soient-ils. Il est fondamental d'exercer un contrôle démocratique sur ce processus. Nous y sommes déterminés. Ce n'est pas seulement le problème du Parlement européen. Est-ce que tous nos parlements et tous nos gouvernements vont être dessaisis en faveur d'un groupe de gens qui seraient un peu les gardiens du temple de l'argent ?

— La thèse du Parlement, c'est l'autonomie de la banque centrale. Nous préférons le mot « autonomie » au mot « indépendance » parce que cette banque doit rendre des comptes, et elle doit le faire dans un contexte démocratique.

— Pour ce qui est du siège du parlement, chacun connaît votre préférence pour la capitale belge. A terme, le parlement sera-t-il installé à Bruxelles ?

— On me fait là un faux procès. On ne peut pas trouver, depuis que je suis arrivé à la présidence, une déclaration dans laquelle j'affirme ma préférence pour Bruxelles. Ce que je dis, c'est qu'il faut réformer sans délai les procédures, et je m'y applique. Il est impossible d'avoir un Parlement qui ne siège que quarante-huit jours par an en séance plénière.

— En tant que parlementaire européen espagnol, vous préférez siéger à Bruxelles ou à Strasbourg ?

— Aussi près que possible du conseil et de la Commission. L'important, c'est d'avoir un dialogue permanent. Si le conseil était capable de faire face à ses responsabilités — et depuis trente ans, on attend sa décision, — nous pourrions arriver à un accord.

Propos recueillis par MARCEL SCOTTO et MARIE-PIERRE SUBTIL

## EN BREF

○ Le roi Hussein à Paris pour tenter de rompre l'isolement de la Jordanie. — Le roi Hussein de Jordanie a entrepris, jeudi 28 mars à Paris, une visite de travail de deux jours dans l'espoir de sortir son pays de l'isolement diplomatique et économique dans lequel il se trouve en raison de son alliance avec l'Irak. Le souverain jordanien, qui devait être reçu vendredi par le président Mitterrand, rencontrera également le premier ministre M. Michel Rocard, le ministre de la défense M. Pierre Joxe ainsi que le ministre des affaires étrangères, Roland Dumas. Le fait que le roi Hussein — qui a déjà été reçu par M. Mitterrand le 3 septembre et le 5 novembre derniers — ait choisi Paris pour sa première visite dans un pays occidental depuis la fin de la guerre du Golfe, s'explique par « les déclarations en pointe et la position positive adoptées par la France à l'égard du problème palestinien », a déclaré un haut responsable jordanien. — (AFP, AP.)

○ Le groupe de Schengen supprime l'obligation de visa pour les Polonais. — Les six pays du groupe de Schengen (Allemagne, Belgique, France, Luxembourg, Pays-Bas et Italie) devaient signer vendredi 29 mars, à Bruxelles, un accord levant l'obligation de visa pour les ressortissants polonais le 8 avril prochain, a-t-on appris de source officielle à Bonn. — (AFP.)

○ M. Michel Rocard en visite en Suisse. — Le premier ministre, M. Michel Rocard, a « comblé une lacune » en accomplissant, mardi 26 mars, une journée de travail à Berne, la première d'un chef de gouvernement français depuis l'avènement de la V<sup>e</sup> République. M. Rocard s'est notamment montré disposé à soutenir le projet de liaison TGV Mâcon-Genève, à condition que Berne participe à son financement.

○ Le ministre soviétique des affaires étrangères en visite à Tokyo. — Le ministre soviétique des affaires étrangères, M. Alexandre Bessmertnykh, est arrivé vendredi 29 mars à Tokyo pour mettre au point les derniers détails de la visite du président Mikhaïl Gorbatchev au Japon, prévue du 16 au 19 avril. Le contentieux territorial des Kouriles devrait figurer au centre de la visite de M. Bessmertnykh. — (AFP.)



**Voici, très brièvement résumées, quelques-unes des actions que nous menons pour surmonter la crise de l'informatique.**

OPEN est une marque déposée  
K-OPEN Company Ltd.

## EUROPE

ITALIE : les partis de la coalition en désaccord sur le rôle du chef de l'Etat

## Démission du gouvernement de M. Giulio Andreotti

Le président du conseil italien, M. Giulio Andreotti, a annoncé, vendredi matin 29 mars, la démission de son gouvernement de coalition. Les cinq partis (démocrate-chrétien, socialiste, républicain, social-démocrate et libéral) sont en désaccord, notamment sur le mode d'élection du chef de l'Etat et le rôle joué par l'actuel président de la République, M. Francesco Cossiga, dans la vie politique italienne. M. Andreotti a cependant déclaré que, ces problèmes « une fois clarifiés », les cinq formations étaient disposées à travailler de nouveau ensemble « avec un nouveau programme » jusqu'en 1992, terme de la législature.

ROME

de notre correspondant

Pour un catholique comme Giulio Andreotti, le président du conseil italien, tomber un vendredi saint doit sans doute vouloir dire quelque chose. Sans doute est-il destiné à se succéder à lui-même. Peut-être pas dans les trois jours qui viennent, mais qu'à cela ne tienne... La crise fatale au quarante-neuvième gouvernement en quarante-cinq ans de vie républicaine n'est ni inattendue, ni porteuse d'une rupture définitive. Loin de là. Les secrétaires des partis de la majorité qui le soutient ont déjà confirmé, jeudi après-midi, leur volonté de collaborer à nouveau avec le président du conseil sortant. Mystères de la politique romaine... La crise était dans l'air depuis quelque temps.

Exactement depuis le 14 mars dernier, lorsque M. Bettino Craxi, secrétaire du Parti socialiste - principal allié des démocrates-chrétiens au sein de la coalition, - avait annoncé qu'il trouvait que l'équipe gouvernementale en place commençait à s'essouffler.

C'était peu dire. Trois ministères vacants (dont deux à la suite du décès de leur titulaire), la fin de la période de retenue imposée par les événements du Golfe et le rapprochement des échéances électorales de 1992 (législatives, choix par le Parlement d'un nouveau président de la République) étaient en fait autant de raisons pour déclencher des manœuvres de repositionnement des partis et de leurs dirigeants au sein de la coalition. Manœuvres auxquelles, en Italie, on se livre assez régulièrement.

## « Interventionniste » ou « incolore »

L'éventuelle possibilité de résoudre le tout à l'amiable, c'est-à-dire par un remaniement ministériel et la signature d'un nouvel accord entre les partenaires de la majorité a dû être abandonnée au début de la semaine à cause de l'apparition tout à fait inattendue d'un phénomène jusqu'ici étranger à la politique italienne : l'entrée en scène d'un président de la République « interventionniste ». De chef d'Etat « incolore » et discret - respectueux jusqu'à l'extrême limite de l'effacement auquel la Constitution oblige les chefs d'Etat en Italie - M. Francesco Cossiga a fini par assumer, au fil des mois et des polémiques, le rôle de véritable grain de sable dans les rouages bien huilés de la politique politicienne...

Le week-end dernier, en l'absence de Giulio Andreotti, en voyage à l'étranger, on a pu assister ainsi, trois soirs de suite, à des performances télévisées du président qui a exploité son talent oratoire pour se faire entendre. Que ce soit sur des affaires en cours, comme le réseau secret anticomuniste « Gladio » ou des scandales exhumés du passé tel le prétendu patriotisme de certains adhérents de la loge maçonnique P 2 ou encore sur la situation politique actuelle - il y aurait, selon M. Cossiga, un complot pour le faire démissionner. Ces propos ont suscité beaucoup de remous et un résultat tangible : un simple remaniement ne pouvait suffire.

M. Bettino Craxi, le chef du Parti socialiste (PSI), dont le cheval de bataille est, depuis quelques années, la réforme du système politique dans un sens présidentiel, a pris le relais du président. Les critiques de M. Cossiga relatives au mauvais fonctionnement de la vie politique italienne - critiques qui semblent trouver un large écho dans l'opinion publique - ont été utilisées par le leader socialiste pour renforcer sa propre idée. Son accord de participation au futur gouvernement pourrait en fait passer par l'acceptation, par ses partenaires de la coalition, du principe d'un référendum sur le régime présidentiel.

On saura dans les prochains jours si M. Andreotti, démocrate-chrétien, est prêt à payer ce prix en dépit des réticences que provoque, au sein de son propre parti, l'idée d'un « président à la française ».

(Intérim.)

YUGOSLAVIE

## Les présidents des six Républiques amorcent le dialogue à Split

Afin de tenter de sortir de la crise dans laquelle se débat le pays, les six présidents des Républiques yougoslaves se sont rencontrés, jeudi 28 mars à Split, sur la côte dalmate, en Croatie. C'est la première fois que ces dirigeants se retrouvent en dehors de la présidence fédérale pour discuter du devenir du pays. Ces entretiens ne sont qu'un premier pas et seront suivis de cinq autres, dans chacune des Républiques, au cours des deux mois à venir.

SPLIT

de notre envoyé spécial

Personne ne s'attendait à ce que cette première rencontre dégage un accord sur l'essentiel. Mais le simple fait que les six hommes se soient assis pendant plus d'une demi-journée à la même table dans la villa Dalmatia (une des anciennes résidences de Tito), qu'ils aient accepté de poursuivre le dialogue, comme l'indique le communiqué final et qu'ils se soient présentés tous ensemble devant la presse, est déjà considéré comme un succès, moins d'un mois après les affrontements du 9 mars à Belgrade qui ont fait planer les risques d'une intervention militaire.

La réunion de Split n'a pas été qu'une simple prise de contact. Elle a permis à chacun d'exposer ses vues sur l'avenir du pays, de mettre le doigt sur les divergences (croates) et de seier les questions à examiner. Des ébauches de compromis se sont même esquissées sur certains points, aux dires du porte-parole de la présidence croate, M. Mario Nobilo. Une voie pourra-

l-elle être trouvée vers le consensus ? Cela paraît difficile au vu des positions toujours opposées de la Serbie, d'une part, qui veut le maintien de la Fédération, de la Croatie et de la Slovaquie de l'autre, qui sont favorables à une formule plus souple d'association ou de communauté d'Etats garantissant la souveraineté de chacune des Républiques. Mais au moins on se parle, ce qui a fait reculer le spectre de la guerre civile et du démantèlement de la nation, qui hante tous les esprits.

## Non à la « Serbo-slavie »

Le temps du dialogue a pris le pas sur celui de la tension en raison notamment de l'affaiblissement de la position de M. Slobodan Milosevic, le président serbe, après les victoires de Belgrade et sa tentative avortée de faire intervenir l'armée pour dompter les Républiques frontalières. La rencontre du 25 mars à Karadordev, un domaine de chasse à la frontière serbo-croate, entre M. Milosevic et son homologue croate M. Franjo Tudjman, a été le premier signe d'apaisement.

A Zagreb, on ne cache pas que si l'accalmie est de bon augure, il ne faut pas croire que les Serbes aient renoncé à leur projet de Grande Serbie qui ferait du pays la « Serbo-slavie », comme ils le disent. Dans les milieux politiques croates, on ne jure désormais que par la formule de communauté d'Etats, calquée sur le modèle de la CEE. Il n'est pas question de renoncer à la souveraineté nationale, que ce soit pour la Croatie ou la Slovaquie, qui se disent disposées à la séparation si un compromis satisfaisant n'est pas trouvé. La Bosnie-Herzégovine et la Macédoine penchent aussi en faveur d'une souveraineté reconnue. Sur quel schéma se bâtira donc le nou-

vel Etat yougoslave ? Il paraît douteux que l'on ait la réponse dans deux mois, comme l'ont souhaité MM. Milosevic et Tudjman à la suite de leur rencontre de lundi.

## Un message de M. Bush

Ce n'est certainement pas un hasard si le même jour le président George Bush a adressé une lettre au premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, pour l'informer que les Etats-Unis ne donneront leur soutien « à aucun groupe ethnique ou nationaliste », affirmant que Washington ne veut pas « encourager ceux qui veulent diviser le pays ». « Ce serait tragique », a ajouté le président, « si la Yougoslavie ne peut comprendre le moment historique où elle met en place une nouvelle structure démocratique et de trouver sa place dans une Europe qui serait une entité libre ».

Les choses sont donc claires. La Maison Blanche ne tolérera pas l'éclatement de la Yougoslavie et apporte son soutien à M. Markovic à un moment où l'on murmure qu'il pourrait être sacrifié en échange de la cessation de l'aide de M. Milosevic aux quelque 600 000 Serbes vivant en Croatie.

MICHEL BOLE-RICHARD

□ Interruption du débat parlementaire sur la sécession de la Slovaquie. - Le Parlement de Slovaquie a interrompu, jeudi 28 mars, un débat sur la sécession de cette République de la fédération yougoslave, en estimant qu'il était plus judicieux de le reprendre après une analyse des résultats de la réunion des six présidents yougoslaves à Split, a rapporté Radio-Belgrade. - (AFP)

## L'Albanie au seuil de la démocratie

Suite de la première page

Une chose est évidente : après quarante-cinq ans de domination sans vergogne, de pressions idéologiques incessantes, de contrôle de tous les rouages de la société albanaise, le Parti du travail a perdu de sa superbe. Il veut même adopter un profil si bas, et si occulte, qu'il en arrive à décourager ses propres militants. A Shkrapa, par exemple, considérée comme la ville la plus fidèle au régime d'Enver Hoxha et qui devrait, en majorité, voter pour le Parti du travail, les communistes interrogés vous avertissent d'embêter qu'ils ne sont membres... d'aucun parti. Cela dans un pays où, il y a trois mois à peine, la carte du Parti du travail était le sésame obligé pour obtenir un poste de quelque importance !

Mercredi 27 mars, le premier ministre, M. Fatos Nano, est allé sans doute le plus loin que l'on puisse imaginer dans ce « strip-tease idéologique ». N'a-t-il pas notamment déclaré - en anglais puis en français - que l'Albanie devait s'intégrer au « monde civilisé » ? N'a-t-il pas dit tout le bien qu'il pensait des Etats-Unis, l'« ennemi mortel », « un pays ouvert, pragmatique et respectant les autres peuples où qu'ils soient » ? Enver, réveille-toi, ils sont devenus fous, doivent penser certains militants de la première heure.

Adil Guri, vingt-neuf ans, le responsable local des « volontaires » pour Enver Hoxha - les « durs de durs » emmenés par un étrange officier, écrivain à ses heures, M. Hysni Millotshi - se fera tout patelin pour vanter le pluralisme ambiant, mais en œuvre par le président Ramiz Alia, « Prométhée de la démocratie ». Gani Jkolla, trente-huit ans, mécanicien, est, lui, haut responsable du Parti du travail dans une petite maison, tous les murs sont couverts de photos ou de portraits d'Enver Hoxha. Les dix livres qui composent sa bibliothèque sont tous de la plume de l'ancien dictateur. Lui aussi n'a qu'un seul mot à la bouche : démocratie pluraliste.

Mais évoquer l'attitude des jeunes révoltés de Tirana qui ont déboulonné en février la statue d'Hoxha, et les anciens clichés refléteraient aussitôt. Celui-ci parlera des « forces obscures », celui-là

des « forces noires ». Tous voueront aux gémonies ces « hooligans » - comme l'avait déjà d'ailleurs fait Nicolas Caussens pour qualifier les émeutiers de Timisoara - manipulés par « les ennemis de l'étranger et les ennemis de l'intérieur ». Quant aux erreurs de l'ancien régime, on s'en tient à quelques généralités : « trop bureaucratique, trop centralisé, trop fermé sur le monde ». Sans d'aucune manière remettre en

teront vraisemblablement leurs suffrages au parti d'opposition.

En mai prochain, le Parti du travail tiendra un congrès extraordinaire où il devrait poursuivre son aggrégation. Certains évoquent même la possibilité de le voir se transformer en « parti social-démocrate ».

## Déception et désespoir

Mais la place sera peut-être déjà occupée. M. Skender Sijushli, ministre de l'éducation dans le précédent gouvernement, a l'intention, avec plusieurs autres personnalités du Parti du travail, de quitter celui-ci pour fonder lui aussi



cause l'essence même de la dictature. Ainsi Khelil Dioni, secrétaire du comité central du Parti du travail et qui passe pour le numéro deux du régime, n'hésite pas à déclarer : « C'est vrai que cela a été une erreur d'interdire toutes les pratiques religieuses dans le pays. Mais, que voulez-vous, c'est la jeunesse albanaise qui avait exigé cela. Peut-être que nous n'aurions pas dû la suivre ? »

Le test est symptomatique. Interrogez les Albansais sur les élections du 31 mars. Si votre interlocuteur dit que ce seront les premières élections « pluralistes » du pays, alors il y a toutes les chances qu'il vote pour les communistes. En revanche, ceux qui parlent des « premières élections libres » appor-

un parti social-démocrate, une initiative qui aurait peut-être eu plus de poids et aurait singulièrement affaibli le Parti du travail si M. Sijushli, très populaire parmi les étudiants, l'avait prise avant les élections et ne se présentait pas lui-même le 31 mars sous les couleurs du Parti du travail... Il ne peut d'ailleurs se promener dans la rue sans être abordé par des jeunes qui, inlassablement, lui répètent : « Nous avons confiance en vous. Mais pourquoi défendez-vous encore le Parti communiste ? »

Principal parti d'opposition, le Parti démocratique, fondé en décembre dernier, a d'ici sa position vis-à-vis du pouvoir. Ainsi, lors de sa création, son leader, M. Sali Berisha, un élégant cardio-

logue de quarante-six ans, nous avait déclaré que son parti présenterait des candidats dans toutes les circonscriptions, sauf dans celle de M. Ramiz Alia, « car c'est lui qui va conduire les réformes » (Le Monde du 24 décembre 1990). Or, dimanche, le chef de l'Etat aura notamment en face de lui un candidat du Parti démocratique. « Ramiz Alia n'a pas joué le jeu d'arbitre », déclare M. Sali Berisha. Il est resté en même temps chef de l'Etat et chef du parti. « Nous avons tout fait pour que le président Alia quitte son rôle de responsable partisan », ajoute l'écrivain Benik Mustasaj. Des intellectuels lui ont même écrit une lettre ouverte. En vain.

Pour Benik Mustasaj, créateur du Forum des droits de l'homme et aujourd'hui candidat du Parti démocratique à Tirana, l'Albanie a été proche de la guerre civile lors des événements de février, et le peuple albanaise est tout à la fois « épuisé et désespéré ». « En Albanie, ajoute Benik Mustasaj, c'est d'ailleurs le même mot. » Il reconnaît que la grande erreur du Parti démocratique est d'avoir inclus dans son programme la possibilité pour les paysans de vendre leurs terres à des étrangers. Erreur dans laquelle s'est engouffré le Parti du travail, qui ne cesse de répéter aux agriculteurs qu'ils vont être déposés, en cas de victoire de l'opposition, du petit lopin de terre dont ils disposent depuis quelques années seulement.

Reconnaissant que de nombreux anciens membres du Parti du travail les ont rejoints, les responsables du Parti démocratique excluent toute forme de collaboration future avec les communistes. Position adoptée aussi par le Parti républicain, formation de notables en dépit de la relative mansuétude dont le bénéficiaient de la part du PTA. Celui-ci souhaiterait en effet, avant tout - quel que soit le résultat des élections - former un gouvernement de coalition. Avec une opposition qui n'en a cure. Sauf si un parti l'emporte très nettement, l'Albanie risque donc de vivre pendant plusieurs mois une situation « à la bulgare », de paralysie totale des institutions et d'agitation populaire.

Il faudra ensuite aborder l'essentiel, c'est-à-dire remettre au travail un pays cassé par un système absurde et qui vit au ralenti depuis plusieurs mois. Dans les rues de Tirana, de Shkoder ou de Berat, ne voit-on pas aujourd'hui de plus en plus de fenêtres dont les vitres ont été remplacées par du contreplaqué, faute de verre ?

JOSE-ALAIN FRALON

IRLANDE DU NORD

## Un attentat fait trois morts dans le comté d'Armagh

Trois adolescents, deux garçons et une fille, ont été tués dans l'attaque lancée, jeudi soir 28 mars, par des hommes armés contre la camionnette d'un vendeur ambulancier de confiseries dans un quartier catholique du comté d'Armagh, en Irlande du Nord, a annoncé la police. Plusieurs autres personnes ont été blessées lors de cette attaque à l'arme à feu qui a eu lieu non loin de Craigavon, près de la frontière de la République d'Irlande.

Selon le porte-parole de la police, cet attentat a été un « des plus brutaux et des plus aveugles » de ces dernières années. Les corps des victimes ont été à ce point criblés de balles qu'ils seront difficiles à identifier.

Les représentants de la commu-

## EN BREF

□ AFGHANISTAN : libération de trois membres du CICR enlevés par des moudjahidines. - Trois ressortissants suisses membres du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ont été libérés mercredi 27 mars, quinze jours après avoir été enlevés, dans la province de Kandahar, par le chef rebelle afghan Haji Asadullah (Le Monde du 23 février), a annoncé le Comité jeudi à Genève. Un quatrième membre de l'équipe avait été libéré le 10 mars. - (Reuters)

□ ALGERIE : quatre Français et un Italien condamnés à un an de détention pour vol de « patchouli ». - Quatre Français et un Italien, dont les identités n'ont pas été révélées, ont été condamnés par le tribunal de Tammisnet à une année de prison ferme et à des amendes pour « vol de patchouli national », a affirmé jeudi 28 mars la télévision algérienne. En novembre dernier, la radio avait annoncé l'arrestation de quatre touristes français pour détention illégale de pièces archéologiques prélevées dans le massif de l'Ahaggar : selon la radio, un lot de pierres taillées, de fragments de poterie, et d'ossements, datant de sept mille ans. - (AFP)

□ LIBAN : au moins cinq morts à Beyrouth dans un attentat à la voiture piégée. - Une voiture piégée a explosé, vendredi 29 mars, dans la banlieue nord (chrétienne) de Beyrouth, faisant au moins cinq tués et plusieurs dizaines de blessés, selon un bilan provisoire officiel.

L'explosion a eu lieu dans le quartier d'Antelias et a provoqué de très importants dégâts matériels. Selon le procureur de la République la voiture contenait plus de 100 kilos d'explosifs. - (AFP)

□ POLOGNE : première réunion de conseil pour les relations polono-juives. - Le conseil pour les relations polono-juives, composé d'une vingtaine d'intellectuels juifs et catholiques, s'est réuni pour la première fois, jeudi 28 mars à Varsovie, en présence du président Lech Walesa. Le conseil a « regretté » les cas « honteux » d'antisémitisme qui se sont manifestés « au cours de la campagne électorale ». - (AFP)

□ SRI-LANKA : des élections locales auront lieu le 11 mai. - Le gouvernement a annoncé jeudi 28 mars que des élections locales seraient organisées le 11 mai dans l'île, à l'exception des provinces du Nord et de l'Est, où les rebelles tamouls réclament l'indépendance. - (Reuters)

□ VIETNAM : des travailleurs ont été rapatriés de Bulgarie. - Un premier groupe de 130 travailleurs vietnamiens est arrivé jeudi 28 mars à Hanoi, dans le cadre d'un programme de rapatriement décidé après les heurts à Sofia entre la police et des ressortissants vietnamiens (Le Monde du 20 mars), a annoncé vendredi l'organe du Parti communiste vietnamien, Nhan dan. - (AFP)



## EUROPE

### URSS : haro sur le « trio maudit »

Suite de la première page

Des centaines de camions avaient été amenés pour barrer l'accès à la place Rouge. En même temps, les magasins de Moscou avaient été un peu plus remplis qu'à l'ordinaire, mais le plaisir rare de pouvoir acheter un saucisson n'empêche pas de manifester.

Toute la journée de jeudi, les palabres entre les amis de M. Eltsine et les représentants du gouvernement soviétique s'étaient poursuivies, chacun étant soucieux d'éviter à la fois de perdre la face et d'être à l'origine de violences aux conséquences incalculables. Devant le Soviet suprême de l'URSS, M. Anatoli Sobtchak, maire de Leningrad, n'avait sans doute pas exagéré la gravité de la situation en déclarant : « Si la décision du gouvernement d'interdire la manifestation est appliquée, cela conduirait à des affrontements sans précédent qui pourraient être suivis par une grève générale et l'effondrement des structures de l'Etat. »

#### « Sous la menace des fusils »

Le Congrès de Russie, convoqué à l'initiative des communistes pour censurer M. Eltsine, avait commencé jeudi matin par des débats houleux sur le déploiement de forces à Moscou. La majorité des députés ont finalement refusé de siéger « sous la menace des fusils ». Dans une première résolution, votée par 532 voix contre 286 et 93 abstentions, ils ont annulé la décision du gouvernement soviétique d'interdire toute manifestation dans la capitale entre le 26 mars et le 15 avril. Mais ce vote avait une portée plus symbolique que réelle, puisque c'est le pouvoir central qui dispose encore de la force.

A la fin de la matinée, le vice-président du Soviet suprême de Russie, M. Rouslan Khasboulatov, était envoyé auprès de M. Gorbatchev pour tenter de le faire revenir sur sa décision. Il était difficilement imaginable que le président soviétique cède et fasse ainsi la démonstration de sa faiblesse. M. Gorbatchev explique donc à M. Khasboulatov qu'« aucune décision concernant l'ordre public, le respect de la loi et de l'ordre dans la capitale et le pays tout entier, comme la protection des droits de l'homme, ne pouvait être annulée ». Devant ce refus, le Congrès de Russie décide par 615 voix contre 354 et 20 abstentions d'ajourner ses travaux jusqu'au lendemain, M. Gorbatchev ayant promis que les troupes seraient retirées de Moscou dès vendredi matin.

Une heure avant le début de la manifestation prévue à 18 heures, les dirigeants soviétiques essaieront de faire voter par le Soviet suprême de l'Union une résolution demandant à la municipalité de Moscou et au Parlement de Russie d'appeler les Moscovites à rester chez eux. Mais ce texte ne fut même pas mis aux voix, ses chances d'être adopté étant quasiment nulles. Les négociations se poursuivaient entre les organisateurs de la manifestation et les autorités. Finalement, il était décidé que le centre resterait

interdit, mais que les forces de l'ordre n'interviendraient pas contre la foule rassemblée sur la place Maïakovski et sur la place de l'Arbat, si elle n'essayait pas de franchir les cordons de police. La manifestation s'est donc transformée en un gigantesque meeting où des députés de Russie et le maire de Moscou, M. Gavril Popov - mais pas M. Eltsine - se sont succédé au micro : un message de solidarité de Vladimir Boukovski, célèbre dissident des années 70 qui vit maintenant en Grande-Bretagne, a été également lu.

Aucun incident sérieux n'a eu lieu, les consignes ont été, dans l'ensemble, bien respectées. Place de l'Arbat, quelques manifestants ont bien essayé de tromper la vigilance de la police en se faufilant entre les camions, mais des miliciens à cheval les ont immédiatement repoussés. Les députés de Russie ont alors improvisé un service d'ordre pour séparer les manifestants de la police.

A la fin de la manifestation, un autre groupe d'un millier de personnes a fait face, pendant une heure place Pouchkine, aux cordons de miliciens, casque sur la chapka et bouclier de plexiglas, qui barraient la rue de Tver, renforcés par des troupes du ministère de l'Intérieur, avec matraque et gilet pare-balles.

Le bilan politique de la journée est plutôt bon pour M. Eltsine. Avec le mouvement Russie démocratique, qui soutient sa candidature à la présidence de la Russie, il a réussi à braver les oukases du pouvoir central et a fait descendre dans la rue des dizaines de milliers de manifestants en leur montrant son sens des responsabilités. Au Parlement, il a obtenu des votes en faveur de ses thèses, qui ont mis le groupe communiste dans une situation difficile. 539 députés avaient été convoqués mercredi au comité central du Parti communiste soviétique pour recevoir les instructions de vote. Plus d'un tiers n'ont pas respecté les consignes et ont rejoint le marais dans ses votes favorables à M. Eltsine.

#### Calendrier des élections

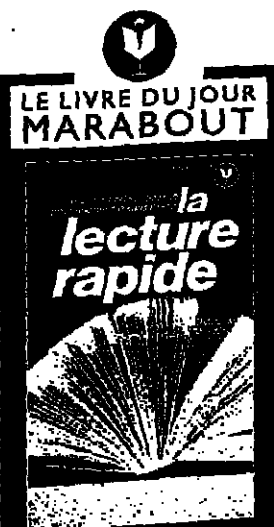
Cet échec conduit maintenant le PC russe, qui était à l'origine de la session extraordinaire du Congrès, à jurer ses grands dieux qu'il n'a jamais voulu renverser le président mais seulement lui demander des comptes sur sa gestion.

L'opposition démocratique à M. Gorbatchev ne veut pas perdre de temps pour tirer parti de la situation. M. Popov a esquissé le calendrier : fin mai, élections du président de la Russie au suffrage universel direct et renouvellement de toutes les assemblées locales et régionales par un vote démocratique. Entre-temps, adoption d'une nouvelle législation sur l'organisation et le fonctionnement des pouvoirs publics en Russie.

L'argumentation à la mesure de la simplicité : toutes les décisions du gouvernement russe, si bonnes soient-elles - sur la réforme économique, la privatisation des entreprises, la distribution des terres, etc. - restent des chiffons de papier aussi longtemps que la Russie ne dispose pas d'un pouvoir exécutif fort et démocratique capable de faire prévaloir sa légitimité sur celle du pouvoir central.

M. Gorbatchev, qui a déjà indiqué que l'élection d'un président de la Russie reviendrait à provoquer une scission de l'URSS, peut difficilement tolérer ce défi. D'un autre côté, les moyens politiques pour s'y opposer se sont pas nombreux. M. Eltsine disposant visiblement d'une majorité au Parlement et dans le pays. L'autre hypothèse est l'instauration de l'état d'urgence, qui permettrait de contraindre l'opposition au silence, d'ajourner toute élection pendant un certain temps et d'imposer des réformes économiques par des mesures autoritaires. Mais M. Gorbatchev, qui a conduit la perestroïka depuis six ans avec un sens aigu du compromis, est-il prêt à franchir le Rubicon ?

DANIEL VERNET



## AMÉRIQUES

### ARGENTINE

### Les accusations de corruption se multiplient contre l'entourage du président Menem

Corruption, trafic de drogue, contrebande d'automobiles de luxe : les « révélations » sur l'entourage du président Menem se succèdent en Argentine. Elles commencent à embarrasser le gouvernement et affaiblissent sérieusement le chef de l'Etat.

#### BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Dans la cascade de « révélations » sur les affaires douteuses dans lesquelles est compromis l'entourage du président Menem, celle qui fait le plus de bruit concerne un réseau international de trafiquants de drogue, dans lequel seraient impliqués des proches du président, qui aurait aidé au blanchiment de paroledollars en Argentine et en Uruguay. Selon l'hebdomadaire espagnol *Cambio 16*, l'une des personnes en cause serait la

belle-sœur de M. Menem, M<sup>me</sup> Amira Yoma, secrétaire à la présidence. Un juge de Madrid aurait ouvert une enquête sur ses activités, à la suite des dénonciations d'un trafiquant panaméen actuellement emprisonné en Espagne. Ce dernier affirme que M<sup>me</sup> Amira Yoma (sœur de l'épouse du président) a fait plusieurs voyages entre New-York et Buenos-Aires en transportant, chaque fois, dans ses valises, dix millions de dollars provenant d'un réseau de trafiquants liés au cartel de Medellín.

Selon la confession de ce trafiquant, publiée par *Cambio 16*, et largement reproduite par la presse et la radio-télévision argentines, M<sup>me</sup> Amira Yoma aurait bénéficié de la complicité de son ancien mari, M. Ali Ibrahim, responsable des services de douane à l'aéroport international de Buenos-Aires. Son frère, M. Emir Yoma, serait également impliqué de façon indirecte dans cette affaire. Homme de confiance du président, il avait dû démissionner en

janvier de son poste de conseiller à la Casa Rosada à la suite des dénonciations formulées par l'ambassadeur américain à Buenos-Aires, M. Terence Todman. L'ambassadeur s'était plaint du fait que de hauts responsables argentins aient réclamé des pots-de-vin à des compagnies américaines pour faciliter leurs activités dans le pays. M. Emir Yoma avait été cité parmi les coupables. L'affaire avait éclaté peu après la visite de M. Bush en Argentine. Elle avait déclenché une crise au sein du gouvernement et provoqué son remaniement.

M. Menem s'est porté garant de l'honnêteté de sa belle-famille et a traité les accusations portées contre elle de « campagne internationale contre l'Argentine ». Néanmoins, un juge argentin a été envoyé en toute hâte le 24 mars à Madrid pour s'entretenir avec son homologue espagnol et prendre connaissance du dossier. Le scandale se produit dans un climat de

campagne électorale. Dans six mois seront renouvelés les gouverneurs, les maires et une partie de la Chambre des députés. Le scrutin s'annonce difficile pour le parti péroniste au pouvoir, qui accuse certains radicaux de l'opposition d'être à l'origine d'une « campagne de diffamation ».

#### Contrebande de voitures

Les problèmes familiaux du président ne s'arrêtent pas là puisque sa femme, M<sup>me</sup> Zulema Yoma, dont il est séparé depuis des mois, a déposé le 26 mars une demande de divorce, l'accusant « d'infidélité » et « d'injures graves ». Les familles Yoma et Menem sont liées de longue date et dominent la vie politique de la province de la Rioja (au nord de l'Argentine) dont M. Menem fut gouverneur avant d'accéder à la présidence en juillet 1989.

« Les Péninsules ont le choléra, nous avons la corruption. » Cette plaisanterie désabusée des Argentins est alimentée quotidiennement par la presse : pots-de-vin touchés par la police, vol de cinq mille lignes de téléphone par des employés des télécommunications, etc. Un important homme d'affaires, ami intime du président Menem, M. Constancio Vigil, a reconnu lundi 25 mars, à la télévision, avoir commis « une imprudence » en faisant entrer illégalement dans le pays une Mercedes-Benz au nom d'un handicapé physique et exotérique, de ce fait, des lourdes taxes douanières qui frappent ce type d'importations. La police a découvert un important réseau de contrebande d'automobiles de luxe prétendument destinées à des handicapés, en fait à des industriels, des hommes politiques, des artistes et des sportifs célèbres. Le juge chargé de l'enquête a déjà ordonné plusieurs arrestations.

Lors de son arrivée au pouvoir, le président Menem avait promis de lancer une vaste campagne contre la corruption. Or l'Eglise catholique affirme que le légal, s'il n'est pas nouveau, « s'est généralisé ». Le primat d'Argentine, Mgr Antonio Quarracino, a souligné le 13 mars qu'il se développait, au moment même où la situation économique devenait une « angoisse » pour beaucoup d'Argentins.

CHRISTINE LEGRAND

(Publicité)  
Révélateurs des chercheurs suisses

### LES OBSÉDÉS DE LA CHEVELURE

BALE. - En France, les personnes atteintes du problème de la chute des cheveux en touchent un nombre impressionnant.

Beaucoup d'entre elles risquent d'être reconnues comme de vraies obsédées de la chevelure. Une occasion peut-être unique est à leur portée aujourd'hui. Il arrive des laboratoires d'une société de Bâle (Cospropylar Labo), siège reconnu des colosses de la chimie, une préparation cosmétique à base de Microsil (association de deux molécules et d'un vasodilatateur à usage topique) qui semble en mesure de prévenir la chute des cheveux.

Cette nouveauté a été testée par le professeur Ernst Fink du Therapy and Performance Research Institute d'Elchingen. C'est en délimitant une petite partie du cuir chevelu des volontaires soumis aux tests par un tatouage de petits points définis, qu'il a pu constater que la chute moyenne du nombre total de cheveux diminuait par trois personnes différentes était tolérante à la fin des applications par rapport au début.

En un peu plus de trois mois, sur plus de la moitié des cas, la chute des cheveux était diminuée. Cette nouveauté, commercialisée sous le nom de Labo, est en train d'arriver aussi dans les pharmacies françaises, après l'accueil très positif que lui ont réservé les pharmaciens suisses.

GILLES BAUDIN

(1) La coalition de gauche présidée par Salvador Allende, et renversée le 11 septembre 1973 par le putsch du général Pinochet.

## ASIE

BIRMANIE : alors que la junte militaire consolide son pouvoir

### Pékin a livré d'importantes quantités d'armes à Rangoun

#### BANGKOK

de notre correspondant

Revenus au pouvoir en septembre 1988, les généraux birmanais ont pu célébrer en toute quiétude, mercredi 27 mars, la fête des forces armées, même en l'absence des ambassadeurs occidentaux qui ont délibérément boudé les cérémonies. Selon des sources bien informées à Rangoun, Pékin vient de livrer à la junte militaire un important matériel de guerre pour lutter contre les minorités insurgées du nord du pays, y compris les seigneurs de la drogue comme le célèbre Khun Sa. Ces livraisons comprendraient une douzaine de chasseurs-bombardiers F-6 et F-7 ainsi que des chars, des transports de troupes blindés, de l'artillerie antiaérienne et des patrouilleurs maritimes.

La junte n'a donc pas de quoi s'inquiéter, en dépit de la gifle qu'elle a reçue le 27 mai dernier lors d'élections qui avaient vu la Ligue nationale pour la démocratie (LND) de M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi emporter plus de 80 % des suffrages. Depuis lors près du quart des nouveaux élus seraient en fuite, morts ou emprisonnés. Malgré sa victoire, la très populaire M<sup>me</sup> Suu Kyi est maintenant en résidence surveillée depuis juillet

1989 : elle a récemment dû vendre jusqu'à son piano pour survivre. Les militaires, enfin, refusent toujours de transférer le pouvoir aux civils.

Le chef de la junte, le général Saw Maung, vient encore de s'en expliquer dans un long discours, accusant les politiciens de vouloir, sous prétexte de démocratie, reprendre le pouvoir et affaiblir les forces armées. Il a également nié, comme d'habitude, les témoignages concordants sur les arrestations arbitraires d'opposants et le recours à la torture dans les prisons.

#### L'opposition et le clergé mis au pas

Selon les mêmes sources, le pouvoir continue d'employer tous les moyens - intimidation, arrestations (...) - pour tenter de démanteler la LND. Ce qui explique que quelques députés se sont réfugiés en zone insurgée, près de la frontière thaïlandaise, en décembre dernier, pour y proclamer un « gouvernement national de coalition ». Mais leur initiative ne semble guère avoir eu d'échos à Rangoun.

Selon une rumeur circulant dans la capitale birmane, la junte pourrait convoquer, avant le premier anniversaire des élections, une

« Convention nationale » formée de représentants, triés sur le volet, des quelque 90 partis ayant présenté des candidats, des 135 minorités ethniques du pays et des professions. Cette Convention aurait un « droit de regard » sur un projet de Constitution rédigé par ce qui reste des élus de l'an dernier réunis en Assemblée constituante. La junte aurait le dernier mot sur ce texte, qui serait soumis à référendum. Une nouvelle assemblée serait ensuite élue. Un transfert du pouvoir aux civils ne serait envisagé qu'après.

Ce montage ne semble avoir pour objet que de reporter indéfiniment tout changement. Disposant de nombreux privilèges, les 250 000 militaires forment une nomenclature de « type socialiste » appartenant à la junte. La réouverture du commerce sur la frontière chinoise permet d'approvisionner les marchés, ce qui donne une « impression d'artificialité et de prospérité », selon les mêmes sources qui soulignent, en outre, la quasi-absence d'investissements étrangers. Le clergé bouddhiste, comme l'opposition civile, a été mis au pas. Même si la situation générale du pays est décrite comme « consternante », les généraux semblent avoir encore du temps devant eux.

JEAN-CLAUDE POMONTI

# POLITIQUE

Les travaux du Parlement

## Le rôle du préfet dans la coopération intercommunale inquiète les députés de la droite

La session extraordinaire du Parlement s'est achevée, dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 mars, à l'Assemblée nationale, sans que les députés aient pu terminer l'examen du projet de loi d'orientation relative à l'administration territoriale de la République. Ce texte, préparé par M. Pierre Joxe et présenté par son successeur au ministère de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, sera de nouveau soumis aux députés après la trêve pascale, le mardi 2 avril, jour de l'ouverture de la session ordinaire de printemps.

Il y a quelques jours, ce n'était encore qu'un sujet de plaisanterie, d'échange, pour badiner, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, entre un très « laïc » député de Meurthe-et-Moselle, M. André Rosinat (UDF-Rad.) et son collègue de l'UDC, M. Pierre Méhaignerie, qui, jamais au grand jamais, n'aurait accepté de s'engager le 28 mars, à la veille du jour dit, le suspens fut entretenu par le gouvernement, représenté par M. Philippe Marchand, ministre de l'Intérieur, en charge, précisément, et parmi beaucoup d'autres tâches, de la coopération intercommunale allée se doubler d'une très brève guerre de religion ?

Au rythme d'un article à l'heure, au quatrième jour de l'examen du projet de loi relatif à l'administration territoriale de la République, c'était pourtant inévitable : la nuit n'y suffirait pas. Plus « bon papa » que jamais, le président de séance, M. Georges Hage (PC, Nord), avec ses cheveux blancs, pouvait bien tenter de presser le pas de ses collègues, en soupirant : « Vous n'êtes plus dans les amphithéâtres de votre jeunesse... »

L'un des principaux bretteurs de l'opposition, M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), lui répliquait, bon enfant, sous ses cheveux gris : « Je souhaiterais qu'on aille plus lentement. Ce n'est pas si simple, on légifère ! On en était alors à l'article 28, et le projet en compte soixante-sept. M. Méhaignerie aura son vendredi saint. Les députés ne reprendront que le 2 avril l'examen de ce projet.

Pendant huit heures, l'examen scrupuleux du projet proposé par le gouvernement a cependant permis à l'Assemblée nationale de parvenir jusqu'aux abords de l'un des principaux points de divergence entre la majorité, relative, de l'Assemblée et son opposition. Selon l'article 49 du projet de loi, serait instituée dans chaque département une commission de la coopération intercommunale, chargée de « renforcer » et d'« harmoniser » cette coopération, composée d'élus, certes, mais présidée par le préfet.

Pour de nombreux députés, c'est là le signe que le gouvernement cherche à revenir sur les lois de

décentralisation et que, de surcroît, il veut forcer la main aux communes. « *Contrairement, pas contraire* », a plaidé le porte-parole du groupe communiste, M. Jacques Brunhes. « *Pas de dirigisme induit* », a renchérit M. Patrick Ollier (RPR, Hautes-Alpes). Visiblement traumatisé par un éventuel retour en force du représentant de l'Etat dans les départements, M. René Beaumont (UDF, Saône-et-Loire) a commenté son propos par ce lapsus : « Monsieur le Président, monsieur le Préfet... »

En défendant un amendement de M. Dominique Perben (RPR, Saône-et-Loire), selon lequel « les communes choisissent librement et en toute indépendance les modalités et les structures de coopération intercommunale », M. Robert Poujade (RPR, Côte-d'Or) a ainsi précisé : « Pour nous, c'est une véritable clause de conscience. »

Souvent hésitant, depuis le début de ces débats, sur la marche à suivre, M. Philippe Marchand a sans doute donné quelques motifs supplémentaires d'inquiétude aux députés de l'opposition en concédant, dans un accord d'ouverture, que, « en tant qu'il est local, le projet, au départ, ne [l']enchante pas du tout ». Toutefois, en demandant que le vote soit réservé sur le premier article du chapitre relatif à la coopération intercommunale, M. Marchand a pu préciser qu'il n'était « pas impossible que le gouvernement soit ouvert » à la discussion sur les dispositions prévues pour élaborer les schémas départementaux destinés à favoriser

la création des communautés de villes ou de communes, cette nouvelle forme d'association avancée par le projet.

Cela signifie que la fin de semaine sera mise à profit pour tenter de trouver un compromis sur la première des trois conditions posées par l'intergroupe de l'opposition. Les deux autres, plus politiques – avancées de la décentralisation en matière de logement social et de formation professionnelle, et possibilité, pour les collectivités locales, d'aider pour partie aux dépenses d'investissement des établissements d'enseignement privés – devront, dans le même temps, transiter par l'hôtel Matignon, voire par l'Elysée.

JEAN-LOUIS SAUX

□ Recrutement exceptionnel de magistrats en 1991. – Les députés ont définitivement adopté, jeudi 28 mars, à l'unanimité, le projet de loi organique permettant un recrutement exceptionnel de quatre-vingt-cinq magistrats en 1991. Les effets conjugués de la baisse du nombre de candidats à l'Ecole nationale de la magistrature, de l'allongement de la durée de la scolarité à l'ENM et des départs en retraite ont eu pour conséquence un accroissement du nombre d'emplois vacants et ont conduit le gouvernement à ouvrir une « troisième voie » provisoire pour entrer dans la magistrature.

## L'opposition paraît durcir sa position sur le projet de statut de la Corse

Après l'échec de la commission mixte paritaire Assemblée nationale-Sénat (le Monde du 28 mars), la commission des lois de l'Assemblée nationale a examiné, jeudi 28 mars, le projet de nouveau statut pour la Corse, qui devrait être soumis en nouvelle lecture aux députés le 3 avril. Pour « marquer leur désaccord total » avec le rapporteur, M. José Rossi, président du conseil général de la Corse-du-Sud, député (UDF-PR), favorable au projet du gouvernement, les députés RPR – MM. Pierre Pasquini et Jean-Paul de Rocca-Serra – ont quitté la séance de la commission.

M. Rossi était en position inconfortable depuis qu'il avait accepté, à l'automne dernier, d'être le rapporteur du projet de loi sur le statut de la Corse. Membre du groupe UDF et du Parti républicain, il était la cible du RPR, hostile au projet. Jeudi, le président du groupe RPR, M. Bernard Pons, a reproché à M. Rossi, dans un communiqué, sa « soumission totale » au texte gouvernemental, qu'il lui fait grief d'avoir repris « intégralement », sans « tenir compte des avis des autres parlementaires de l'île ». Cette attaque n'est, selon M. Rossi, qu'une « sortie théâtrale ». Le rapporteur juge normal, au contraire, que la version votée en première lecture par l'Assemblée ait été, pour l'essentiel, rétablie jeudi par la commission, après que le Sénat eut, en première lecture, vidé le texte de sa substance (le Monde du 24-25 mars).

### La recherche d'une majorité

A l'Assemblée, le projet était passé avec dix voix d'avance (275 « pour », 265 « contre » – le Monde du 25-26 novembre). Seuls les députés socialistes, cinq UDF et sept non-inscrits avaient voté « pour ». Seize UDF, cinq UDC, un apparenté PC, cinq non-inscrits et les neuf radicaux de gauche s'étaient abstenus, le PCF votant contre, ainsi que le RPR, la majorité de l'UDF et de l'UDC. Depuis, il semble que certains députés de droite et du centre, convaincus par M. Rossi de s'abstenir en première lecture, ont évolué sous la pression de leurs appareils politiques respectifs. Les élus du Midi auraient été sensibles, aussi, aux prises de position hostiles de Corcos de la diaspora, qui sont en nombre significatif dans

leurs départements. Le gouvernement n'est donc plus assuré, dans l'état actuel des choses, d'une majorité pour voter son texte en deuxième lecture.

A priori, il existe trois possibilités d'évolution pour que le projet soit adopté : soit le premier ministre a recours à l'engagement de responsabilité (l'article 49, alinéa 3 de la Constitution), qui permet de faire adopter un texte sans vote, sauf si le gouvernement est censuré ; soit il renonce à l'article premier, qui évoque l'existence du « peuple corse » ; seuls les groupes socialistes et communistes étant favorables à une telle reconnaissance, cette suppression renforcerait l'opposition du PCF, mais léverait les préventions d'une partie de la droite et du centre et permettrait l'adoption du projet ; soit dernière possibilité, le PCF assouplisse sa position et accepte de s'abstenir pour compenser l'opposition de la droite.

Les socialistes et le gouvernement, désormais conscients de la portée symbolique, dans l'île, de l'antidote premier, ne souhaitent pas y renoncer. Ils orientent donc leurs efforts, pour le moment, en direction du PC, qu'ils tentent de mettre devant ses responsabilités, notamment locales. Il s'agit de faire valoir aux communistes que leur abstention sur l'ensemble du projet est la seule façon de préserver la reconnaissance du peuple corse. D'autant que M. Rossi lui-même juge meilleure la définition proposée par les sénateurs communistes, selon laquelle le peuple corse est une « partie intégrante de la nation française » et non pas, comme dans le projet initial, une « composante du peuple français ».

Les socialistes, qui ont commencé à négocier, envisagent également de renforcer le volet économique du texte – « tant que cela reste raisonnable », précise-t-on à Matignon, – ce qui correspondrait à un souhait émis en première lecture par les députés communistes mais aussi par d'autres orateurs. Ainsi, un amendement communiste rétablissant un comité de coordination pour le développement industriel de la Corse, pourrait être adopté en séance. Pendant les débats, le gouvernement pourrait également prendre des engagements en faveur d'un ensemble de dispositions assurant un développement économique de la Corse, dans le cadre de l'application du nouveau statut.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

### A Marseille

## M. Mauroy scelle la réconciliation des socialistes et « investit » M. Bernard Tapie pour les élections régionales

M. Pierre Mauroy s'est rendu à Marseille, jeudi 28 mars, afin d'officialiser le processus de réunification de la famille socialiste locale, engagé par la fédération des Bouches-du-Rhône deux ans après l'exclusion des militants qui s'étaient ralliés à la candidature dissidente du maire de Marseille, M. Robert Vigouroux, lors des élections municipales.

Le premier secrétaire du PS a souhaité, d'autre part, que M. Bernard Tapie conduise la liste de la majorité présidentielle aux élections régionales.

### MARSEILLE

de notre correspondant régional

Une cinquantaine d'élus municipaux ou d'arrondissement marseillais, dont certains avaient volontairement rompu avec le Parti socialiste avant 1989, ont demandé leur réintégration, qui doit être entérinée lors de la convention nationale du PS, les 6 et 7 avril prochain. M. Vigouroux lui-même, qui se proclame « de plus en plus socialiste », diffère cependant, pour le moment, son retour au parti.

Jeudi soir, lors d'un meeting qui a fait salle comble, organisé au parc Chanot par la fédération du PS et par Carrefour socialiste, l'association de M. Charles-Emile Loo, les retrouvailles ont été célébrées dans une atmosphère de liesse. « Ce soir, c'est le coup de sifflet final d'une séparation trop longue. La guerre est bien finie ! » a proclamé le premier secrétaire fédéral, M. François Bernardini.

« Quelle joie ! » s'est exclamé, de son côté, M. Loo, ancien patron de la fédération et principale figure du « schisme » vigouriste. Quant à M. Mauroy, qu'accompagnait M. Daniel Vaillant, membre du secrétariat national chargé des fédérations, ses sentiments se sont résumés à un constat enthousiaste : « Voilà, à Marseille, le PS rassemblé ! »

Il reste que seuls, pour le moment, M. Loo – ancien membre du courant de M. Mauroy et ses amis de Carrefour socialiste ont effectivement renoué avec la fédération.

D'autres militants exclus, comme M. René Olmeta, ancien député, et les adhérents de son Club d'action et de réflexion pour Marseille (CARPM), ou des personnalités comme M. Albert Hini, premier

adjoint, ou M. Jean-Jacques Léonetti, ancien député, maire du deuxième secteur, ont adopté une position attentiste. Manque, surtout, à l'appel, M. Vigouroux, qui a résilié aux sollicitations dont il a été l'objet.

M. Mauroy, qui a conversé avec M. Vigouroux jeudi matin, à Paris, juge l'attitude de ce dernier « tout à fait normale ». « Compte tenu des conditions dans lesquelles il a été élu maire, je pense, a-t-il déclaré, lors d'une conversation avec les

journalistes, que pendant l'exercice de son mandat, il ne reviendra pas au parti. Mais c'est un socialiste. » Reste le problème des relations – conflictuelles – entre M. Vigouroux et M. Tapie dans la perspective d'une candidature au second tour des élections régionales. « A supposer qu'il en ait envie, estime M. Mauroy, M. Vigouroux n'est pas en état de l'empêcher. » Car le premier secrétaire du PS a désormais donné, publiquement, son blanc-seing à cette candidature, considé-

rant que le président de l'OM « s'apparente à la gauche par bien des aspects » et qu'il a « beaucoup de qualités », même si « son parcours personnel est original ». « S'il le décide, ce sera un excellent candidat, le meilleur que l'on puisse avoir et, surtout, celui qui peut gagner. Je pense, même, qu'il sera certainement un très bon président de région. »

Voilà donc M. Tapie quasiment investi... par le PS, qui préfère prendre ainsi l'initiative plutôt que le risque de se voir imposer cette candidature faute d'autre choix possible.

GUY PORTE

### Après les déclarations de M. Longuet

## Malaise dans l'opposition sur les alliances avec le Front national

Les récentes déclarations de M. Gérard Longuet, président du Parti républicain, sur la possibilité d'accords locaux de l'opposition parlementaire avec le Front national suscitent un certain malaise chez les centristes et une demande d'explication de la part du parti d'extrême droite. A trois semaines de l'élection, M. Longuet a dit une chose et son contraire.

« Le fonds de commerce du Front national va s'effondrer. (...) Ce n'est pas au moment où Jean-Marie Le Pen exhale son antisémitisme qu'il faut lui courir derrière. (...) J'ai un avantage sur beaucoup : les hommes du Front national, je les connais bien ! On ne pourra jamais faire quelque chose de bien avec eux », affirmait le président du PR au début du mois (le Monde du 8 mars). « Il n'est pas nécessaire de courir après le Front national, mais je ne vais pas non plus l'intéresser de lui renfermer dedans », a affirmé, à la fin du mois, M. Longuet, en estimant qu'il convenait de « laisser le libre arbitre aux responsables locaux » pour d'hypothétiques accords de désistement entre l'UDF et le Front national aux élections régionales (le Monde du 29 mars).

Le RPR, qui, depuis l'automne 1988, refuse toute alliance « à quelque niveau que ce soit » avec le Front national, considère qu'il s'agit d'un problème propre à l'UDF, où l'on admet, en privé, que les derniers propos de M. Longuet constituent une « gaffe » car, selon la confédération, le parti d'extrême droite va pâtir de la position adoptée par M. Jean-Marie Le Pen pendant la crise du Golfe. M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, pour qui cette question est « une ligne rouge

à ne pas franchir », a été le seul, jeudi 28 mars, à réagir publiquement. « Il ne faut pas se précipiter », dit M. Méhaignerie, une vérité au niveau national pour les élections législatives et une vérité locale pour des alliances locales. L'opposition a pris une décision claire : pas d'alliance avec le Front national. Elle s'applique, pour toutes les élections et pour toutes les formations de l'opposition. »

Le même jour, M. Bruno Megret, député général du Front national, a déclaré que M. Longuet « devait assumer clairement son ouverture », « cesser d'attaquer le Front national et reconnaître que M. Jean-Marie Le Pen défend des valeurs qui sont compatibles avec les nôtres ».

Dans un entretien à l'hebdomaire Minute-La France, début février, M. Michel Poniatowski, sénateur (Républicain indépendant) du Val-d'Oise, avait souhaité un « arrangement électoral » avec le parti d'extrême droite. En réponse, la publication officielle du « président », la Lettre de Jean-Marie Le Pen du 15 mars, écrit : « Voilà donc enfin des yeux qui s'ouvrent et le bon sens élémentaire qui se manifeste. » En revanche, M. Jean-Marie Le Pen, député européen et directeur de cabinet de M. Le Pen, montre une certaine méfiance, dans un entretien à Minute-Hédo du 21 mars, en indiquant que le rôle de l'ancien ministre de l'Intérieur « au sein du dispositif législatif est de réduire le Front national ». Interrogé, dans une interview à Minute du 27 mars, sur les déclarations de M. Poniatowski, M. Eric Raoult, député (RPR) de Seine-Saint-Denis, répond : « Même en silence, je crois que mon ennemi est en face et pas sur la côte. »

## M. Paul Bernard nommé préfet de la région Rhône-Alpes

Le conseil des ministres a nommé M. Paul Bernard préfet de la région Rhône-Alpes, préfet du Rhône, en remplacement de M. Jacques Monestier, nommé hors cadre. M. Bernard était jusqu'alors préfet de la région Centre, préfet du Loiret (le Monde du 29 mars).

[Né le 12 septembre 1934 à Montpeller (Hérault), M. Bernard, chargé de cours à l'Ecole nationale d'administration, est nommé en 1966 sous-préfet de Pithiviers et en 1968 chef de la mission régionale de la région Bretagne. Successivement sous-préfet de Lorient en 1974, préfet de l'Aveyron en 1977, de la Sarthe en 1981, de la région Corse et du département de la Corse-du-Sud en 1983, de la région Champagne-Ardenne et du département de la Marne en 1985, il était préfet de la région Centre et du département du Loiret depuis le 22 octobre 1986.

M. Bernard est depuis le début de l'année président de l'Association du corps préfectoral et des hauts fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, où il a succédé à M. Olivier Philip, après le départ de ce dernier de la préfecture d'Île-de-France. Le corps préfectoral n'avait guère apprécié que la première préfecture de France lui échappe puisqu'elle avait été confiée à M. Christian Sauter, secrétaire général adjoint de l'Elysée et inspecteur général des finances. En confiant la deuxième préfecture, celle de Lyon, à celui que le corps préfectoral s'est choisi comme porte-drapeau, le gouvernement et le président de la République offrent une compensation aux préfets ayant effectué une carrière classique.

### Selon un sondage BVA-Paris Match

## M. Mitterrand à son plus haut niveau de popularité depuis 1981

Selon un sondage BVA publié jeudi 28 mars par Paris-Match, la cote de popularité du président de la République a gagné quatre points au mois de mars pour atteindre 65 % d'opinions favorables. M. François Mitterrand obtient ainsi son plus haut niveau de popularité depuis son arrivée à l'Elysée, en mai 1981, exception faite du score (le même) réalisé immédiatement après sa réélection en mai 1988.

La cote de la plupart des hommes politiques, en revanche, est à la baisse. Le premier ministre, M. Michel Rocard, perd quatre points en capitalisant 51 % de bonnes opinions contre 38 % de mauvaises. Selon cette enquête, en cas d'élections législatives les partis de droite recueilleraient 48 % des suffrages, les partis de gauche 39 %, et les écologistes 13 %. Ce sondage a été réalisé entre le 15 et le 20 mars auprès d'un échantillon représentatif de neuf cent quatre-vingt-trois personnes. Les intentions de vote ont été recueillies auprès de trois mille huit cent soixante-dix personnes entre le 1<sup>er</sup> et le 5 mars et du 15 au 20 mars.

□ Le président de la République au Sénat. – M. Daniel Hoefel, président du groupe de l'Union centriste, a indiqué jeudi 28 mars, à Strasbourg, que M. François Mitterrand se rendra au Sénat le 10 avril prochain pour une réception dans les salons du palais du Luxembourg à l'invitation de M. Alain Poirer.

### En Polynésie française

## M. Vernaudeau est élu président de l'Assemblée territoriale

PAPEETE

de notre correspondant

Le vote pour l'élection du président de la nouvelle Assemblée territoriale de la Polynésie française a donné lieu, jeudi 28 mars, à une double bizarrerie. Le maire de Mahina, M. Emile Vernaudeau, député (non inscrit) de la deuxième circonscription, président d'Aia api (Patrie nouvelle), qui s'est allié à M. Gaston Flosse, ancien député (RPR), pour constituer la nouvelle majorité du Territoire, a été élu à la quasi-unanimité. Il a obtenu, au premier tour de scrutin, trente-sept voix contre quatre au candidat indépendantiste, M. Oscar Temara, maire de Faaa. Il a recueilli non seulement les dix-huit voix du groupe de M. Flosse et les voix de son propre groupe, mais aussi celles de l'opposition, conduite par le président de l'Assemblée sortante, M. Jean Juventin, maire de Papeete, et par le président du gouvernement renversé, M. Alexandre Léontieff, député (non inscrit) de la première circonscription.

Cette majorité de circonstance résulte de deux calculs. M. Vernaudeau s'est personnellement opposé à la deuxième circonscription opposée à la première, M. Pierre Dehors, maire de Moorea, auquel il reproche d'avoir joué un rôle déterminant dans l'alliance avec M. Flosse, à laquelle il s'était lui-même résolu, contre son gré, pour éviter de se retrouver marginalisé. Au vu de cette déroute, MM. Léontieff et Juventin, devenus minoritaires, ont donc jugé opportun de soutenir M. Vernaudeau, leur ancien allié, en nourrissant l'arrière-pensée de l'annexer un jour à changer de camp une nouvelle fois.

MICHEL YIENGKOW



## SOCIÉTÉ

Après de nouveaux incidents violents dans sa commune

# Le maire de Sartrouville s'en prend au ministre de l'intérieur

De violents incidents ont éclaté dans la nuit du jeudi 28 au vendredi 29 mars, dans la commune de Sartrouville (Yvelines). Quarante-huit heures après la mort de Djamel Chetoui, dix-huit ans, tué par un vigile du centre commercial Euromarché, cent cinquante à deux cents jeunes, éparpillés en petits groupes, s'en sont pris aux forces de l'ordre.

Vendredi, le préfet des Yvelines, M. Delpont, a dénoncé les « casseurs » interpellés : « neuf manifestants français, pour la plupart majeurs et d'origine maghrébine », domiciliés à Sartrouville, à Bezons et à Argenteuil.

Jeudi 27 mars, la vigile meurtrière, Kamel Zouabi, et son collègue, Mohamed Mostefa, avaient été accusés et inculpés d'homicide volontaire et de complicité, de transport d'arme prohibée et de dissimulation d'indice.

Après une journée de calme relatif, Sartrouville s'est de nouveau embrasée jeudi soir 28 mars. Les affrontements ont commencé vers 22 h 30 dans le quartier de la cité des Indes. Plusieurs dizaines de jeunes ont assailli les CRS stationnés aux alentours du centre commercial Euromarché, à coups de pierres et de boules de pétanque. Les policiers ont riposté, procédant au dégagement des lieux. Ce premier affrontement a été suivi d'un deuxième assaut, avenue Georges Clemenceau, l'une des artères qui délimitent le quartier des Indes. Les cocktails Molotov se sont ajoutés aux autres projectiles, provoquant l'incendie de plusieurs voitures stationnées sur l'avenue.

Repoussés encore une fois, les jeunes se sont repliés vers le centre de la ville, tentant au passage de s'en prendre à plusieurs bâtiments, dont la mairie, très protégée par la police et le poste de police municipal. Un incendie a alors éclaté, avenue Jean-Jaurès, dans un magasin de meubles Lévy occupant le rez-de-chaussée d'un immeuble d'habitation de trois étages. Les flammes ont rapidement gagné les appartements, exigeant l'évacuation de plus d'une vingtaine de personnes par les pompiers. Tandis que ceux-ci maîtrisaient le sinistre, les échauffourées continuaient entre les jeunes dispersés dans la ville et les forces de l'ordre.

Durant deux heures, ces patrouilles ont sillonné les rues de la ville, à la vue de groupes de « casseurs » : il semble bien, en effet, que l'agitation de la nuit dernière n'ait plus rien à voir avec le mouvement de colère de mardi soir, provoqué par la mort de Djamel Chetoui.

« Des voyous ont cassé en toute impunité »

L'origine et l'identité des auteurs des derniers incidents n'étaient pas encore déterminées vendredi matin avec exactitude. Selon quelques témoignages recueillis sur place, l'incendie de l'immeuble aurait été provoqué, d'une part, par des individus venus à moto, d'autre part, par des jeunes extérieurs à Sartrouville débarqués du train. La gare n'est d'ailleurs qu'à une cinquantaine de mètres de l'immeuble incendié. Dans un premier temps, la préfec-

ture des Yvelines a effectivement fait état de bandes de jeunes venues d'Argenteuil, de Bezons, de Nanterre et de Chanteloup-les-Vignes.

Mais vers 2 heures, le directeur départemental des polices urbaines, M. Aimé Toutou, a été pas en mesure de confirmer ces faits. « Nous avons interpellé sept personnes demeurant toutes à Sartrouville, a-t-il déclaré. Maintenant, il est clair que nous avons affaire à la frange délinquante de la cité des Indes. Avant nous nous sommes montrés conciliants depuis mardi soir, avant aujourd'hui nous réagissons avec énergie face à des voyous qui font preuve d'une certaine organisation dans leur manière de harceler la police. »

De son côté, le maire, M. Laurent Wetzel, s'est de nouveau trouvé mêlé à de sérieux incidents, au point de devoir être éloigné, de force, des lieux de l'incendie par les policiers, sous les insultes d'un groupe de jeunes très agressifs. Interrogé par les journalistes, M. Laurent Wetzel a attribué au ministre de l'intérieur la responsabilité des derniers incidents. « Dès le soir de la mort de Djamel Chetoui, dont le meurtrier a

été arrêté et sera jugé, des voyous ont manifesté et cassé en toute impunité. L'émeute dure depuis quarante-huit heures, le ministre de l'intérieur ayant donné l'ordre de ne pas intervenir en contradiction avec le code pénal. Voilà le résultat », a-t-il dit.

« Je ne me sens en aucun cas responsable de ce qui se passe ce soir, nous a-t-il déclaré. Depuis deux jours, je préconise l'usage de la force, et c'est parce que je suis en train de dire des choses vraies, sur la nécessité de punir les délinquants, que ceux-ci s'en prennent à moi. Je maintiens que mon attitude est la bonne. »

Vers 2 h 30, le centre-ville retrouvait un semblant de calme et les der-

niers spectateurs de l'incendie de l'immeuble de l'avenue Jean-Jaurès quittaient les lieux. Les voitures de police continuaient leurs patrouilles entre le centre-ville et la cité des Indes, tandis que la mairie s'occupait du relogement des familles évacuées : plus d'une vingtaine de personnes. Le bilan des affrontements, communiqué par M. Toutou, fait état de cinq blessés légers parmi les policiers et d'un blessé parmi les jeunes, ce dernier ayant été transporté vers l'hôpital de Saint-Germain-en-Laye.

PASCALE SAUVAGE

## Cités à la dérive

Suite de la première page

Le meurtre, inexplicable, d'un jeune de leur âge, les dérapages d'un élu sont autant d'épisodes que les responsables associatifs et autres militants de l'intégration sociale se révoltent impuissants à étendre. Quant aux discours politiques sur la réhabilitation des cités et l'« accompagnement social », ils sont perçus comme dérisoires, voire provocants.

### Un début de dialogue

Le ministère de la ville a été créé après les violences de Vaux-en-Velin, qui, en octobre dernier, avaient marqué les limites de la politique de rénovation des cités. Quatre cents sites ont été officiellement répertoriés, les « sensibles » - dont la cité des Indes de Sartrouville - parmi lesquels des quartiers très dégradés vont faire l'objet d'un suivi particulier par M. Delebarre, ministre de la ville.

D'autre part, depuis la création du secrétariat général à l'intégration, soixante cités ont été qualifiées de « pilotes » pour l'intégration des personnes issues de l'immigration. Les problèmes sont donc pleinement définis, situés, analysés, et une politique volontariste engagée sur le long terme. Reste à trouver localement les

moyens d'engager ou de maintenir le dialogue avec des jeunes, qui peuvent très vite se révéler totalement incontrôlables. Sartrouville est, à l'évidence, un contre-exemple en matière de communication. La famille de la victime n'a pas reçu, le lendemain du drame, la moindre visite de condoléances d'un édile ou d'un représentant des pouvoirs publics. Quant au dialogue ébauché mercredi entre les jeunes et le maire, il a été brutalement interrompu par ce dernier sans autre forme de procès. L'émotion et la colère ont donc pu se développer sans la moindre soupape de sécurité dans le chaudron bouillonnant de la cité des Indes, et dans d'autres quartiers de la banlieue nord-ouest.

La question du dialogue est d'autant plus urgente que se réveille la plus jeune, les 12-17 ans, une génération entièrement née en France et qui n'a pas l'intention de « se prendre la tête » avec la question de l'immigration ou de l'arabité. Français, et victimes de l'exclusion et du chômage, ils ne sont absolument pas prêts à accepter la discrimination à laquelle leur nom ou leur physionomie les expose brutalement. Si on ne la prévient pas, la révolte de la « troisième génération » risque d'être explosive.

PHILIPPE BERNARD

## M. Laurent Wetzel, boutefeu et anticasseurs

Missionnaire de l'anticommunisme, M. Laurent Wetzel, maire de Sartrouville, n'aime pas prêcher dans l'ombre. Pour que micros et caméras soient témoins de sa croisière, il frappe ses adversaires d'estoc et de taille sans aucune retenue. Lorsque cet enfant des beaux quartiers prépare la prise d'assaut de cette forteresse du PC qu'était la mairie de Sartrouville, il n'hésite pas à s'en prendre au comportement de Marcel Paul à Buchenwald ; il savait que s'attaquer ainsi à un des héros de la résistance communiste, à l'homme, qui avait permis à Marcel Dassault de revenir vivant des camps de concentration, ne pourrait qu'attirer vers lui les feux de la rampe.

Quels que soient ses combats,

sa stratégie est toujours la même. Quand, aux législatives de 1986, M. Raymond Barre soutient la dissidence de M. Christine Boutin, privant ainsi M. Wetzel, qui figurait sur la liste officielle du RPR et de l'UDF, de tout espoir d'être élu, se glisse dans le meeting versaillois de l'ancien premier ministre afin de le prendre à partie avec une virulence qui gêne même ses propres amis. Devenu maire d'une cité confrontée à une forte concentration d'immigrés, il refuse de signer les attestations d'accueil des étrangers souhaitant rendre visite à leur famille. Puis il accuse le maire de Confédération-Sainte-Honore de respecter la loi moins que lui. Il est sûr qu'une telle mise en cause de M. Michel Rocard attirera l'attention.

Lorsque le maire de Sartrouville veut contester les conditions de logement des immigrés, il n'hésite pas à s'en prendre à la puissante Caisse des dépôts, eschant qu'un tel procès ne pourra qu'intéresser les médias. Et quand ceux-ci ne lui paraissent pas rendre compte correctement de ses positions, il les submerge de coups de téléphone, de courriers, de documents. Quand l'émission « Ciel mon mardi », à laquelle il doit participer, est déprogrammée, en juin 1990, il rend l'Elysée responsable de cette « censure ».

Collaborateur de deux ministères membres du Parti républicain, M. Jean-François Deniau au commerce extérieur de 1978 à 1981, puis M. André Giraud à la défense lors de la cohabitation, M. Wetzel

est adhérent du CDS. Mais c'est un centriste partisan de la marétre forte. De tout temps. En 1971, alors qu'il préparait son agrégation d'histoire à l'Ecole normale supérieure, et qu'à la suite d'incidents gauchistes, le ministre de l'éducation nationale, M. Olivier Guichard, avait décidé de profiter du week-end pascal pour fermer l'école, il avait écrit au Monde pour critiquer cette mesure. Il s'en était pris à une direction qui avait laissé « se développer des agissements disciplinaires et pénétrés », et avait regretté que « jamais sous ce gouvernement les casseurs ne [soient] les payeurs ». M. Laurent Wetzel est resté fidèle à lui-même.

Th. B.

## MÉDECINE

Le traitement du sida

### L'Imuthiol limite les infections opportunistes

Un médicament produit par la société française Pasteur-Mérieux, le ditiocarbate sodique ou Imuthiol, a permis de réduire de façon significative la survenue d'infections opportunistes chez des patients infectés par le virus HIV, selon une étude publiée, mercredi 27 mars, dans le *Journal of the American Association*. Les essais menés dans huit hôpitaux américains de janvier 1987 à avril 1989, ont porté sur 389 patients déjà atteints du sida ou manifestant des symptômes liés à cette maladie, et recevant soit l'Imuthiol, soit un placebo. Selon les résultats publiés, dix infections opportunistes sont survenues parmi l'ensemble des personnes traitées contre vingt et un dans le groupe témoin. En ce qui concerne les malades du sida, sept recevant un placebo ont développé une infection contre un traité à l'Imuthiol.

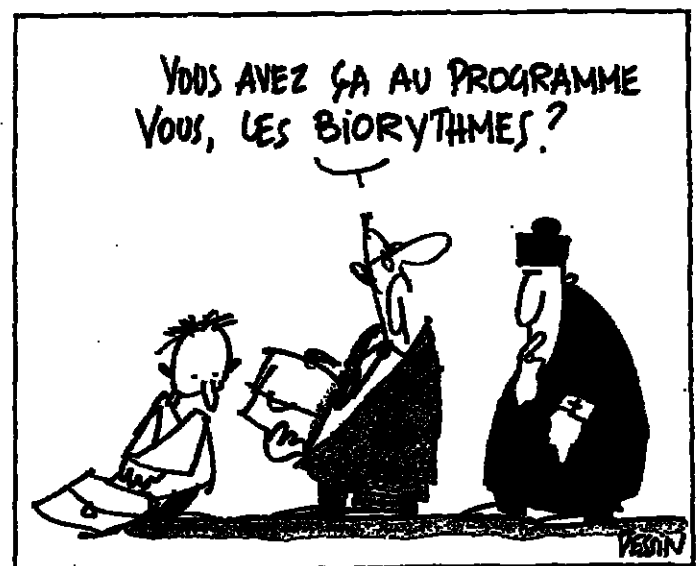
Le ditiocarbate sodique est un traitement immunoprotecteur développé depuis 1983 dans le traitement du sida. Plusieurs études ont montré un effet clinique significatif, signale la société Pasteur-Mérieux qui a l'intention de déposer, dans le courant de l'année, une demande d'autorisation de mise sur le marché en France et dans de nombreux pays européens.

Explosion accidentelle à la caserne des pompiers de Bastia : un mort, trois blessés. - L'explosion d'un chauffe-eau, vendredi 29 mars à 0 h 50, à la caserne des pompiers de Bastia (Haute-Corse), a provoqué la mort d'un pompier, Marc Orsoni, trente-deux ans, tandis que trois de ses collègues étaient blessés et une vingtaine d'autres choqués. Selon les premiers éléments de l'enquête, cette explosion s'est produite à la suite d'une compression dans le réservoir d'eau chaude des douches, qui se trouvait à côté du dortoir de la caserne où dormaient quelque vingt-cinq pompiers de garde durant la nuit de jeudi à vendredi.

## ÉDUCATION

Alors que la mise au point du calendrier des vacances suscite l'opposition des parents et des enseignants

# Des initiatives locales pourront être prises pour l'aménagement des rythmes scolaires en maternelle et en primaire



Corollaire obligé puisque nous détériorons aussi la palme pour le nombre d'heures annuelles d'enseignement (936 heures à l'école primaire). Notre journée de classe est, en revanche, la plus longue.

Découvrant le problème, chaque ministre de l'éducation se fait fort de bousculer le tabou. Il ose l'impossible exercice, démanteler l'imbricolage, tenter la synthèse de multiples rapports pour enfin concilier des intérêts contradictoires : économiques, religieux, sociaux. Ce petit jeu dure depuis au moins trente ans. Sixt publiés, les rapports qui préconisent peu ou prou la même chose, tombent aux oubliettes. L'allongement de l'année scolaire bute sur l'organisation du bac et sur l'obligation de préserver les deux mois de congé d'été que les enseignants défendent bec et ongles. L'assouplissement de la semaine se heurte aux exigences de l'épiscopat, pour l'enseignement du catéchisme. Quand à l'allongement de la

journée scolaire, elle impose, dans le secondaire, un allongement des programmes, et dans le primaire, que les collectivités locales prennent le relais dans un pays où le taux de travail féminin est un des plus élevés d'Europe (le deuxième après le Danemark).

### Avancée symbolique

M. Lionel Jospin n'a pas dérogé à la règle. Fiquet au vit par le premier ministre qui annonçait dès décembre 1988 qu'il allait en découler avec ce « défaut de notre enseignement qu'on a toujours en peur de regarder en face ». La loi d'orientation du 10 juillet 1989, qui projette de « mettre l'école au service des élèves » offrait un cadre idéal. Elle a donc fixé l'objectif ambitieux de rééquilibrer « la journée, la semaine, l'année » et d'en finir, une bonne fois, avec la rigidité et l'uniformité « des journées de classe trop lourdes » et « des

temps morts trop nombreux ». Courageuse volonté. Elle fut marquée par une première avancée, modeste mais symbolique, l'adoption, en juin 1989, d'un calendrier triennal basé sur l'alternance de sept semaines de travail et de deux semaines de congés. Un schéma que M. Jean Pierre Chevènement avait déjà proposé en 1986-1987, pour finalement baisser les armes... devant les professionnels du tourisme.

### Débatte rue de Grenelle

Le problème du calendrier - provisoirement - boudé, le ministre de l'éducation nationale poursuivait son idée. Il allait désormais s'attaquer à l'organisation de la semaine scolaire, annonce-t-il en ouvrant le chantier de la réforme de l'école primaire en février 1990. Trois schémas étaient proposés, le plus audacieux prévoyant le report du samedi matin sur le mercredi. Une hardiesse vite réprimée puisque trois mois plus tard était annoncé le gel provisoire de la réflexion dans le souci « de ne pas imposer de changement brutal », « d'offrir un cadre national » et « de respecter tous ses interlocuteurs » - et en premier lieu les évêques. Mais le ministre avait tenu.

On connaît la suite. Un samedi très rouge le 16 février dernier, la neige. Des bouchons. Le premier ministre prenant sous son aile les vacances en rade et militant pour un retour aux trois zones, allant même, témérairement, jusqu'à suggérer que l'on pourrait étaler les vacances d'été. C'était la débâcle du côté de la rue de Grenelle, la satisfaction chez les professionnels du tourisme et la colère des « partisans » du ministère, parents et enseignants, qui pour une fois avaient applaudi ensemble le fameux calendrier.

Pour effacer l'épisode et reprendre l'initiative sur ce terrain miné, le ministère publiait dans la foulée un projet de décret sur l'organisation du

temps scolaire dans les écoles maternelles et primaires ». Il a été adopté, jeudi 28 mars, par le Conseil supérieur de l'éducation.

Que propose le ministre ? Un cadre national et juridique permettant de développer localement des expériences d'assouplissement du temps scolaire. En multipliant les garde-fous - concernant le nombre d'heures d'enseignement, la durée totale des périodes de travail et de vacances -, et en assurant à l'épiscopat une large concertation et un « temps convenable » pour la catéchèse. La solution semble avoir, momentanément au moins, calmé l'inquiétude des évêques. Quant aux syndicats de la FEN, ils n'ont pas voté le décret mais se sont abstenus. Une façon, sans s'y opposer, de marquer leur réserve sur un texte qu'ils jugent trop généreux avec l'épiscopat.

Le décret pourrait donc entrer en vigueur dès la prochaine rentrée. Il marque un progrès indéniable puisqu'il permet, en libérant l'initiative et en portant le débat au plan local, d'aborder les problèmes de fond. Car les querelles byzantines sur le week-end prolongé ou la durée des vacances sont des prétextes commodes pour éviter les vraies questions. Quel est aujourd'hui le rôle de l'école et sa place dans la cité ? Quelles relations entretiend-elle avec les familles, les collectivités locales, les associations, ces fameux « partenaires » du système éducatif ? Les communes sont-elles prêtes à s'engager au-delà de la gestion des bâtiments et des cantines scolaires ? Le ministre, qui s'est montré jusqu'ici un pilote des actions décentralisées, est-il prêt à mettre le paquet pour encourager, stimuler, évaluer ? Peut-on alléger les horaires sans toucher aux programmes et le rituel du bac est-il vraiment intouchable ? On s'arrête, enfin, le métier d'enseignant, et les enseignants souhaitent-ils vraiment une école plus ouverte ?

CHRISTINE GARIN



## SOCIÉTÉ

## JUSTICE

L'affaire du cambriolage de la permanence de M. Botton

## Le chef de cabinet du maire de Lyon inculpé de complicité de vol et recel

M. Bernard Sarroca, quarante-cinq ans, chef de cabinet de M. Michel Noir, maire (ex-RPR) de Lyon, a été inculpé, jeudi 28 mars dans la soirée, de complicité de vol avec effraction et recel par M. Jacques Hamy, doyen des juges d'instruction de Lyon, et remis en liberté après vingt-quatre heures de garde à vue. Tandis qu'une perquisition était effectuée au domicile de M. Sarroca, le maire de Lyon prenait acte, dans un communiqué, de la démission de son proche collaborateur « afin de lui permettre de se consacrer pleinement à sa défense ».

LYON

de notre bureau régional

Avant d'inculper M. Sarroca, le magistrat instructeur avait longuement entendu puis inculpé M. Didier Lefèvre, qui s'est accusé du cambriolage de la permanence électorale de M. Pierre Botton, gendre de M. Michel Noir (Le Monde des 26, 28 et 29 mars) — ainsi que MM. Bruno Ortega et Antoine Berthault, ses complices présumés, de « vol avec effraction », et M. Robert Schwindt, PDG de la société Eurosecurité, de « complicité de vol ». Cette série d'inculpations, notifiée, jeudi, entre 15 heures et 21 heures, faisait suite à des gardes à vue de vingt-quatre à quarante-huit heures, elles-mêmes engagées au terme d'une enquête préliminaire de quatre jours. C'est en effet le vendredi 22 mars, au matin, que les policiers du SRPJ de Lyon

ont été chargés de recouper le témoignage-confession de Didier Lefèvre, un texte de sept pages, remis la veille au procureur de la République de Lyon par M. Anne-Valérie Botton, fille aînée de M. Michel Noir. Une démarche téléguisée par son époux, M. Pierre Botton — candidat malheureux aux élections législatives partielles du 27 janvier dernier (1) —, vers lequel le cambrioleur, repenti ou dépit, s'était spontanément présenté quelques semaines plus tôt.

Alors que, jusque dans les milieux judiciaires, on pensait que les aveux, pourtant très circonstanciés, du serrurier, cambrioleur ne résisteraient pas aux déclarations de certaines des personnes mises en cause, et principalement le commanditaire et l'intermédiaire supposés, quelques jours d'investigation ont permis l'ouverture d'une information judiciaire sur des bases très sérieuses.

Un « sarroca » lyonnais

Si MM. Ortega et Berthault ont assez vite reconnu les faits et conforté les révélations de M. Didier Lefèvre, qui faisaient notamment état de « infiltration » préalable de ces deux agents d'Eurosecurité parmi le personnel temporaire de la permanence de M. Botton, ils ont également confirmé les accusations du serrurier concernant le commanditaire, état de « infiltration » préalable de ces deux agents d'Eurosecurité, de la société Eurosecurité, de « complicité de vol ». Cette série d'inculpations, notifiée, jeudi, entre 15 heures et 21 heures, faisait suite à des gardes à vue de vingt-quatre à quarante-huit heures, elles-mêmes engagées au terme d'une enquête préliminaire de quatre jours. C'est en effet le vendredi 22 mars, au matin, que les policiers du SRPJ de Lyon

du maigre butin glané par les casseurs appointés : des disquettes, quelques dossiers et fichiers, etc. D'où, sans doute, la perquisition diligente, pour la forme, dans la soirée de jeudi au domicile de M. Sarroca.

Cette rocambolesque affaire politico-familiale, vécue par beaucoup de Lyonnais comme une représentation inédite de Guignol, entre la « sarroca » et le « sarroca », aura évidemment des conséquences dans le « microcosme ». Alors que M. Noir, qui affichait encore, samedi 23 mars, sur FR 3 Rhône-Alpes, sa « pleine confiance à Bernard Sarroca », ne semblait pas avoir pris toute la mesure de ce qu'il affectait de considérer comme un « mauvais roman policier », son chef de cabinet, bien conscient de l'enjeu, faisait le dos rond et jouait les hommes de paille. Peine vaine. Lorsque, mardi après-midi, les services de police le joignirent à Paris pour le convoquer, il avait lâché : « De toute façon, je suis carbonisé ». Quelques heures plus tard, s'étant cassé, ne devenant plus que des accusations, il se retrouvait néanmoins, sans cravate et sans lacets, parmi les trente-cinq personnes gardées à vue dans l'hôtel de police de la rue Marquis-Berliet.

Même si l'information judiciaire de ce dossier n'en est qu'à ses prémices, ce qui s'est dit au passé, jeudi, dans le cabinet du doyen Hamy, était bien sûr, déterminant pour la suite de l'affaire et ses retombées politico-médiatiques. D'où la vigilance et le zèle déployés par les avocats des futurs inculpés, qui, en l'absence de réquisitions d'incrimination de la part du parquet, ne devaient logiquement pas être sollicités pour des débats contradictoires, mais ne cessèrent d'aller et de venir entre les couloirs de l'instruction et... un téléphone.

Alors que M. Lefèvre, qui n'aurait reçu que 1 500 F pour sa participation au délit de cambriolage, dispose des conseils de M. François La Phuong, « star » du barreau lyonnais et l'un des plus fameux pénalistes français, M. Schwindt, lui, est défendu par M. Alain Jakubowicz, adjoint au maire de Lyon, délégué aux droits des citoyens. « Je n'ai pas hésité à entrer dans ce dossier parce que je suis habituellement le conseil de M. Schwindt, en sa qualité de PDG de Rainbow Concert (société de production et d'organisation de spectacles de rock et de variétés à Lyon), nous a précisé M. Jakubowicz. Je reste avocat avant tout (...) je ne m'occupe pas de cette affaire que si les intérêts de mon client s'opposent à ceux de M. Sarroca qui, sans être vraiment un ami, est quelqu'un avec qui j'apprécie de déjeuner de temps en temps ».

L'incontournable et omniprésent Bernard Sarroca risque de laisser un vide dans la vie politique et sociale lyonnaise. Il attendait encore sa comparution, dans une des cellules dorées du petit dépôt du palais de justice, lorsque la rumeur de sa démission spontanée commença à courir dans la ville. « Autres temps, autres mœurs », aurait soupiré, sans rire, l'ancien maire de Lyon, M. François Colcomb, en se faisant narrer, le jour des Rameaux, la fâcheuse histoire du cambriolage.

— ROBERT BELLERET

(1) M. Botton était candidat dans la troisième circonscription du Rhône, où il se présentait, avec le soutien du RPR, contre M. Jean-Michel Dubernard, fidèle de M. Michel Noir, rélu sans difficulté. Au premier tour, M. Botton avait obtenu 11,65 % des suffrages.

## L'étrange curriculum de M. Sarroca

LYON

de notre bureau régional

Avec une équipe d'hommes et de femmes de ce niveau, je dispose des moyens de gouverner une ville à vocation internationale : ces propos de M. Michel Noir, nouvellement élu maire de Lyon, ont fait sensation le 27 avril 1989, étaient-ils vrais ? L'élément pivot de son équipe avait-il vraiment la « pointe » ? Y a-t-il un mystère Sarroca ? Pourquoi, par exemple, croit-on si souvent, jusque dans les milieux politiques et médiatiques lyonnais, que cet ancien policier « de la tenue » a fait sa carrière aux renseignements généraux ?

De cet homme au visage rond barré d'une large moustache noire, au tutoiement facile et au légendaire aplomb, on ne sait guère plus que ce qu'un curriculum vitae, diffusé en avril 1989, voulait bien révéler : 7 mars 1946, marié, deux enfants, etc. Reste à savoir si cette présentation laconique, qui fait abstraction de ses origines méridionales et de son enfance passée à Servign (Hérault) — est tout à fait fiable. On vient à en douter dès les premières lignes puisque la « licence en droit (faculté de droit de Montpellier) » qui y est mentionnée a été peut-être préparée, directement pas obtenue (un journal satirique lyonnais, à la brève existence, avait révélé ce manque dès septembre 1989). Après un « institut de préparation aux affaires (IPA de Montpellier) », dont il ne nous a pas été possible de retrouver la trace, M. Sarroca mentionne son passage à l'Ecole nationale supérieure de police de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or, en omettant de préciser que c'est dans le cadre de la filière course, préparée à la carrière d'officier de paix — et non pas à celle de commissaire — qu'il avait effectué ce stage.

Légère amnésie sans conséquence ? Peut-être. On est étonné de trouver en découvrant que le poste de « directeur de cabinet du député-maire d'Agde », que M. Sarroca prétend avoir occupé de 1989 à 1972, correspond, en fait, à une prestation très active, mais bénévole et non officielle, auprès dudit parlementaire. « Je conserve un excellent souvenir de ce garçon sérieux, très affable, très sympathique, qui me donnait un coup de main, sans

être appointé, lors de mes campagnes, notamment pour procurer quelques précieux renseignements », nous a indiqué M. Pierre Leroy-Beaulieu, qui, après avoir perdu, en 1989, la mairie d'Agde, est aujourd'hui conseiller régional (RPR) du Languedoc-Roussillon.

Après avoir rempli des « missions ponctuelles » auprès du service des relations extérieures du directeur départemental des polices urbaines (DDPU) de Lyon de 1973 à 1977, M. Sarroca affiche, de 1977 à 1981, une « mise à disposition du cabinet de M. Raymond Barre, premier ministre », plus qu'ambigüe. Au cabinet lyonnais de M. Barre, on tient à préciser que, loin d'être affecté au service du premier ministre, M. Sarroca se contentait, en sa qualité d'officier de paix principal à la DDP, de « piloter les convois officiels et faciliter leur circulation », dont, assez régulièrement, c'est vrai, ceux du premier ministre visitant sa circonscription.

L'indispensable « agent 0012 »

Après ces glissements sémantiques, on ne sait trop que penser des fonctions de « conseiller du PDG du groupe OCE », puis de « directeur adjoint (secteur industriel) du groupe Benoit Breton (Paris) », que le « CV » mentionne de 1981 à 1985. On sait, en revanche, qu'après cette période de « disponibilité » passée dans le privé, sans grande réussite apparente, M. Sarroca était parvenu, grâce à des appuis très haut placés, à réintégrer la police et à obtenir un poste, à Lyon, auprès du directeur départemental de la protection civile.

Entre-temps, et c'est là que réside le vrai mystère, l'entrepreneur et très dévoué « BS » (surnommé « l'agent 0012 » par les enfants de M. Noir) avait réussi à se rendre indispensable auprès du député et futur maire de Lyon, dont il fréquente très intimement la permanence. Comme il s'est fait au moins autant d'ennemis que d'amis, il n'est pas difficile de recueillir des confidences au vif sur cet homme de l'ombre, dont on exagère peut-être la puissance, qui est décrit, parfois, comme un « redoutable informateur et organisateur de coups », d'autres fois comme « un financier plus ou moins occulte » et dont le pouvoir reposerait surtout sur « ce qu'il sait ».

R. B.

## COMMUNICATION

La directive européenne sur la norme D2 MAC

## Bruxelles toujours en quête d'un consensus sur la télévision haute définition

BRUXELLES

Communautés européennes de notre correspondant

La tentative mise en œuvre par M. Felipe-Maria Pandolfi, vice-président de la Commission européenne chargé de la recherche, afin de mettre d'accord l'ensemble de la profession sur les modalités d'utilisation de la norme européenne de transmission D2 MAC au cours des années à venir, paraît plutôt bien engagée. Telle était l'impression à l'issue de la réunion de consultation tenue le 27 mars à Bruxelles, la seconde du genre (le Monde des 3-4 mars) et à laquelle participaient des industriels, des télédiffuseurs, des producteurs de satellites, des producteurs de programmes. M. Pandolfi va poursuivre cet effort de concertation avec l'idée d'être en mesure de présenter une double solution — un projet de directive et un projet d'accord interprofessionnel — lors de la réunion que les ministres des télécommunications des Douze tiendront le 3 juin à Luxembourg.

Trouver un terrain d'entente

La commission souhaite continuer à promouvoir la norme européenne de télévision à haute définition (THD) nommée D2 MAC, et, en attendant qu'elle puisse être commercialisée, ce qui est prévu pour le milieu de la décennie, la norme intermédiaire D2 MAC qui offre déjà aux télédiffuseurs une image et un son de qualité supérieure à ceux qui lui sont aujourd'hui proposés. Ces normes de la famille MAC sont développées depuis plusieurs années à grands frais par les industriels de la CEE (Thomson, Philips, Bosch), lesquels souhaitent qu'elles continuent à être protégées. Tel est l'objet d'une directive communautaire de 1986 qui impose la norme MAC pour les transmissions par satellites de haute puissance (TDF, TVSAT), mais qui vient à expiration fin 1991. La question qui se pose à la commission est la suivante : dans quelles conditions, selon quelle progressivité, peut-on élargir cette contrainte aux satellites de moyenne puissance, tel Astra, plutôt plus performant que les satellites lourds ? La vingtaine de chaînes privées qui émettent à partir de ces satellites de moyenne puissance, principalement en Pal et en Secam, souhaitent pouvoir continuer à le faire sans devoir imposer à leurs clients télédiffuseurs, qu'ils risqueraient alors de perdre, d'avoir à équiper leurs

récepteurs pour capter des émissions en D2 MAC. L'objectif de la commission annoncée le 28 février est d'amener les industriels d'une part, les radiodiffuseurs et les opérateurs de satellites d'autre part, à trouver un terrain d'entente. Un groupe de travail rassemblant les différents acteurs professionnels, y compris les producteurs de programmes, avait été créé qui a rendu compte mercredi et proposé des solutions pour l'introduction progressive et généralisée de D2 MAC.

Premier point, qui dégage du terrain les obstacles que l'encombrement sévère des programmes, ces experts considéraient qu'en dépit de ce qu'annonce la campagne de vote aux Etats-Unis, la THD n'arrivera pas sur le marché avant une dizaine d'années, soit un répit suffisant, selon M. Pandolfi, pour restaurer les normes MAC.

La réussite de l'introduction de D2 MAC, souligne le président de la commission, exige un effort de promotion auprès des télédiffuseurs. « Le public a besoin d'une perception immédiate, dynamique du progrès ». Dans cet esprit, il propose aux professionnels de mettre sur pied, avec comme pièce centrale la multiplication des émissions en D2 MAC, combinée avec la commercialisation à grande échelle, et si possible bien sûr à des prix raisonnables, des grands écrans 16/9, qui permettent précisément de tirer le meilleur parti d'une transmission en D2 MAC. Les professionnels, sans y être tous complètement acquis, ont accueilli plutôt favorablement ce projet et ont pour le moins accepté de continuer à travailler ensemble sur cette base au cours des semaines à venir.

L'accord professionnel auquel pense M. Pandolfi — il parle même de la création d'un « consortium » — prévoit la création de nouvelles chaînes en D2 MAC, et parallèlement la promotion de la norme, ainsi que des équipements de réception à base d'écran large qui lui sont adaptés, à charge pour les industriels de faire l'effort pour que l'ensemble des équipements nécessaires (écrans larges, décodeurs, récepteurs) soient prêts. L'idée donc, au-delà d'une simple obligation juridique, est de favoriser la pénétration du marché pour les téléviseurs et équipements conçus afin de capter le D2 MAC. Le calendrier instauré par la nouvelle directive pour rendre obligatoire l'usage du D2 MAC sera modulé en fonction de cet accord professionnel.

PHILIPPE LEMAITRE

## Le premier ministre rassure le PDG de RFI

Comme son homologue de l'Agence France-Presse (AFP), le président de Radio France internationale (RFI), M. André Lacroix, a reçu récemment une lettre du premier ministre, destinée à le rassurer sur le budget de son entreprise. Des économies étant rendues nécessaires par la guerre du Golfe, le ministre délégué au budget, M. Michel Charasse, avait décidé, après arbitrage de Matignon, de demander à RFI un effort financier en amputant la subvention du Quai d'Orsay de 225 millions de francs (soit non de 150, comme prévu) sur un total de 416 millions (Le Monde du 13 mars). Pour pallier ce manque, RFI s'est résolue à ponctionner sa trésorerie, constituée d'environ 400 millions.

Dans son courrier à M. Lacroix, M. Michel Rocard indique que le plan de développement quinquennal de RFI 1990-1994 ne devrait pourtant pas être compromis par cette mesure. « Les objectifs du plan sont maintenus et les délais de sa mise en œuvre ne sont pas modifiés », écrit le premier ministre.

Pour M. Lacroix, cette lettre « apaise les inquiétudes légitimes de RFI, puisque l'Etat s'engage à restituer l'argent prélevé en 1991 lorsque nous en aurons besoin ». Tel n'est pas l'avis des journalistes de RFI, irrités par le procédé. « Les 400 millions économisés ont été sur les frais de reportage et sur le fonctionnement de la rédaction, disent-ils. Il est anormal qu'une partie soit arbitrairement retirée ».

Le personnel de RFI et son PDG ont d'autres points de friction, comme la réorganisation de la rédaction, annoncée à la va-vite et sans concertation selon les syndicats (Le Monde du 20 mars). Une nouvelle réunion du comité d'entreprise devait avoir lieu le 29.

Tout cela n'empêche pas RFI de poursuivre l'extension de ses émis-

sions. La station, qui avait commencé à émettre l'an dernier des programmes en mandarin et en vietnamien, vient d'ouvrir son antenne, à raison d'une heure par jour, au farsi (ou persan), langue parlée notamment en Iran.

Y.-M. L.

## Nouvelle anomalie sur le satellite TDF 2

Une anomalie dans les paramètres du canal 17 du satellite de télévision directe TDF 2 a obligé en début de semaine Télédiffusion de France à éteindre volontairement ce canal. L'étude des causes de cette anomalie — constatée lors du rallumage d'un tube émetteur Thomson après une éclipse — doit se poursuivre jusqu'à la fin de la période des éclipses, à la mi-avril. On saura alors si le canal 17 est utilisable dans le futur.

Dans cette attente, TDF a transféré la diffusion d'Antenne 2 de ce canal défaillant à un autre canal, le 13. Ce transfert, révélé par la lettre spécialisée High Def International dans sa prochaine parution, ne réduit pas directement le nombre de chaînes (quatre) diffusées par le système de satellites TDF 1/TDF 2. Pour parer à ce genre de problèmes, TDF avait en effet mis en réserve le canal 13 (Le Monde du 7 février). Mais ce canal est lui-même équipé d'un tube émetteur dont l'usure précoce rend la durée de vie aléatoire.

Ce nouveau revers technique assombrit donc, s'il en était besoin, les perspectives de la télévision directe française et de la nouvelle norme D2 MAC. Il s'ajoute à la longue liste des pannes qui ont déjà amputé ce système de satellites de plus du tiers de ses capacités.

## Rude coup pour M. Noir

par Jean-Yves Lhorneau

M. Michel Noir voulait démontrer que l'on peut faire de la politique à un très haut niveau, sans coups bas et sans trébucher dans ce que les Français considèrent comme de sombres magouilles d'appareil. « La France est malade », disait-il le 6 novembre dernier, en annonçant sa démission du RPR et de son mandat de député du Rhône, reconquis le 3 février. Malade notamment, observait-il, « de voir les acteurs politiques, de quelque bord qu'ils soient, loin de la morale de l'action, se livrer à leur jeu favori que sont les luttes intestines pour le pouvoir ». M. Noir a, effectivement, construit sa carrière politique sur des valeurs morales qui l'ont conduit à dénoncer, avant les autres, tout accord avec le Front national et à mettre en avant sa pureté d'âme. Cela lui a valu la sympathie de ses concitoyens qui l'ont élu maire de Lyon en 1989 et réélu député en 1991.

L'affaire du cambriolage, en janvier dernier, de la permanence de son gendre, M. Pierre Botton, alors candidat soutenu par le RPR aux élections législatives partielles, ne serait que burlesque si, justement, M. Noir n'était pas indirectement en cause.

Il est presque absurde d'imaginer que le maire de Lyon ait été au courant de ce fil-trac, que l'un des auteurs supposés accuse son chef de cabinet d'avoir organisé. Mais il est légitime de se demander pourquoi M. Noir a éprouvé le besoin de

s'assurer les services d'un chef de cabinet à risques, inventeur d'une autobiographie extrêmement fantasmatique.

Le coup est rude pour M. Noir. Que l'implication de son chef de cabinet — soutenu par le maire de Lyon dans un premier temps, puis invité à démissionner dès qu'il a passé la porte du palais de justice — soit ou non vérifiée par l'enquête, le mal est fait. Même si M. Sarroca n'était en rien commanditaire de cette rocambolesque cambriole, il resterait toujours quelque chose de ce qui n'aurait alors été qu'une calomnie ou une méchante affaire montée de toutes pièces afin de nuire à la réputation et à l'ambition présidentielle du maire de Lyon.

La plupart des hommes politiques de quelque envergure ont affronté, dès lors que leur tête sort du lot, de mauvaises passes liées à des « affaires », réelles, supposées ou calomnieuses. M. Jacques Chaban-Delmas a glissé, premier ministre, sur sa feuille d'impôt, et M. Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, sur des diamants. M. François Mitterrand a été mis en accusation plus souvent qu'à son tour (affaire « des fuites » en 1954, dont il a été lavé très vite, puis « de l'Observatoire » en 1959, sans compter celles de son premier secrétaire, irlandais de Vincennes, Greenpeace, Luchaire...). La plupart s'en sont remis.

M. Noir a le temps, comme les autres, de s'épaissir le cuir.

## Silences et embarras

LYON

de notre bureau régional

Les milieux politiques lyonnais observent une très prudente réserve sur la situation de M. Bernard Sarroca, le chef de cabinet du maire de Lyon. En attendant la confirmation de son inculpation, ils se sont refusés à livrer le moindre commentaire officiel. Ainsi, M. Charles Millon (UDF-PR), président du conseil régional Rhône-Alpes, a choisi de rester silencieux.

Les élus socialistes ont simplement fait savoir que « cette affaire concernait la droite ». M. Bruno Gollinich, président du groupe Front national, a été un peu plus loquace : « Ou bien M. Pierre Botton, gendre de M. Noir, a monté une affaire pour compromettre son beau-père. Ou bien le chef de cabinet de M. Noir a effectivement commandité ce cambriolage : alors cette opération rejallira sur le maire de Lyon ».

Les élus RPR n'ont pas souhaité s'étendre sur la question. Ceux qui sont restés fidèles au maire de Lyon après sa démission du mouvement paraissent embarrassés, les autres nettement moins affligés. M. Alain Mériteux, vice-président (RPR) du conseil régional, qui fut un temps proche de M. Noir, s'est contenté d'expliquer qu'il était « désolé pour Lyon », que cette affaire serait « nuisible à l'image de la ville ».

La plupart des élus de droite de l'Assemblée régionale remarquent cependant que M. Noir sortira affaibli de cette affaire. L'ancien premier adjoint de la municipalité lyonnaise, M. André Soulier (UDF-PR), soulignait que le maire de Lyon, désormais, ne disposait plus d'un parti pour le défendre. Quelques-uns constataient que cet épisode de la vie politique n'arrangerait pas le crédit des élus auprès des citoyens.

BRUNO CAUSSE

سكذامن الإصل



هكذا من الامم

# American Airlines vous offre le Nouveau Monde à des prix exceptionnels.

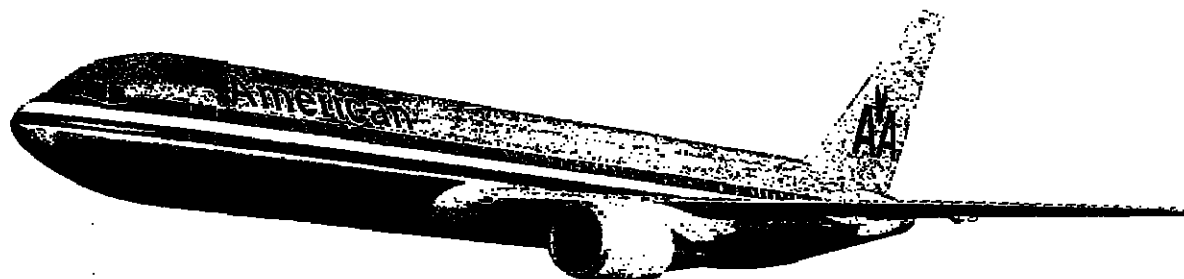
Peut-on rêver mieux que l'Amérique avec American Airlines. Les nouveaux tarifs sont tellement intéressants qu'ils vous permettront de découvrir de meilleurs hôtels, de plus grands restaurants et de faire davantage de shopping.

Outre ses tarifs exceptionnels, American Airlines a aussi l'avantage de proposer plus de destinations aux U.S.A. qu'aucune autre compagnie aérienne et vous évite de changer de compagnie entre Paris et votre destination finale aux Etats-Unis.

Précisons que les tarifs exceptionnels cités ici ne sont que quelques exemples parmi les 230\* destinations qu'American Airlines dessert aux Etats-Unis.

Appelez dès maintenant votre agent de voyage ou American Airlines à : Paris : (1) 42.89.05.22 - Bordeaux : 56.44.52.90 - Marseille : 91.91.66.34 - Nantes : 40.89.10.92 - Nice : 93.87.19.79 - Strasbourg : 88.32.90.22 - Lyon : 78.92.93.15 - Toulouse : 61.23.30.20.

<p>Paris</p> <p><b>MIAMI</b></p> <p>Soleil, plage, bikinis, voile, gratte-ciel, vous allez adorer.</p> <p><b>3700<sup>F</sup></b> <b>4000<sup>F</sup></b> semaine week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>ORLANDO</b></p> <p>Quoi de plus magique que cette ville de "contes de fées".</p> <p><b>3700<sup>F</sup></b> <b>4000<sup>F</sup></b> semaine week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>NEW YORK</b></p> <p>Certaines villes veulent l'imiter mais Big Apple reste unique.</p> <p><b>2995<sup>F</sup></b> <b>3295<sup>F</sup></b> semaine week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>WASHINGTON D.C.</b></p> <p>Plus de 18 millions de touristes par an, ce n'est pas un hasard.</p> <p><b>2995<sup>F</sup></b> <b>3295<sup>F</sup></b> semaine week-end</p>
<p>Paris</p> <p><b>DALLAS/FORT WORTH</b></p> <p>Cosmopolite et culturelle, chaleureuse et amicale, dans le plus pur style texan.</p> <p><b>4040<sup>F</sup></b> <b>4340<sup>F</sup></b> semaine week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>LA NOUVELLE ORLEANS</b></p> <p>De super restaurants, du jazz toride et son quartier français en font un festival permanent.</p> <p><b>4040<sup>F</sup></b> <b>4340<sup>F</sup></b> semaine week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>CHICAGO</b></p> <p>Pour pouvoir dire comme Kipling "j'ai rencontré une ville, une vraie ville et c'était Chicago"</p> <p><b>3645<sup>F</sup></b> <b>3945<sup>F</sup></b> semaine week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>LOS ANGELES</b></p> <p>Hollywood, Beverly Hills, la plage de Venice... Los Angeles ni plus ni moins !</p> <p><b>4500<sup>F</sup></b> <b>4800<sup>F</sup></b> semaine week-end</p>
<p>Paris</p> <p><b>SAN FRANCISCO</b></p> <p>Le charme incarné avec sa baie romantique, ses mélanges de cultures et tous ses tramways.</p> <p><b>4500<sup>F</sup></b> <b>4800<sup>F</sup></b> semaine week-end</p>	<p>Paris</p> <p><b>SAN DIEGO</b></p> <p>Le climat y est d'une douceur exceptionnelle, le soleil y brille toute l'année. San Diego n'attend que vous !</p> <p><b>4500<sup>F</sup></b> <b>4800<sup>F</sup></b> semaine week-end</p>	<p>Voyage valable uniquement sur American Airlines. Réservation, émission et règlement 14 jours minimum avant la date de départ et avant le 9 juin 1991. Le voyage doit commencer avant le 23 juin 1991 et doit être terminé avant le 30 juin 1991. Minimum/Maximum du séjour : 7/21 jours. Billets non remboursables sauf cas de force majeure. Tous les tarifs sont communiqués sous réserve d'approbation gouvernementale - Valables pour un voyage effectué en milieu de semaine du lundi au jeudi et le week-end du vendredi au dimanche. Ces tarifs ne comprennent pas les taxes (environ 150 FF, montants variables sujets aux fluctuations taux de change FF/dollars). *Certaines villes sont desservies par American Eagle, notre partenaire régional.</p>	



**American Airlines®**

## THÉÂTRE

## Cauchemar climatisé

Peut-être faux fou, mais réel délirant, Strindberg hypnotise son public

PÈRE  
à la Comédie-Française

« Il a posé ses mains sur mes épaules, il m'a regardé profondément, et avec chaque il m'a demandé : Voulez-vous avoir un petit enfant avec moi, Mademoiselle Bosse ? J'ai fait une révérence, et, complètement hypnotisé, j'ai répondu : oui, merci. Et nous fûmes ainsi fiancés. » C'est par cette proposition, « voulez-vous avoir un enfant avec moi ? », que Strindberg sollicitait ses futures épouses (Harriet Bosse fut la troisième). Or Strindberg savait fort bien qu'avec l'enfant commençait son enfer. Pourquoi ? Parce que « aimer un enfant, pour un homme, c'est s'effriter, c'est abdiquer la garde à vue, pensait-il. Et surtout parce que l'enfant, dès que Strindberg posait les yeux sur lui, à la naissance,

pouvait être l'enfant d'un autre homme, pourquoi pas, Cauchemar. Alors, ne pouvait être que l'enfant d'un autre homme. En « foi » de quoi, peu d'heures après la naissance, M<sup>me</sup> Strindberg, la première, la deuxième, la troisième, à tour de rôle, avait droit à des scènes démentes, des hurlements de jalousie, des menaces, des coups, et devait s'attendre à se faire dire, par écrit : « Tu es la plus sale bête humaine que j'aie connue » (cette fois, ce fut à Frida Uhl, la deuxième épouse, lettre du 8 décembre 1894).

Arrivant à se persuader qu'il n'était pas le père, Strindberg s'employait alors, peu à peu, à obtenir de l'épouse l'aveu de la non-paternité, comme les policiers qui, prolongeant la garde à vue, arrachent de faux aveux. Et décidément embarqué corps et âme dans son délire, il s'obstinait à extor-

quer, de ses amis, des amies de sa femme, quelques faux témoignages sur l'inconduite de son épouse, après le mariage, ou bien même avant qu'il l'ait connue : si elle avait été une « putain », pourquoi aurait-elle changé ?

## Un Grand-Guignol de l'abject

Strindberg pouvait, par là, revivre pour son compte les implications d'Hamlet à Ophélie : « Serais-tu aussi chaste, aussi pure que la neige, tu n'échapperas pas à la calomnie. » Ce qui était contraire à ses obsessions. Mais Strindberg aimait beaucoup se voir en petit frère d'Hamlet, son prédécesseur en folie, simulée ou non. Par l'entremise de romans comme *Inferno* et *Plaidoyer d'un fou*, de pièces de théâtre comme *Père*, il jette à la figure du public ses obsessions, douleurs, dérailllements, sa

sinistresse, s'identifiant une fois de plus à Hamlet, lorsque Shakespeare lui fait dire : « Le théâtre est le piège où je capturerai la conscience du roi. »

Il n'empêche qu'une pièce comme *Père* est, pour le spectateur, quelque chose de patibulaire, presque de nauséabond. Un peu comme un Grand-Guignol de l'abject, avec ses échanges d'ordures, de trahisons, avec le spectacle imposé de cette camisole de force que Strindberg, bien sûr maso, se fait enfilier à lui-même par sa nou-nou. Parce que, malgré tout, il ne faut pas oublier le public. Malade ou pas, Strindberg est roublard, et si c'est la vieille nou-nou - jouée par Catherine Samie - qui passe la camisole en materaant son gros bébé, cela fera passer la pilule.

A force d'additionner, dans *Père*, les douleurs spectaculaires, à force d'usiner sa pièce en ajustant et articulés ses idées fixes, Strindberg réussit bien sûr un objet détonnant, mais artificiel : à la réflexion, aucun caractère n'a été trouvé, écrit. Le spectateur ne peut rien saisir : comme le fut Harriet Bosse, le spectateur est hypnotisé par l'exceptionnelle énergie spirituelle de Strindberg. Mis K.O., consentant, par l'horreur. Le meilleur exemple actuel de Strindberg, Carl Bjurström, nous raconte qu'à Stockholm, après la première de *Père*, le 12 janvier 1888, on ne trouva rien de mieux que de reprendre l'exclamation d'Hamlet : « Oh horrible ! Oh horrible, most horrible ! »

A la Comédie-Française, Patrice Kerbrat propose aujourd'hui une mise en scène de *Père*, dans une traduction française de Raymond Lepoutre et Terje Sinding. Il a eu le souci, louable, de « descendre » le cauchemar de Strindberg. Il a fait construire par Louis Berout un décor plutôt irréel, dans une harmonie bleue, noir et blanc, atténuée, avec des voiles vaporeux blancs. Les autres acteurs, Marcel Bozonnet, Jean-Pierre Michéa, s'alignent sur ce non-jeu, très stylisé. Ce n'est plus exactement du Strindberg, c'est son contretype, très filtré. Ce n'est pas triste pour autant, au contraire. Kerbrat nous a rendu la visite moins pénible.

MICHEL CURNOUT

Comédie-Française, salle Richelieu, en alternance. Tél. : 40-15-00-15.

## CINÉMA

## Le «shérif» médecin

Un pamphlet politique à la manière des années 70

LA TRIBU  
d'Yves Boisset

La Tribu est un roman de Christian Lehmann (1), l'histoire d'un jeune médecin attaché à un grand hôpital parisien. Ambitieux et sans illusions sur l'esprit de «tribu» des internes, il se trouve, à cause d'une sordide affaire de meurtre ayant entraîné la mort d'un adolescent, confronté à un cas de conscience.

Il s'enfonce dans l'obsession sexuelle et le désespoir avant de réagir violemment. C'est un bon roman d'action avec enquête policière. L'auteur est un cinéphilie, et il a pensé au cinéma.

Avec la collaboration d'Alain Scoff, Yves Boisset a retravaillé le sujet pour en faire un pamphlet socio-politique. Ce n'est pas une trahison, juste une exagération, le grossissement de certains détails. Ainsi, le parti d'extrême droite auquel se sont ralliés pour des raisons différentes un chirurgien et un médecin, notables de la région, est-il devenu - pour bien comprendre où Boisset enfonce le clou - France Nouvelle. Ce n'est plus un psychopathe, parent du leader de ce parti, qui est pédophile, mais le leader lui-même.

Georges Wilson, Jean-Pierre Bisson, Jean-Pierre Bacri, qui sont dans le camp des salauds, jouent en force, car chez Boisset le manichéisme devient nécessité.

Le jeune externe, groupé du médecin au cas de conscience, est devenu arabe - Kader Boukhanef, le « Lyonnais » de la série télévisée. Ce qui permet d'ajouter un crime raciste aux méfaits de France Nouvelle.

Quant à Stéphane Freiss, qui brûle de se montrer dans un grand rôle, Boisset en fait, pour le corps médical, l'équivalent de ce qu'était son «shérif» pour le corps judiciaire en 1976. Contrairement à ce qui se passe dans le roman, où il est seulement question d'affaires individuelles, ici le héros se dresse non pas contre des hommes, mais contre une organisation de magouilles politico-médico-immobilières.

Depuis dix ans, Boisset a fait de réels efforts pour changer de genre, et le succès le fuyait. Il cherche à le retrouver en revenant à son cinéma politique des années 70. On peut le créditer d'une certaine efficacité dramatique, mais aujourd'hui, ses «audaces» ne dérangent plus. On ne croit plus à ce cinéma là.

JACQUES SICLIER

(1) Presses de la Renaissance, 288 p. 95 F.

Le prix Jean-Vigo au Brasier. - Le Brasier, d'Eric Barbier, a obtenu, le jeudi 28 mars, le prix Jean-Vigo 1991.

## Le clown et son ombre

CIRQUE PLUME  
au Parc de La Villette

La nouvelle vague du cirque n'est pas portée par les enfants de la balle, mais par ceux qui viennent de la rue, du théâtre de rue - bientôt la seule alternative à l'institution. Le cirque Plume, quant à lui, vient d'une fanfare. Né en 1984, il a joué aux gens du voyage, a beaucoup tourné, s'est agrandi d'année en année, a reçu des mains mêmes du ministre de la culture le Grand Prix national 1990, s'est transformé en moyenne entreprise de « 30 personnes dont 14 artistes de très haut niveau », prévient le dossier de presse, bref le cirque Plume s'est officialisé, est devenu adulte.

Mais il n'a rien oublié, rien perdu de sa poésie. Son spectacle actuel - dans un grand chapiteau de huit cents places au Parc de La Villette - inscrit des numéros traditionnels de trapézistes, d'acrobatas, de jongleurs, de funambules dans des éclairages très travaillés et des décors simples - grands draps blancs, grandes formes géométriques faites de tubes en bois, de pendeloques en métal qui se balancent et tintent. Il y a des « dialogues » magnifiques entre les person-

nages et leur ombre portée, entre eux et les objets, des tours de lumière comme on dit « tours de magie », des danses d'ombres chinoises...

Le spectacle a pour titre *No animo, mas animo*, le seul animal étant un chien jazzman, et une sorte de primate interprété par un costaud léger comme une bulle, souple et angélique. Au cirque, on est obligé de passer par un certain nombre de « figures imposées ». C'est l'entourage qui fait la différence, et l'humour. On ose à peine parler de clowns parce que la nouvelle vague n'en-dosse pas l'habit de lune, délaissé le blanc sur le visage... A peine si un nez rouge vient rappeler la tradition. C'est celle du théâtre de rue, des blagues et tabarnas éternelles que les artistes du cirque Plume ont retrouvée, avec une pêche d'enfer, un plaisir qu'ils savent communiquer, et cette poésie sans la moindre mièvrerie qui est, d'abord, leur marque.

COLETTE GODARD

► Du mardi au samedi à 20 h 30, dimanche à 15 heures. Le spectacle dure juste une heure trente. Prix : 80 F, 120 F, 160 F. Tél. : 42-09-18-18, 42-09-19-19.

Le 5<sup>e</sup> Printemps des comédiens

MONTPELLIER

de notre correspondant

Après avoir célébré Joseph Delteil l'an dernier, le Printemps des comédiens a choisi, pour sa cinquième édition qui se tient cette année du 11 juin au 11 juillet, d'honorer François Rabelais, lequel obtint son diplôme de médecine à la faculté de Montpellier.

Comme le veut désormais la tradition, les solennités se dérouleront à l'occasion de représentations théâtrales données au Château d'O de Montpellier, et dans plusieurs villes et villages de l'Hérault, ainsi qu'à Nîmes.

Parmi les douze créations présentées cette année, *Rabelais : Paroles, une mise en espace* de Daniel Bedos. Madeleine Attal, Jean-Claude Carrière, Sophie Desmarests, Michel Galabru et François Périer tenteront, avec cette « ripaille littéraire », de créer une

atmosphère rabelaisienne. Gabriel Monnet mettra en scène *Carton plein* de Serge Valletti, avec Maxime Lombard et Bruno Raffaelli. Deux personnages pour un dialogue à la Beckett dont les éclairages seront assurés par... Georges Lavandant. Pierre Pradins présentera une adaptation des *Guerres Picrocholine* par Gabor Rassov.

Michel Tournaille montera *Victor ou les enfants au pouvoir*, de Roger Vitrac. Seront encore à l'affiche : *Richard II*, par Yves Gasc avec Laurent Texieff, les *Trois Mousquetaires* dans une adaptation de Jean-Louis Martin-Barbut, ainsi que la trilogie de Pagnol mise en scène par Jean-Luc Tardieu. Michel Galabru, comédien fidèle du Printemps, jouera *Truffaldin*, de Goldoni.

JACQUES MONIN

► 857, rue de Saint-Priest, 34090 Montpellier. Tél. : 87-81-08-30.

► Dixième Festival d'humour de Vienne. - Après ses trois jours à l'Olympia, Marc Jolivet ouvre le 3 avril le 10<sup>e</sup> Festival d'humour de Vienne (Isère), qui dure jusqu'au 13 avril et se décentralise. On pourra y voir Tokoto Asbanti, Marie et Moulin, Jordi Berran, Habbe et Meik, Stanislas, Speedy Beazana, Duquesnoit, Strella, Les Snars, Pepe, Papagalli, Serge Dangleterre, Décalage horaire, Les Magiciens.

► Renseignements : MJC, 11, quai Riondet, 38000 Vienne. Tél. : 74-53-21-97.

► Festival des grandes écoles de Paris. - Le Centre Wallonie-Bruxelles, place Beaubourg, accueille du 4 au 12 avril le Festival de théâtre des grandes écoles de Paris - principalement Normale Sup, Nanterre, HEC, ESCP, INAPG, Paris-L, Cours Florent, et en invité, l'université de Liège.

► Renseignements : 5, rue de Vouillé, 75015 Paris. Tél. : 48-28-24-89.

LE PRINTEMPS BOURGEOIS  
J.F. DE VULPILLIERES

« Moelleux comme un fauteuil Restauration, noué comme un foulard Hermès. »

Marc Lambron, le Point

« Une mine d'idées neuves, brillantes... »

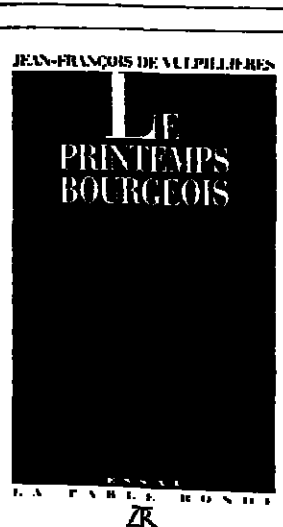
Alain-Gérard Slama, le Figaro

« Un livre exceptionnel dans lequel, pour la première fois, je crois, du moins dans l'histoire des décennies 70-90, l'évolution de la société française est décryptée dans sa signification profonde. »

L'homme nouveau

« En deux générations, la France s'est embourgeoisée. J.F. de Vulpillières fait tourner méthodiquement cette clef d'explication de notre société. Et elle marche. »

Ouest-France



## ARTS

L'aimable  
La redécouverte  
jusqu'ici plusANQUETIN  
Cécile Borge et Laurence

Pour avoir été le condisciple de Toulouse-Lautrec, de Bernard et de Van Gogh à l'atelier Cormon, pour avoir exposé avec Gauguin au café Volpini en 1889, Louis Anquetin avait déjà son tabouret dans l'histoire de l'art moderne. On se souvenait de lui, sur la foi de quelques anecdotes, comme d'un Normand jovial sans d'Européen (en 1861), aussi gaillard que Van Gogh l'était peu, d'un peintre brièvement hardi aux écrivains de 1887. Sa vue de l'avenue de Châteauneuf, cinq heures figurait dans les catalogues, en compagnie d'un pastel, *Le Rond-Point des Champs-Élysées*, où deux chevaux à la Uccello se croisent devant une Parisienne de l'Art à la Seurat.

Dans l'exposition actuelle, la première qui entreprenne enfin de fortifier la notoriété d'Anquetin, figurent deux études pour son *Aveur*, mais non pas, malheureusement, le *Rond-Point* ni le *Coup de vent sur le pont des Saints-Pères*, deux *Pépées* ébouriffées et une *Passante* que les tourbillons charment en défilant - qui ont cependant son chef-d'œuvre le plus certain. Les portraits de dames y figurent à l'inverse en grand nombre, dames qui se répartissent en deux catégories, bigotes et cocottes. Aux premières, Anquetin attribue des robes rousses, nœuds centrés et bords noirs et blancs. Elles sont dures, froides et aigres.

Les cocottes, demi-mondaines exerçant leur industrie aux bords des champs de courses et perpétrant des vols de bijoux, ont des volutes qui dissimulent difficilement leur regard et des boucles rousses. Elles proposent leurs agissements dans les bars de Mont-

## MUSIQUES

## Le pianoforte du I

Un cas rare : Alexei Lubimov

D'une façon générale, les Russes se sont fait reconnaître dans le répertoire de la dernière moitié du siècle. Ils ont été trop nombreux à composer, trop nombreux à jouer, trop nombreux à avoir une vision personnelle de la musique. Alexei Lubimov est un cas. Formé chez Heinrich Neuhaus, au Conservatoire de Moscou, le professeur de Berezin et de Gilels, entre autres, il n'est entré que peu à peu dans la musique moderne, ne jouant que des œuvres de son siècle, qu'il a introduites dans son pays, comme pianiste et organisateur de festivals.

L'Association du Livre accueillait Lubimov le 23 mars pour ses débuts parisiens (il a son programme d'abonnement le 24 mars). Le programme avait inscrit le *Rondo* de la mine, les *Sonates* KV 310, celle en ut majeur, dite facile, ainsi que la *Fantaisie* et sonate en ré mineur de Mozart. Un vrai programme test.

Indéniablement, l'acte du piano offre un plus pour ce répertoire fragile. L'acte sonne avec douceur, même lorsqu'on le « maltraite » : le médium est rond, toujours lumineux ; les basses sont légères, transparentes, claires, chantantes. Mais la mécanique est moins fidèle que celle d'un piano moderne. Beaucoup plus traitée. Lubimov joue comme un « vrai » pianiste. Il en a les moyens techniques, l'imagination, la présence. Le pianiste, c'est ça, tout de suite.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.

Il faut le louer et le louer encore pour son acte de présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence. Il est un des rares pianistes à jouer avec une telle présence.



## CULTURE

ARTS

### L'aimable Monsieur Anquetin

La redécouverte d'un moderne des années 1890  
jusqu'ici plus célèbre par ses amitiés que par ses œuvres

ANQUETIN  
Galerie Brame et Lorenceanu

Pour avoir été le condisciple de Toulouse-Lautrec, de Bernard et de Van Gogh à l'atelier Cormon, pour avoir exposé avec Gauguin au café Volpini en 1889, Louis Anquetin avait déjà son tabouret dans l'histoire de l'art moderne. On se souvenait de lui, sur la foi de quelques anecdotes, comme d'un Normand jovial natif d'Étrepagny (en 1861), aussi gaillard que Van Gogh l'était peu, et d'un peintre brièvement hardi aux environs de 1887. Sa vue de *L'Avenue de Clichy (soir, cinq heures)* figurait dans les catalogues en compagnie d'un pastel, *Le Rond-Point des Champs-Élysées*, où deux chevaux à la Uccello se cabrent devant une Parisienne de profil à la Seurat.

Dans l'exposition actuelle, la première qui entreprenne enfin de fortifier la notoriété d'Anquetin, figurent deux études pour son *Avenue*, mais non pas, malheureusement, le *Rond-Point* ni le *Coup de vent sur le pont de Saint-Pères* — deux *Pégases* ébouriffés et une passante que les tourbillons changent en oiseau — qui est cependant son chef-d'œuvre le plus certain. Les portraits de dames y figurent à l'inverse en grand nombre, dames qui se répartissent en deux catégories, bigotes et cocottes. Aux premières, Anquetin attribue nez retroussés, mentons rentrés et lunettes noirs et blancs. Elles sont sèches, laides et aigres.

Les cocottes, demi-mondaines exerçant leur industrie aux barrières des champs de courses et péripatéticiennes du Bois, ont des volutes qui dissimulent délicieusement leur regard et des boucles rousses. Elles proposent leurs agréments dans les bars de Mont-



« Torse de jeune fille ». Peinture sur toile de Louis Anquetin, (1890)

martre, dont Anquetin fut, dit-on, un assidu, escortant son condisciple Toulouse-Lautrec. Les œuvres de l'un font songer à celles de l'autre : ils pratiquent le pastel sur carton, comme leur maître Degas, et les découpages à la japonaise, comme tant de leurs contemporains. Ils se distinguent par leur goût pour le genre canaille, tapageuses vulgaires, pierreuses des boulevards et filles des maisons closes. La *Gouge* peinte par Anquetin vers 1895 est exemplaire : énorme, affreusement far-

dée, parfaite illustration pour les *Histoires désobligeantes* de Léon Bloy.

Hors ces effigies du désir tarifié, l'exposition compte un nu, dit *Torse de jeune fille*, et une *Femme à sa toilette*, peintures acidulées, composées adroitement par contours sinueux et motifs décoratifs. Elles rappellent que le nom d'Anquetin apparaît dans la fausse énigme le plus volontiers à plus vainement, débattue de l'histoire du postimpressionnisme : qui inventa la manière dite synthéti-

que, aplats de couleurs cernés par des contours cloisonnés, de Gauguin, de Bernard et d'Anquetin ? Anquetin, répond naturellement le catalogue, bien illustré du reste, mais à la prose confuse. Bernard, disent les bernardistes, Gauguin, affirment les gauguiniens ulcérés par le sacrilège.

Ne serait-il pas plus sage d'observer que Gauguin, plus préoccupé de symboles et d'idées que de technique, ne pratique ledit synthétisme que le temps de trois ou quatre toiles, à Pont-Aven à l'automne 1888, et qu'Anquetin et Bernard l'emploient de façon décorative durant à peine trois années ? Tous deux échappent grâce à lui à la tyrannie du divisionnisme à la Seurat et à la Signac. Et tous deux le fuient quand ils ont épuisé ses bizarres ruses à la japonaise. Bernard tombe dans le kitsch exotique, Anquetin dans le pastiche des maîtres anciens. Il cite Rubens et Michel-Ange, aspire à la peinture d'histoire et se brûle au feu d'exemples trop grands pour lui. La manière l'emporte sur le sujet. Fénelon, qui pourtant n'aimait guère Gauguin, s'en était avisé dès 1889. Il écrivait dans la *Cravache* : « Il est probable que la manière de monsieur Anquetin, contours infranchissables, teintes plates et intenses, n'a pas été sans influencer un peu monsieur Paul Gauguin. Influence seulement formelle, car il ne semble pas que la moindre sensation circule dans ses œuvres savantes et décoratives. »

PHILIPPE DAGEN

► Galerie Brame et Lorenceanu, 68, boulevard Malesherbes, 75008 Paris : tél. : 46-22-16-89. Jusqu'au 20 avril.

MUSIQUES

### Le pianoforte du Russe

Un cas rare ; Alexei Lubimov

D'une façon générale, les Russes ne sont guère reconnus dans le répertoire du dix-huitième siècle. Ils ont été trop *late* et trop longtemps coupés du monde musical occidental pour avoir pu suivre ses évolutions et ses transformations. Alexei Lubimov est un cas. Formé chez Heinrich Neuhaus, au Conservatoire de Moscou (le professeur de Richter et de Gilels, entre autres), il s'est ensuite, peu à peu, tourné vers la musique ancienne pratiquée sur instruments *ad hoc* tout en jouant avec constance celle de son siècle, qu'il a introduite dans son pays, comme pianiste et organisateur de festivals.

L'Auditorium du Louvre accueillait Lubimov le 23 mars pour ses débuts parisiens (1). A son programme il avait inscrit le *Rondo* en la mineur, les *Sonates* KV 310, celle en ut majeur, dite facile, ainsi que la *Fantaisie* et sonate en ré mineur de Mozart. Un vrai programme test.

Indéniablement, l'écriture du piano offre un plus pour ce répertoire fragile. L'aigu sonne avec douceur, même lorsqu'on le « maltraite » ; le médium est rond, toujours lumineux ; les basses sont légères, transparentes, cuivrées, chantantes. Mais sa mécanique est moins fidèle que celle d'un piano moderne. Beaucoup plus traitre. Lubimov joue comme un « vrai » pianiste. Il en a les moyens techniques, l'imagination, la présence. Le paradoxe, c'est que, tout de suite,

on oublie l'instrument pour se laisser emporter par sa musicalité, par l'infinité variée des nuances, par son charme. Le seul reproche pourrait être, que, à force d'être délicat, chantant, subtil, il arrive à Lubimov de paraître précieux, un peu savant dans son traitement de la rythmique, de manquer de cet élan dramatique si présent dans les deux grandes sonates choisies, et de cette fausse candeur qui donne tant de fil à retordre aux professionnels qui abordent la prétendument Sonate facile.

Cela dit, à part Christian Zacharias, Maria João Pires, Andreas Staier et Paul Badura-Skoda, peu de pianistes ou de pianofortistes pourront aujourd'hui faire de l'ombre à Alexei Lubimov. Mozart reste le compositeur le plus impénétrable au « progrès musical ». Comment expliquer autrement que, plus de trente ans après leur mort, Clara Haskil et Arthur Schnabel ont encore tant à apprendre à leurs jeunes confrères ?

ALAIN LOMPECH

(1) Le récital d'Alexei Lubimov faisait suite à un débat sur les sonates de Mozart, organisé par France Musique dans le cadre de l'émission *Débat* parisiens, de Jean-Michel Damatin. Le débat et le concert seront diffusés le samedi 30 mars à 14 h 30. Lubimov est en train de publier l'intégrale des sonates de Mozart chez Erato. Les volumes consacrés aux *Sonates* KV 309 (2292-4550-2) et aux *Sonates* KV 379-380 (2292-4561-2) nous paraissent en tous points remarquables.

PATRIMOINE

### Du frigidarium au réfrigérateur

Le Musée Carnavalet ouvre quatre nouvelles salles — glaciales — dédiées aux premiers siècles de la capitale

Naguère Carnavalet était encore un de ces musées de charme, où — disait André Breton — on avait envie d'entrer par effraction. Il a désormais fait peu nerve, et personne n'a envie d'y faire un trop long séjour, même clandestin. Si l'annexion de l'hôtel de Saint-Fargeau lui a permis de doubler sa surface, il est en passe de devenir un de ces paquebots sans âme dont la muséographie « nouvelle » aura vite fait de prendre des rides. À signaler l'énorme vestibule blanc inutilement occupé par un colossal réfrigérateur noir — le vestiaire — et la galerie peuplée de croûtes qui relie l'aile Sévigné à Saint-Fargeau. Ce ne sont pas les nouvelles salles consacrées au passé le plus ancien de Paris qui réchaufferont le bâtiment : murs et plafonds blancs, appareillage de plâtre, de briques et de poutres apparentes autour des portes (façon Chamy), vitrines glacées.

Et pourtant l'ouverture de cet espace, qui retrace l'histoire du site parisien de la Préhistoire à la fin du Moyen-Âge, est un événement : le fond archéologique du Musée Carnavalet est invisible depuis près de soixante-dix ans. Ce sont les fouilles liées aux grands travaux d'urbanisme qui ont permis, à partir du dix-neuvième siècle, la découverte de la plupart des pièces présentées ici. Quelques vestiges animaux pour planter le décor (c'est dans les carrières de Montmartre que Cuvier mit au jour les restes de vertébrés dont il détermina les espèces en appliquant les principes de l'anatomie comparée qu'il avait établis). Bifaces et silex de Neuilly ou de Levallois-Perret, grattoirs et burins de Saint-Cloud ou de Montfermeil indiquent que ces lieux sont fréquentés de longue date. Avec l'âge du bronze, Paris est au seuil de l'histoire (des lingots et des armes de ce métal ont été dénichés dans le lit de la Seine) ; avec celui du fer elle en franchit le seuil. Les vestiges celtes

sont nombreux (bracelets, anneaux, boucles, pointes de lance). En 52 av. J.-C., la cité, encore modeste, entre dans les annales sous la plume de César : le chef des Parisii, Camulogène, est écrasé par Labiénus, son lieutenant, sans doute du côté du Champ-de-Mars.

La ville romaine va croître sur la rive gauche. Son cœur bat au grand forum dont les restes ont été mis au jour rue Soufflot. L'amphithéâtre (les arènes) et le frigidarium des thermes de Chamy sont encore visibles aujourd'hui. Carnavalet est riche de fragments de sculptures, décors, statuettes, amulettes et menus objets de la vie quotidienne. Avec la fin de l'Empire romain, la ville se replie lentement sur la Cité, mais commence à déborder rive droite. Les nécropoles mérovingiennes (aux Gobelins, faubourg Saint-Marcel) ont livré leurs trésors (sarcophages, céramiques, ceintures, boucles). Paris est ensuite assiégé par les Normands, avant de s'enfermer dans les murailles de Philippe-Auguste. Les collections de Médailles de Carnavalet sont d'une richesse relative. On retiendra cette tête d'ange bouclée, trouvée dans l'île de la Cité, ou cette statue-colonne, draguée dans la Seine en 1830.

Mais il manque une mise en scène convaincante pour animer ces quinze ou vingt siècles, pour donner à voir la croissance urbaine (les maquettes du Paris médiéval, autrefois exposées, ont-elles définitivement disparu ?). A comparer l'établissement chargé de faire revivre l'histoire de la capitale avec — par exemple — le Musée d'Aquitaine qui remplit le même rôle à l'échelle d'une région, on est convaincu que Paris n'a pas le monopole de l'imagination.

EMMANUEL DE ROUX

► Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné, 75003 Paris. Tél. : 42-72-21-13.

### LA NUIT DU PERE DERNIERES

LIBERATION  
Demarcy, un rêveur invétéré... des souvenirs qui font tilt.  
LE NOUVEAU OBSERVATEUR  
Le talent de Demarcy pour l'insolite.  
TELERAMA  
Un climat fantastique.  
LE FIGARO  
Une tonalité onirique, Pierre Tabard excellent, Alain Lenglet, une sincérité.  
LE POINT  
Coup de blues.

TEXTE ET MISE EN SCÈNE  
RICHARD DEMARCY

CARTOUCHE  
la Tempête  
LOC 43 26 36 36

## LENNY KRAVITZ



## Nouvel album MAMA SAID

PI grand d'ouest productions

### CONCERTS

25 Mai Mulhouse PHOENIX

30 Mai Paris ZENITH

LOC: FNAC, VIRGIN MEGASTORE  
36 15 code LIBE



THI... DIERS

**Ita-Lou**

de Catherine Anne  
avec Fabienne Luchetti et Anne Marenco  
26 mars - 20 avril  
Tél. 47 21 18 81 - 5 Fnac - Billetel

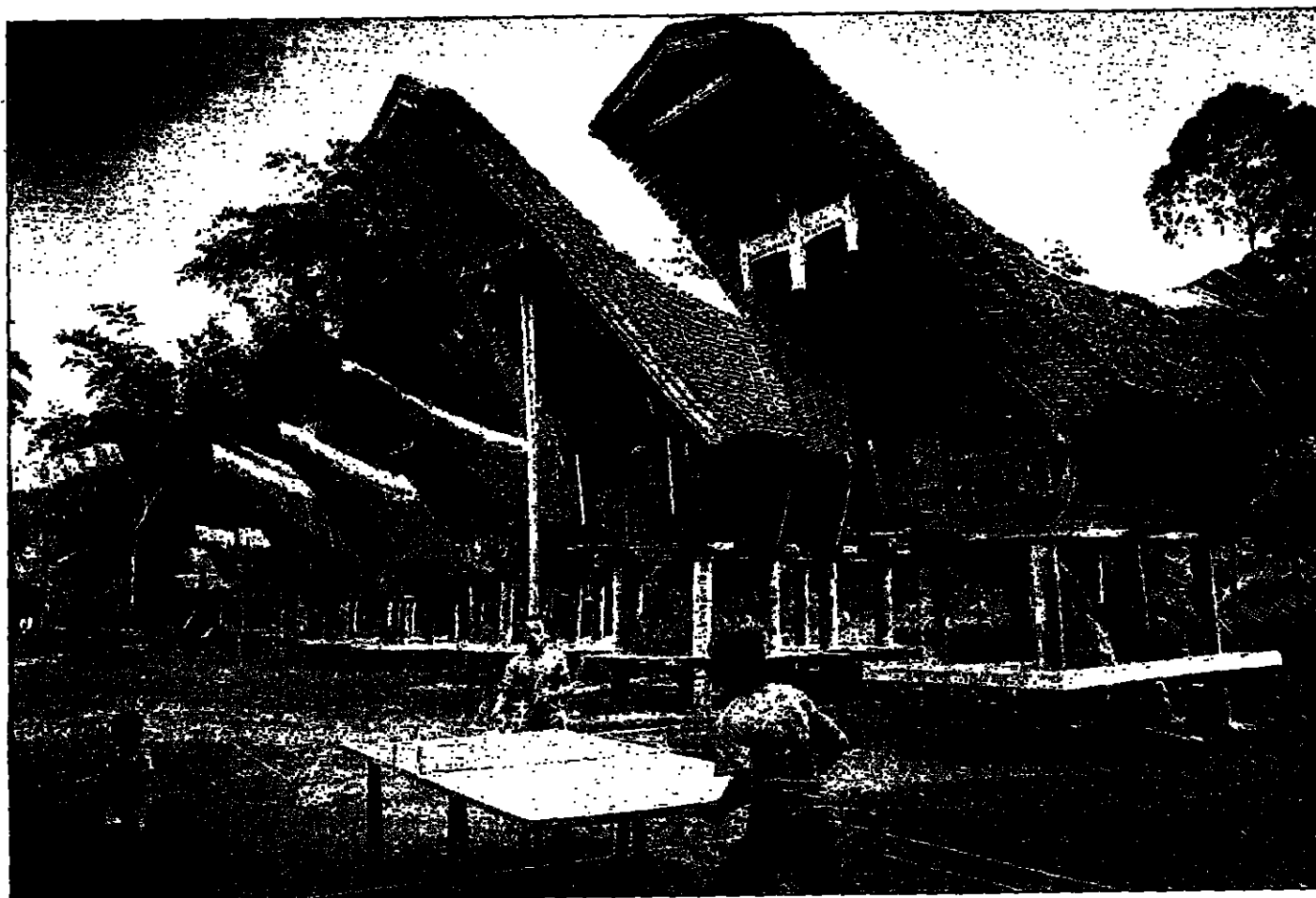
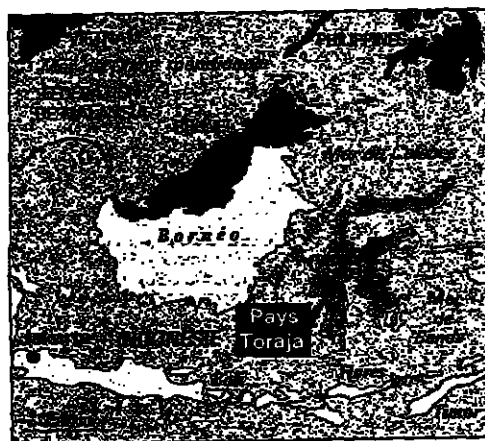




# S A N S • V I S A

## Entrée libre chez les Torajas

Voilà un pays, voilà un peuple que ne rebute pas, jusque dans ses rites, la présence des voyageurs, disons même, au contraire. « Le tourisme nous a apporté la fierté, un sentiment d'importance culturelle. Ce regard extérieur a renforcé les sentiments collectifs. » Surprenants propos entendus chez les Torajas, à Célèbes-Sud (Indonésie).



**M**aintenant toute la vallée retentit d'exclamations joyeuses. Les enfants dévalent en roulement le coteau, précédant, sur les maux étroits qui séparent les rizières, les buffles tenus d'une longe sûre, et les sabots transpercent les empreintes légères des pieds nus dans la boue crou. Les sinueux placides sont aspergés d'eau et abreuvés d'encouragements guerriers puis conduits bien séparément à l'abri du vertical soleil de midi. Sans précipitation, dans un flux spontané, chacun vient de son pas prendre place sur les terrasses vertes peu à peu transformées en amphithéâtre. Les regards en attente convergent tous vers une rizière asséchée à mi-pente où s'arrête l'ordonneur.

L'annonce du nom des premiers combattants au mégaphone et leur entrée par des côtés opposés du terrain déclenchent une intense circulation de billets de banque froissés. Bien qu'ils paraissent largement indifférents à l'excitation ambiante,

les buffles sont amenés avec la plus grande prudence à proximité l'un de l'autre. Les cris deviennent clameur une fraction de seconde avant que les fronts massifs ne se heurtent d'un élan sans hésitation. Le choc a paru résonner au cœur même de la foule qui accompagne avec jubilation chaque nouvel assaut.

Ici et là, reconnaissables à leurs vêtements richement colorés autant qu'à leurs pieds chaussés de robustes baskets, se sont glissés quelques personnes dont le teint rose semble avivé par la lumière équatoriale. Leur réserve, leur impossibilité ou leur refus de s'abandonner à la liesse se manifestent par une épuisante activité où le déclenchement de l'appareil photographique tient lieu de cri d'encouragement. Ces invités arrivent il est vrai d'un village sensiblement plus lointain qu'alentour l'Europe. Et leur présence n'est pas considérée comme plus incongrue que celle des centaines de villageois venus à pied de kilomètres à la ronde pour la fête.

Depuis le matin, et après une semaine d'intenses préparatifs, le petit village de La'bu, au cœur du pays toraja à Célèbes-Sud, est en effervescence (les combats de buffles n'en sont qu'un épisode), car ce jour est le premier de quatre consacrés aux funérailles d'une aristocrate locale décédée deux mois auparavant. Déjà presque minimal pour organiser la complexe et coûteuse cérémonie qui fera passer celle qui, depuis son décès, est considérée comme « malade » dans l'autre monde. On a vu le rassemblement de fonds - nécessairement importants, comme est important celui de la famille au grand complet - prendre vingt ans : n'est-il pas des Torajas à retrouver trace d'ancêtres jusqu'au quatorzième siècle ? Ailleurs, on vous montrera le *tongkonan* (maison du noble fondateur du village), où repose depuis 1943 une « malade » soigneusement emmaillottée, dont la famille n'est toujours pas parvenue à organiser les funérailles.

Le passage de la mort clinique au décès socialement reconnu constitue une épreuve particulièrement redoutable pour les survivants puisqu'il



met en jeu, outre une manière de tenir son rang, un règlement des dettes qui ouvre, comme une quelconque relance de poker, la terrible probabilité d'en contracter de nouvelles, à l'échéance aussi imprévisible que la date d'un nouveau décès. Dans les familles de la caste supérieure, l'unité de compte essentielle est le buffle, dont il est exclu d'immoler moins de vingt-quatre individus lors de la fête, compte non tenu de ceux qui seront offerts à l'occasion. Le prix de base de 1 million de roupies (1) la tête (considérable à

Nombreux sont les tau-tau (effigies des morts) victimes des trafiquants d'antiquités qui ont dû être remplacés par des copies ces dernières années.

l'échelle indonésienne) peut être multiplié jusqu'à quinze selon vingt critères d'appréciation, qui vont de la dimension des cornes aux taches (des recherches). Les caractéristiques de chaque animal offert seront soigneusement consignées à son arrivée au village, car le don (la dette) devra être remboursé par un animal strictement équivalent.

Le « donner, recevoir » qu'indiquent les mains à demi offertes, à demi repliées, des *tau-tau*, ces effigies des défunts, refuges de l'âme, au regard intense et aux traits essentiels dégagés du dur bois de jacquier que l'on place auprès des tombeaux, donnent une image purement binaire et mécanique des termes de l'échange qui oublie aussi bien la volonté de surcroquer que celle d'être nouvellement associé à la collectivité. L'inflation des « dons » (on ne voit pas comment éviter les guillemets dans notre entendement) a été telle ces dernières années que les autorités indonésiennes ont vainement tenté de les limiter en prélevant une taxe sur chaque animal abattu. Et voilà l'administration prenant place dans la fête.

Au milieu des années 60, après qu'eurent été éteintes les dernières flammes indépendantistes à Célèbes-Sud, les Torajas, la scolarisation aidant, ont commencé à émigrer nombreux. Aujourd'hui, on estime parfois le nombre des exilés à 250 000 contre 350 000 au pays dans le cercle clos de leurs montagnes. Ceux qui auront pu dépasser la côte et les petits métiers savent que les revenus épargnés devront être largement sacrifiés à l'occasion d'une fête des morts, car leur réussite ne sera reconnue comme telle par la collectivité qu'à ce moment-là, en public. Elle devra se donner en spectacle.

Il faut s'être déjà écarté d'un bon pas du chemin des ancêtres pour considérer comme une « fatalité toraja » de ne pouvoir faire connaître sa richesse que dans le moment, dans le geste même où on la dilapide, et que, décidément, l'obligation d'endettement, redoublée par la possibilité désormais d'envoyer et de recevoir des cadeaux de l'extérieur, est une atteinte à

l'épanouissement individuel, à la liberté. Des interrogations qui n'ont pas dû effleurer le secrétaire général du *koto indonésien* lorsqu'il fit dernièrement immoler plus de trois cents buffles, sous le regard de ce qu'il convient de ministres et de personnalités. La presse, bien sûr, était là, comme si, déjà, la mémoire collective ne suffisait plus pour enregistrer la dépense record.

Le rituel de la fête des morts n'est pas unique chez les Torajas, mais il est le seul qui ait su croître et prospérer de cette façon. Ni le colon néerlandais qui se contentait à partir de 1906 de tolérer le système des castes, interdisant le servage (toujours bien présent dans les esprits des petits-enfants ou arrière-petits-enfants) et n'ouvrant dans le même temps d'écoles qu'aux enfants de l'aristocratie, ni le pasteur (les Torajas sont à 85 % devenus chrétiens), ni le pouvoir central n'ont pu en modifier notablement les contours. « C'est toute notre économie », dit Tanete Pong Masak, toraja, professeur de français à l'université Hasanudin, d'Ujungpandang, la capitale de Célèbes-Sud, qui fonctionne en tant qu'économie de fête des morts, autour du système de l'échange. Et c'est l'économie qui a commencé d'y apporter des retouches.

Le spectacle peut l'emporter aisément sur le rite dont la complexité exige pour ce qui est du déroulement (la mise en scène ?) la connaissance de toute une généalogie locale, maîtrisée par si peu de participants qu'il conviendra, de plus en plus, d'en appeler à l'écrit pour y répondre. Dans cette vaste et décisive affaire, synthèse de toutes les affaires, exaltation du lien social, soumission à l'ordre des ancêtres, nul ne saurait tracer une frontière décisive entre participants et spectateurs. Et sur un terrain où tout est soigneusement comptabilisé, faire nombre n'est pas seulement une manière de faire riche : « La présence d'hôtes étrangers est bienvenue », écrit l'anthropologue Toby Alice Wolkman.

Jean-Louis Perrier  
Lire la suite page 18

(1) Une roupie vaut 0,003 franc.

### AU SOMMAIRE



**Simonon** dans les souvenirs de Liège ..... p. 19  
**Des cartes** pour un voyage rêvé ..... p. 16  
**Béthune**, de charitables en charitables ..... p. 17  
**Le tabasco**, du feu en bouteille ..... p. 21

Échecs (p. 16) • Table (p. 19)  
Jeux (p. 20) • Table (p. 21)

## Cartes à jouer



La carte et le territoire (ne pas confondre... Quels liens entre...? Illustrez et discutez, etc.) : ce dilemme assomément, véritable lieu commun de la dissertation qui a donné des maux de tête à des générations entières d'élèves en classe de rhétorique, fournit malgré lui un bon point de départ pour l'examen de la question de la cartographie. Car si la carte, étant une représentation, ne saurait se confondre avec le territoire, elle est en même temps aussi une réalité en soi, un univers certes de papier et à deux dimensions, mais un univers tout de même.

Quel voyageur, expérimenté ou apprenti, préparant un départ ou en rêvant seulement, n'a pas, retrouvant la magie de l'enfance, vagabondé par l'imagination sur ces extraordinaires espaces revêtus de toutes les couleurs de l'arc-en-ciel, avec des mers opaques virant insensiblement au bleu clair presque transparent puis au blanc au fur et à mesure qu'elles s'approchent des terres? Avec des montagnes blanches, grises ou terre de Sienne brûlée, irisées selon les latitudes où elles se trouvent et leur hauteur, et des vallées vertes ou bistre en fonction de leur plus ou moins grande végétation? Avec, aussi, tous ces signes cabalistiques de la géographie appliquée – un véritable langage d'initiés, présentant des étoiles, des croix, des fleches, des roues dentelées encadrées et toute la gamme possible et imaginable des traits pleins ou en pointillés, rouges ou noirs, ponctués de cercles et de carrés?

A quoi s'ajoutent parfois ces figures délicieusement naïves, tels des paravols penchés pour signifier la présence de plages, des ancrs marines

signalant les ports naturels en eau profonde, des petits derrick, des pipe-lines et des palmiers. Sans oublier, sur les cartes des îles du Pacifique, ces fabuleuses émanations vertes en pointillés qui matérialisent, le long des côtes, les récifs de corail.

J.-M. G. Le Clézio, après Joseph Conrad, a dit la magie de ces anciens planisphères, où des lignes en pointillés délimitaient, en Afrique et en Amazonie, les « zones non encore explorées », les « contrées inconnues » et les « forêts vierges infranchissables ». Des lacunes qui agissaient comme autant de passeports pour l'aventure et l'imagination : que pouvait-il bien se passer dans ces périmètres vierges de toute inscription humaine, au bord desquelles routes et fleuves s'arrêtaient net, comme si le monde perdait ici sa continuité?

Etait-ce là, au cœur de ces ténèbres de la cartographie, qu'on allait rencontrer le fameux M. Kurtz de Conrad, devenu, dans *Apocalypse Now*, un soldat perdu et un mage fou régnant sur une cohorte de déserteurs et de sauvages qui le vénéraient comme un Dieu? Nul doute que bien des vocations d'explorateur, d'aventurier et d'écrivain aient ainsi pris naissance dans les vides de la cartographie : puisque personne ne savait ce qui se passait dans ces territoires en marge de la connaissance humaine, pour-

quoi ne pas y aller voir soi-même? Ou bien imaginer ici la présence de royaumes engloutis par les eaux ou la végétation et de mondes entiers, profondément déraisonnables?

La cartographie moderne, qui utilise des kyrielles de photos aériennes et des relevés par satellite si précis qu'on pourrait presque y compter les dômes de termitières en Afrique, a impietusement, et sans doute sans espoir de retour, éliminé ces blancs et ces trous de la géogra-

phie. Avec la mise en valeur industrielle systématique de la planète et les nouvelles technologies, tout est désormais relevé, recensé, tracé, rempli scientifiquement, et deux fois plutôt qu'une. Le regard que l'on peut porter sur une région au vu d'une carte actuelle équivaut strictement à la vision qu'on en aurait d'un avion à la bonne altitude, simplement en un peu plus abstrait. Et encore : abandonnant les courbes de niveaux des cartes d'état-major, la carto-

graphie moderne entend, par un jeu soigné d'ombres et de lumières, donner véritablement la sensation de la hauteur ou de la profondeur, ainsi que celle de la raideur ou au contraire de la souplesse d'une pente.

Allant vers toujours plus de réalisme, cette cartographie multiplie aussi aujourd'hui les cartes en relief, à trois dimensions, comme la réalité donc, où le doigt peut éprouver la difficulté de l'ascension d'une montagne, traverser des cols et, après un long chemin, se reposer sur le fond plat des vallées. Ne manquent, pour que la réalité soit intégralement ressuscitée, qu'un peu de neige artificielle sur les sommets et de l'eau colorée dans les rivières et les lacs.

Il demeure pourtant – et heureusement – en dépit de ce réalisme maniaque, pas mal d'inconnues ou de bizarreries sur les cartes, par où peut encore s'insinuer et s'élever l'imagination : ainsi de ces embouchures extraordinaires compliquées et mouvantes, impossibles donc à décrire entièrement, de certains grands fleuves, tels le Nil ou le Gange. Ainsi de certaines zones marécageuses, comme le Niger entre Ségou et Tombouctou, où il semble impossible de déterminer, au vu d'une carte, où et en quelle saison on se trouve dans l'eau ou au contraire sur la terre ferme. La nature, heureusement, déjoue parfois la mise en carte...

La cartographie des déserts fourmille encore de telles

épigones, avec des pistes qui s'arrêtent puis reprennent, d'abord en pointillés puis en traits fermes, ponctuées de plus par d'étranges signes indiquant ici un réservoir d'eau, là une source d'eau saumâtre, ou encore des balises solaires. Dans ces indications rudimentaires (« eau bonne à 13 mètres », « eau potable salée », « eau magnésienne »), se fait encore sentir la magie des anciennes cartes. Oui, sans doute, tout tend à devenir partout pareil : mais il y a encore des routes qui se meuvent en ondes, des chemins qui ne mènent nulle part et des pistes qui disparaissent dans les sables.

Et puis il y a les noms qui, parce qu'on a perdu l'explication originelle, conservent leur aura de magie. Comment ne pas tout abandonner sur-le-champ, pour se rendre au « point Sublime », dans les gorges du Taro, qui donne sur le « pas de Souci »? C'est presque une carte philosophique de la Sagesse qui y est ici esquissée. Comment sont les nuits dans la très syncope Bolgatanga, au Ghana? A Nkongson, au Cameroun? A quel ressemblait le Gara-Kranfoussa, qui domine de ses 630 mètres l'oasis de Bordj-Omar-Driss, en Algérie, entre le plateau du Tineh et l'erg Issaouane? Comment résister à l'appel de Tapiaï, au large de Boca-Bora, dans les îles Somo-Lo-Vent de l'archipel de la Société? Ici, l'imagination conserve à jamais ses droits. La carte demeure, pour le plus grand plaisir des voyageurs en chambre, en soi un véritable territoire.

Patrice Botton

En visite dans l'Artois, le président du Sénat, des ministres ou des académiciens ont eu la surprise de se voir rendre les honneurs par un insolite groupe d'hommes en queue-de-pie, colletière bleu céleste, sur pap, bicorne noir et baguette ornée de plantes aromatiques. Ce sont les membres de la confrérie des Charitables de saint Eloi de Béthune, qui vient de fêter ses huit cents ans d'activité.

## Béthu

CETTE confrérie, si vivante de la région valaisienne, célèbre dans le Pays de Sion, n'est guère connue en France, de ce département. De Béthune même, il vient surtout à l'esprit non point ses étonnantes baguettes mais plutôt ses deux types de reaux : celui imaginé ou inventé par Alexandre Dumas, qui décapite Mirabeau, l'autre, celui, plus récent, qui donna la friction à des milliers d'adultes sous sa capote de sauteur supermarché.

Quelques-uns aussi se souviennent de Béthunois Haradan, philosophe scolastique bien connu, quoique précurseur de Gassendi et Descartes, lorsqu'un peu plus de cent ans après, dans le roman *Le Chevalier de la Rose*, il se fait décapiter par un autre Béthunois, le comte de Montmorency, pour avoir osé dire que les proches chers de son père, les comtes de Béthune, n'étaient que des hommes, et non des dieux. Ces petites baguettes de chocolat à la française, qui rappellent l'âne ou le poulain, ont aussi, au sein de la confrérie, servi à punir les proches chers de son père, les comtes de Béthune, n'étaient que des hommes, et non des dieux. Ces petites baguettes de chocolat à la française, qui rappellent l'âne ou le poulain, ont aussi, au sein de la confrérie, servi à punir les proches chers de son père, les comtes de Béthune, n'étaient que des hommes, et non des dieux.

Aujourd'hui, Béthune, ville de cette anecdote que, pendant des siècles, déterministes et partisans du libre-arbitre se jetaient à la figure, essayait d'échapper à la malédiction de l'après-charbon et de l'émigration : en une génération, la ville a perdu près de mille habitants, en ayant à peine subi environ vingt-sept mille. Son maire, M. Jacques Mellick, actuel ministre de la mer, a attiré à Béthune la section technique de l'université d'Artois et veut sa commune de chantiers sociaux ou urbanistiques : les travaux pour un garage souterrain, place Clemenceau, viennent de mettre au jour un grand pan intact des anciennes fortifications en grès de la cité, opposant une fois de plus les tenants de l'économisme et ceux du patrimoine.

C'est tout à la fois à ce patrimoine issu d'une histoire plus que millénaire et à la vie quotidienne de notre fin de siècle qu'appartiennent les Charitables. Conservée aux archives d'Arras, rédigée en roman mêlé de flamand, une lettre de Pierre de Noyant, datée de 1317, confirme que c'est en 1188 que fut établie la « confrérie de mesure saint Eloi ».

En ce temps-là, Philippe Auguste, après Hugues Capet et avant Philippe le Bel, Louis XI et Louis XII, venait de jouer les Saddam Hussein en s'emparant de la contrée (seule la paix des Pyrénées, en 1659, devait arrêter enfin, sans violence et pour toujours, l'Artois à la France). Une fois de plus, le charroi des armées avait fait le lit des épidémies et les maréchaux-ferrants, sur le pas-

## ESCALES

### Duo d'Asie

Deux voyages en un. C'est ce que propose VPS Voyages/Grands voyages extraordinaires (« Villa Justice », 10-16, rue de la Justice, 75020 Paris, tél. : 40-30-10-10), sans doute le seul voyageur à programmer un circuit de seize jours associant (et, en quelque sorte, opposant) la découverte de la Thaïlande et de Sri-Lanka. On commence par Bangkok (ses canaux, ses marchés flottants, ses temples), on poursuit par le nord du pays (Ayutthaya, Sukhotai, Chiang-Mai, Chiang-Rai et le Triangle d'or) avant de gagner Colombo d'un coup d'aile. C'est ensuite l'exploration de l'île avec, notamment, Sigiriya et la fresque des « demoiselles ». Kandy et la dent de Bouddha. Nuwara-Eliya (où rôdent des fantômes britanniques) et Bentota pour une journée de plage bien méritée. On ne change pas, en effet, dans ce voyage d'une très grande densité qui coûte, selon la ville de départ, entre 14 000 F et 16 000 F par personne, en chambre double et pension complète, avec départs groupés garantis à 15 personnes et départ individuel assuré pour deux personnes (chambre + petit déjeuner) avec guide et voiture privée. Un duo original proposé par un voyageur qui, en 1991, fait un effort particulier sur la Thaïlande (une brochure spéciale est consacrée à ce pays) et sur Sri-Lanka, destination qui aspire à retrouver une image d'avant-gout de paradis. L'association, dans un même circuit, avec la « locomotive » thaïlandaise, peut y contribuer.

### Palladio intégral

Palladio ou l'architecture en majesté. A Vicence et dans la campagne de Vénétie, tournée des villas conçues par le tailleur de pierre devenu architecte. Vicence est l'illustration parfaite de la « ville palladienne » : piazza dei Signori, tour Bissara, basilique, palais du Corso Andrea Palladio et, surtout, palais Olympique, dessiné par le maître et achevé par Vincenzo Scamozzi. On connaît la villa Rotonda par le Don Giovanni de

Mozart filmé par Joseph Losey. Du mont Berico, panorama sur Vicence, la plaine de Vénétie et les Alpes. Viennent alors les villas au sud de Vicence : la Rocca Pisani, inspirée par la Rotonda, la villa Poiana-Maggiore, la villa Badoer. Au nord de Vicence : la villa Caldogno, la villa Godi, la plus ancienne des résidences campagnardes construites par l'architecte, et la villa Barbaro, entièrement décorée à l'intérieur de fresques de Véronèse. Il faut ajouter à ces plaisirs esthétiques le confort d'un quatre-étoiles du centre-ville, à Vicence, et un dîner dans l'un des meilleurs restaurants de Padoue. Pierre Talmant, historien d'art et spécialiste des voyages en Italie, commente ce voyage qui aura lieu du 23 au 26 mai et du 26 au 29 septembre. Deux nuits à Vicence, transferts, pension complète sauf un repas et voyage en train T2 : 4900 F (en wagon-lit de première classe, 5 500 F). Réservations auprès de Koré (36, bd des Batignolles, 75017 Paris, tél. : 42-93-28-58).

### L'Irlande en tous sens

Un morceau de donjon dans un pré, une vieille chapelle sur la lande, un mouton au bord de l'eau, ces bribes de poésie, c'est l'Irlande. La brochure de l'Office du tourisme irlandais (33, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. : 47-42-03-36) et ses dépliants thématiques font l'inventaire des possibilités touristiques de ce pays : châteaux et jardins historiques, golf, randonnées à pied, à cheval, à bicyclette, au fil de l'eau, pêche en mer, au saumon notamment. Brochures, également, sur les différentes façons de se loger : cottages, appartements, châteaux ou fermes. Solutions toutes prêtes dans le catalogue Cara Voyages (47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-10-64). Images d'Irlande (7, boulevard Saint-Marcel, 75013 Paris, tél. : 47-07-12-65), pour sa part, organise un circuit « Nature et traditions irlandaises » du 7 au 16 juin, 6 950 F par personne en chambre double et en pension complète, autocar et bateau compris (variantes avion : ajouter 550 F).



Kandy à Sri-Lanka.

### Sables marocains

Pour retrouver l'atmosphère et le panache de la fin de la période française aux confins maroco-mauritaniens, lire le *Roman du Sahara* de Marcel Laugel. Puis prendre la route des sables. Les programmes sahariens d'Explorator comportent notamment une balade de huit jours dans le Sud marocain, avec deux départs, les 20 et 27 avril. Ensuite, il faudra attendre octobre. En Land Rover, découverte de l'architecture de terre. Mais encore traversée de l'Atlas par le Tiz-N-Tichka, villages de pierre, gorges du Todhra et du Tafilalet, dunes du Merzouga, oasis de verdure, rencontre avec les nomades d'Oum Jerane. Alternative : une promenade à pied de huit jours dans

l'Anti-Atlas. Au départ de Taliouine, avec départs les 7, 21, 28 avril, 5 et 12 mai. A l'altitude moyenne de 1 800 mètres, avec une pointe à 3 300 mètres. Le printemps y est la plus belle saison. Cette randonnée accompagnée d'un guide de la région, avec des muletiers transportant le matériel de bivouac, progresse par douars et casbahs vers les alpages d'un ancien massif volcanique dominé, à 3 304 mètres, par le Djebel Siroua. Vue panoramique sur la chaîne du Haut-Atlas garantie. Lors de la traversée des petits villages, invitations à prendre le thé dans des familles. Les repas, excellents, sont préparés à base de produits frais par les locaux. Etapes quotidiennes de cinq à six heures. Sud marocain, 7 500 F; trekking, 4 900 F. Tout compris. Auprès d'Explorator (16, place de la Madeleine,

75008 Paris, tél. : 42-66-66-24). Le *Roman du Sahara* est paru en janvier chez Belfond (232 p., 115 F).

### Pirogues au Sénégal

Les îles du Saloum et les îles Bétanti comptent parmi les plus beaux sites du Sénégal. Le ciel y est presque toujours bleu, la chaleur tropicale tempérée par les alizés. Aucune route n'y pénètre. Seules les voies d'eau, par un dédale de bolons et de marigots, y conduisent. Pour s'y déplacer plus confortablement, Quizzor (19, rue d'Athènes, 75009 Paris, tél. : 45-26-16-59) a adapté de grandes pirogues sénégalaises, mode de navigation le plus approprié dans les eaux poissonneuses du Saloum. A bord, un marin-pêcheur sénégalais qui connaît bien les bolons donne conseils et assistance pour la pêche, la cuisine, les achats. Après un vol Paris-Dakar et un transfert en car à Ndangane, à 150 kilomètres, embarquement sur la pirogue aménagée en maison flottante pour huit personnes au maximum. Viennent alors six journées de navigation occupées par la pêche, la baignade sur des plages de sable, la découverte des îles et des villages de pêcheurs. Mentionnons succinctement l'île aux oiseaux, lieu privilégié pour la reproduction des hérons à dos vert, des aigrettes à gorge blanche, des sternes royales et caspiennes et des mouettes à tête grise, qui est aussi une frayère pour les crabes et les tortues de mer, ainsi que l'île de coquillages de Dioron-Bourak. Les cent vingt numulus qui la couvrent sont des tombes collectives. Les fouilles ont livré des fers de lance, des parures de cuivre et des poteries parfaitement circulaires malgré l'absence de tour. Une semaine, 7 325 F par personne sur la base de quatre participants (5 ou 6 : 6 550 F; 7 ou 8 : 6 075 F) comprenant les vols, transferts, une nuit à Dakar et la mise à disposition du bateau équipé d'une réserve d'eau et de carburant. Précision de l'organisateur : les pirogues sont reliées par radio à la base, elle-même équipée d'une vedette.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard

## TÉLEX

L'Inde des jains. C'est le titre d'un livre et d'une exposition photos de Patrick de Wilde. Le livre est publié aux éditions Atlas, l'exposition a lieu à l'Espace Kronenbourg Avenue du 1<sup>er</sup> au 13 avril prochain, de 10 h à 18 h, dimanche excepté. Le jainisme, une discipline contemporaine du bouddhisme, rassemble trois millions d'adeptes. Drapés de blanc, une sècle à la main, ils vont pieds nus de temple en temple. Leur philosophie est le respect absolu de la vie. Leur idéal, la beauté. Leur quête, la pureté. Leur arme, la non-violence.

Cent soixante-dix pays au banc d'essai, dans le hors série « Spécial Vacances » de l'*Événement du Jeudi* (en kiosque, 40 F), qui, outre son inventaire planétaire, publie un sondage sur les types de vacanciers, des voyages insolites en France, des idées vacances de 600 F à 160 000 F et un supplément présentant trois cents stages sportifs.

Trois nouveaux guides Offizans : le *Bhoutan*, de François Pommaret, *Katmandou et sa vallée*, de John Sanday, et la *Nouvelle-Zélande*, d'Elizabeth Booz. Derniers titres parus : *Australie*, *San Francisco* et *Canada*. Prix : 120 F.

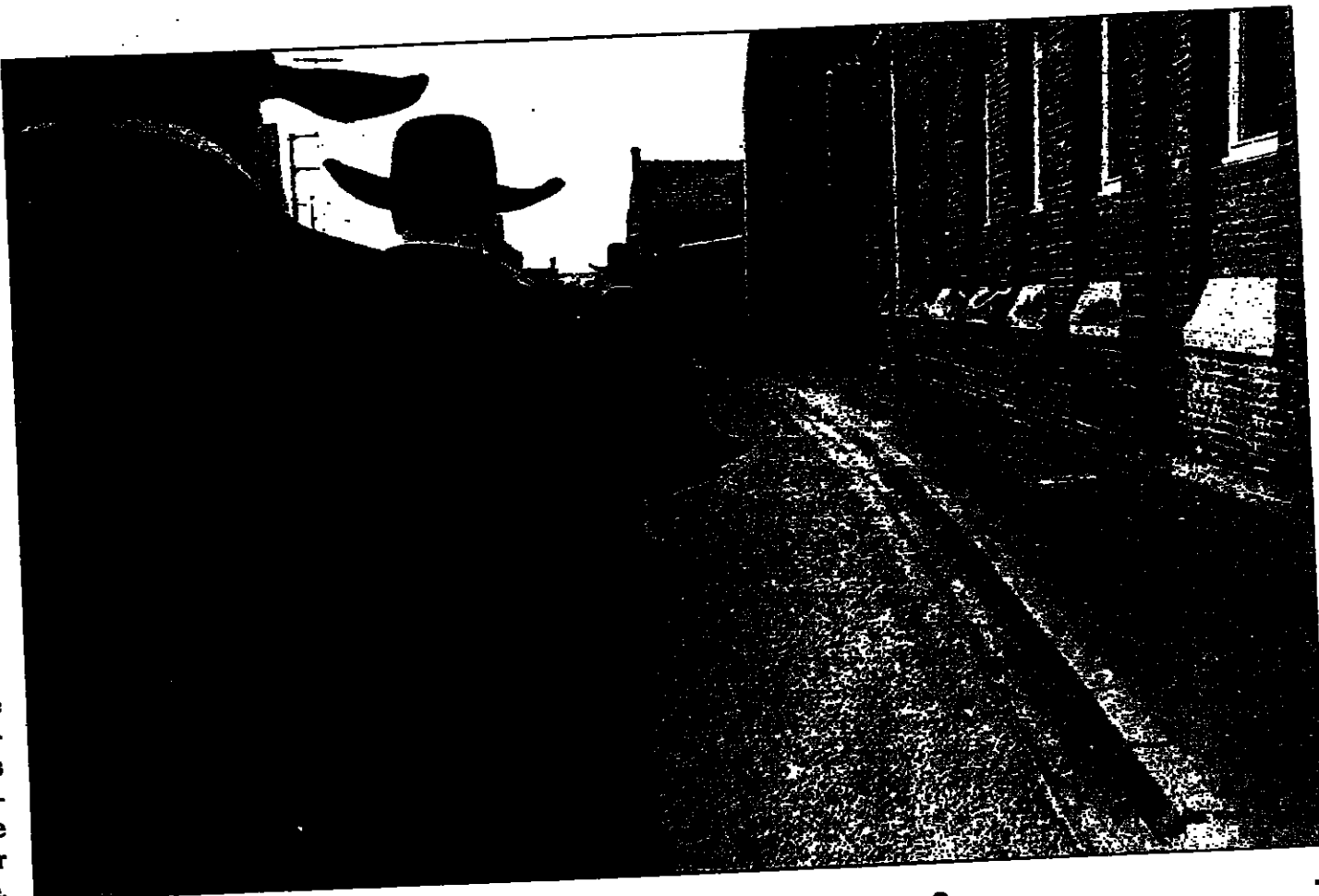
L'Egypte à petit prix avec, les 1<sup>er</sup> et 8 mai, deux longs week-ends de cinq jours au Caire (3 620 F en chambre double et pension complète en hôtel 5 étoiles) proposés par Voice (tél. : 46-28-33-15) qui programme également, de juin à août, un circuit de seize jours – dont huit jours de croisière (Louxor-Assouan) – pour 6 950 F.

Access Voyages fait profiter la province de ses vols réguliers à prix réduits vers les Etats-Unis. En avril, au départ de Lyon, New-York, Miami et Los Angeles coûtent respectivement 3 080 F A/R, 4 290 F A/R et 4 730 F A/R. Tarifs spéciaux pour Bordeaux, Marseille, Mulhouse, Nice, Strasbourg et Toulouse. Au départ de Paris, New-York, Miami et Los Angeles sont respectivement accessibles à partir de 2 200 F, 3 080 F et 3 740 F par personne.

سكز لوان لايل



En visite dans l'Artois, le président du Sénat, des ministres ou des académiciens ont eu la surprise de se voir rendre les honneurs par un insolite groupe d'hommes en queue-de-pie, collerette bleu céleste, nœud pap, bicorne noir et baguette ornée de plantes aromatiques. Ce sont les membres de la confrérie des Charitables de saint Eloi de Béthune, qui vient de fêter ses huit cents ans d'activité.



« On compte en 1991, à Béthune, une cinquantaine de Charitables, dont quarante en activité. La moyenne d'âge, comme celle de la nation, tend à s'alourdir. Le plus jeune Charitable béthunois a vingt-sept ans. Tous les âges, toutes les strates sociales et opinions politiques se retrouvent au sein de la confrérie. »

## Béthune, le trépas des joyeux drilles

CETTE survivance bien vivante de la France médiévale, célèbre dans le Pas-de-Calais, n'est guère connue en dehors de ce département. De Béthune même, il vient surtout à l'esprit non point ses citoyens bienfaisants mais plutôt ses deux bourreaux : celui imaginé ou réinventé par Alexandre Dumas et qui décapite Milady, faisant frissonner des générations d'adolescents ; celui, plus récent, qui donna le frisson à des foules d'adultes sous sa cagoule de catholique supermarchant.

Quelques-uns aussi se souviennent du Béthunois Buridan - philosophe scolastique bien oublié, quoique précurseur de Galilée et Descartes - lorsqu'on leur offre du « petit de l'âne de Buridan ». Ces petites bûches de pur chocolat à la française (c'est-à-dire moins assainies de sucre que les proches chocolats belges) sont censées rappeler l'âne du philosophe qui, ayant aussi faim que soif et se trouvant à portée d'eau et d'avoine, mourut d'inanition avant d'avoir choisi par où commencer son repas.

Aujourd'hui, Béthune, loin de cette anecdote que, pendant des siècles, déterministes et partisans du libre-arbitre se jetaient à la figure, essaie d'échapper à la malédiction de l'après-charbon et de l'émigration : en une génération, la ville a perdu près de trois mille habitants, en ayant à présent environ vingt-sept mille. Son maire, M. Jacques Mellick, actuel ministre de la mer, a attiré à Béthune la section technique de l'université d'Artois et couvre sa commune de chantiers sociaux ou urbanistiques : les travaux pour un garage souterrain, place Clemenceau, viennent de mettre au jour un grand pan intact des anciennes fortifications en grès de la cité, opposant une fois de plus les tenants de l'économisme et ceux du patrimoine.

C'est tout à la fois à ce patrimoine issu d'une histoire plus que millénaire et à la vie quotidienne de notre fin de siècle qu'appartiennent les Charitables. Conservée aux archives d'Arras, rédigée en roman médiéval de flamand, une lettre de Pierre de Nogent, prieur de Saint-Pry de Béthune, datée de 1317, confirme que c'est en 1188 que fut établie la « Karité de messire saint Eloi ».

En ce temps-là, Philippe Auguste - après Hugues Capet et avant Philippe le Bel, Louis XI et Louis XIII - venait de jouer le Saddam Hussein en s'emparant de la contrée (seule la paix des Pyrénées, en 1659, devait arrêter enfin, l'Artois à la France). Une fois de plus, le charroi des armées avait fait le lit des épidémies et les maréchaux-ferrants, sur le pas-

sage des officiers montés, s'en étaient mis plein les poches. Cette corporation éprouvée - elle le besoin de compenser les deniers acquis si facilement grâce aux misères de la guerre ? Deux forgerons, Gauthier, du faubourg béthunois de Saint-Pry, et Germon, du village proche de Beuvry, virent en rêve feu le saint évêque Eloi, à ses heures orfèvre et trésorier de Dagobert I<sup>er</sup>, qui les menaça de sa crocse s'ils ne se remuaient pas pour assainir le pays. Un pays où les cadavres de pestiférés ou d'animaux n'étaient même plus enterrés.

Les deux hommes se rencontrèrent le lendemain à la source de Quinty - qui, sous peupliers et saules pleureurs, marque toujours la limite entre les communes de Béthune et de Beuvry - et se mirent d'accord pour lancer ce qu'on appellerait maintenant une campagne d'hygiène. Ils furent suivis, car, au douzième siècle, mutatis mutandis, un maréchal-ferrant, c'était un peu comme de nos jours un présentateur de la télévision. Ça en imposait. Avec leurs « adhérents », ils eurent recours à la loi de 1901 (sous le régime de laquelle agissent aujourd'hui leurs lointains successeurs) de l'époque, c'est-à-dire qu'ils demandèrent à un moine, le prieur Rogon, de Saint-Pry, de leur rédiger une charte.

Ce texte, repris par Pierre de Nogent, n'a pas cessé d'être en vigueur, permettant aux Charitables de revendiquer le titre de « association caritative la plus vieille de France (1), sinon d'Europe, n'ayant en tout cas jamais cessé son action, sauf sous la contrainte, entre 1797 et 1802 ». L'obligation première de la confrérie, depuis 1188, est de « porter les morts en terre ». Tous les membres de Béthune, sans distinction d'origine, de croyance ou de classe, et tous avec le même cérémonial, du vagabond anonyme de l'hospice au notable pourvu d'une chapelle particulière.

Dès l'origine, et durant les siècles ultérieurs, les confrères Charitables, il en fut ainsi, tel que le proclame une de leurs chansons aux accents très brassens :

Tot, l'inconnu qui  
Toi, mon ami, toi, mon frère,  
Toi qui croyais au Ciel,  
Et toi qui n'y croyais pas,  
Nous l'accompagnons jusqu'à  
la dernière demeure  
Et la terre s'ouvre.  
Honnêtes gens ou condamnés à la peine capitale, victimes ou assassins, défunts contagieux ou morts de leur belle mort, soldats ou mercenaires, grenouilles de bénitier, libres-penseurs provocants ou chrétiens tièdes, femmes volages ou dames patronnesses, juifs, musulmans, ou Témoins de

Jéhovah, finissent, à Béthune, entre les mêmes gants blancs et le même chapeau à la française des « confrères » de saint Eloi. Aussi loin qu'on remonte, cette étonnante égalité, laïque avant la lettre, n'a apparemment pas été contestée. Les Charitables ont d'ailleurs eu un prévôt israélite (d'origine polonaise) bien avant 1850, en pleine reprise en main de la France par les prêtres, l'évêque d'Arras demanda que le grand maître des Charitables - le « prévôt » - soit à l'avenir chapeauté par son curé. Le refus fut aussi net qu'a toujours été l'acceptation du dergé, s'il est mandé par la famille du défunt, dans le convoi funéraire. De n'importe quel clergé depuis que le catholicisme n'est plus la seule religion présente à Béthune.

En revanche, la République, en dépit du caractère non aristocratique et non corporatiste de la confrérie - depuis 1573 les fonctions de prévôt ne furent plus réservées à un maréchal-ferrant, - faillit lui porter un coup fatal lorsque, en 1904, sous l'influence du petit père Combes, apôtre de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, elle donna aux municipalités le monopole des pompes funèbres. Il fallut une pétition à Béthune pour que ce monopole continue, dans la cité, par exception à la loi générale, à appartenir aux seuls Charitables.

Le représentant de la III<sup>e</sup> République débutante - après Charles Quint, Louis XIV et Marie-Thérèse d'Espagne, Louis XV, Napoléon I<sup>er</sup> et Charles X (ce qui fut le dernier prince français à être comte d'Artois) et avant l'armée britannique de 1914-1918, Pétain venant de Verdun, Poincaré, le Kommandantur des années 40, de Gaulle arrivant d'Alger et le président Pôher en balade - dut reconnaître la confrérie de Béthune.

En 1648, avant même que l'Artois soit intégré définitivement au royaume de France, le comte de Béthune avait demandé des fonderies à Louis XIV pour distribuer du pain aux indigents, très nombreux à la suite de la guerre franco-espagnole. Le nouveau possesseur de la province acquiesça aussitôt, facilitant ainsi l'intégration de la contrée dans ses Etats.

Les « messieurs confrères » n'avaient pas attendu que leur ville appartint au Roi-Soleil pour s'occuper aussi des vivants, en créant des hôpitaux ou en distribuant des vivres. La Sécurité sociale et l'élevation du niveau de vie ont rendu ce rôle presque caduc - à l'exception de colis de Noël ou d'aides ponctuelles pour les moins favorisés - mais la tradition s'est maintenue, chaque année en juin autour de la Saint-Jean, d'une distribution dans Béthune, par les Charitables, de quelque douze mille petits pains frappés du marteau des forgerons, emblème de leur protecteur, saint Eloi.

Afin de conférer quelque solennité à cette répartition, les confrères distribuent avant les pains, depuis le seizième siècle, des méreaux, menues monnaies de plomb remplacées, après la Grande Guerre, par des bons en carton, sauf exception comme en 1988, où ces pièces d'un autre âge marquées de la devise des Charitables, « Exactitude, Union, Charité », ont été de nouveau émises. C'est en rapportant les méreaux à la confrérie, qu'ils soient en plomb ou en papier, que les pains sont offerts.

La remise du méreau par les « confrères » est l'aboutissement suivi, du moins de la part des récipiendaires en ayant les moyens, d'un don en argent. C'est en principe la seule ressource des Charitables, à l'exception des offrandes de particuliers après des obsèques et d'une subvention municipale de quelques milliers de francs. La cagnotte de la confrérie est également alimentée par les versements volontaires de ses membres et aussi, sur un compte séparé, par des amendes, ironiquement appelées bouquets, qu'ils s'infligent entre eux pour manquements au règlement, par exemple si l'un d'entre eux a bavardé ou ri durant une inhumation, est arrivé en retard, etc.

Nos porteurs de bicorne passent néanmoins pour de joyeux drilles, et leurs banquets sont fameux, tel celui, rituel, marquant chaque fin septembre, la commémoration du « sommet » Gauthier-Germon. La confrérie de Béthune, en procession et tous étendards déployés, sans oublier le buste coloné de saint Eloi, rencontre au « poste-frontière » de Quinty, la confrérie de Beuvry - il existe en effet dans l'Artois une cinquantaine de confréries villageoises semblables à celle dont nous nous occupons ici, mais Béthune est l'unique cité de quelque importance à avoir conservé la sienne.

Cet anniversaire, au cours duquel la confrérie entend également une messe, est baptisé Fête à naviaux, c'est-à-dire « à navets », légume populaire, indigène et franchouillard s'il en est, l'une des bases de l'alimentation au Moyen Âge. La lecture des

menus de ces festivités montre que par la suite, notamment à la Belle Epoque, les raves furent souvent remplacées par de la tête de veau nature ou du saumon de la Loire à la russe... Avec la mode des régimes minceur, « les navets doux légèrement passés au beurre » se sont trouvés derechef bienvenus sur la table des confrères.

Et les concours ? Ce sont les épouses des Charitables. En dépit de la charte originelle, qui parle des « chachuns et chachunes » de la confrérie - le Moyen Âge fut sur bien des points féministe, - les conjointes ne font pas formellement partie de la confrérie : encore qu'elles doivent donner leur accord par écrit sur le « grand livre » pour que leur mari soit adoubé, qu'elles gèrent les hôpitaux jadis possédés par les confrères et qu'elles participent de plein droit avec eux, chaque mois de mars, aux aspeas dites « jambon du chéri », financées par les pénalités ou des dons internes à l'association. Ce repas « charcutier » a lieu au milieu des chansons.

Le « chéri » est l'un des derniers membres admis ; il porte la chandelle de saint Eloi lors des défilés et cérémonies et il est également chargé de surveiller l'application du règlement intérieur par ses collègues et de récolter les amendes.

Le prévôt, grand maître de la confrérie, est désigné tous les deux ans par son prédécesseur, ce choix étant avalisé par le grand conseil. C'est à présent M. Rémi Carré, chapelier de son état. Avant lui, on relève le nom d'un ancien mineur de fond ou du bâtonnier André Delhay. On peut exercer plusieurs fois la prévôté, mais pas coup sur coup.

Les « mayeurs » sont les plus anciens confrères, ceux parmi les-

quels le prévôt choisit son successeur. Quant au vénérable doyen nommé à vie, il est le plus ancien prévôt et il fait figure de gardien des traditions. A l'autre bout de la hiérarchie, le massier, doté d'une masse de cuivre, apporte leurs convocations aux Charitables et s'occupe de leur local, où il vit avec sa famille. Il est le seul salarié actuel - à mi-temps - de la confrérie.

On compte en 1991, à Béthune, une cinquantaine de Charitables, dont quarante en activité. Idem à Beuvry qui n'a que dix mille habitants. La moyenne d'âge, comme celle de la nation, tend à s'alourdir. Le plus jeune Charitable béthunois a vingt-sept ans. Tous les âges, toutes les strates sociales et opinions politiques se retrouvent au sein de la confrérie.

A l'ombre de son beffroi de grès gris - bien moins vieux que les Charitables puisque l'édifice actuel ne date « que » de 1388 - qui fut le seul bâtiment de quelque importance à résister au tapis de bombes allemand de la première guerre mondiale, Béthune, la victime de cent conflits, la travailleuse sans relâche, la septentrionale, n'aime que plus la vie. Comme les confrères après une station au cimetière. Cela éclate, particulièrement ces jours-ci avec la Fête à jeunes gens où, entre autos tamponneuses et barbes à papa, Béthune dit, ainsi qu'à chaque printemps depuis belle lurette, « le plus beau couple de l'année ». Pendant ce temps, les Charitables dégustent le jambon du chéri.

De notre envoyé spécial  
Jean-Pierre Péroncel-Flugoz

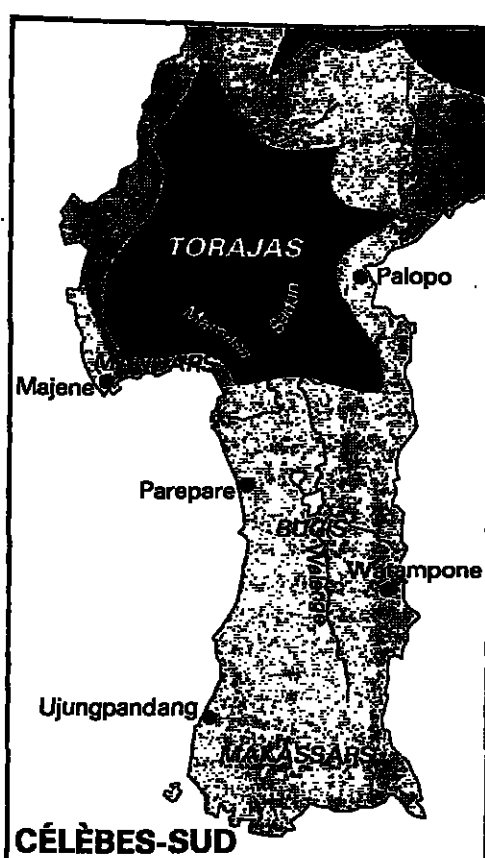
(1) Cette aïeuse serait toutefois contestée par certaines confréries de « charitons » normands qui déclineraient des preuves les faisant remonter presque jusqu'à l'an mil.

## Guide

La confrérie des Charitables, 62400 Béthune, édite de temps en temps des publications sur son histoire et ses activités. L'ouvrage général de Martine Segalen, *Les Confréries de la France contemporaine* (Flammarion, 1975), reste valable. *L'Histoire de Béthune et Beuvry*, ouvrage collectif sous la direction d'Alain Derville, médiéviste de l'université de Lille, est diffusé par les éditions des Beffrois, 23, rue Vauban, 59140 Dunkerque (335 pages illustrées).

Béthune est à deux heures de train de Paris. L'Hôtel du Vieux-Befroi, face à ce monument, est

sans doute le gîte le plus agréable de la ville. Le coq à la bière, inventé ici il y a cinquante ans, se goûte de préférence, selon un connaisseur comme notre confrère André Pelletier, de la Voie du Nord, au restaurant du Départ, près de la gare. Les picotins de Buridan sont sans pareil chez le chocolatier Jacques (342, boulevard Poincaré ou 84, rue d'Arras). La chuche-mourte (apéritif à base de genièvre et de cassia), très prisé il y a un siècle dans l'actuelle région Nord-Pas-de-Calais, est de nouveau fabriquée dans cette partie de la France.



« La photographie est l'unité de compte du touriste, la monnaie qui permet d'équilibrer sa dépense. Mieux : d'annuler sa dette ou d'exhiber ses bénéfices. »

## Entrée libre chez les Torajas

Suite de la page 15

« En effet, ils aident à transformer l'espace rituel, même pour un instant, en ce qu'il est idéal : le centre de l'univers social, attirant de loin de presti-

gieux visiteurs. » Etre spectateur, c'est participer : « Avant que les touristes arrivent, ils avaient déjà leur place dans la coutume, confirme Tanete Pong Masak. Le tourisme nous a apporté la



fierté, un sentiment d'importance culturelle. Ce regard extérieur nous a rendu plus intéressants à nous-mêmes et a renforcé les sentiments collectifs. Maintenant, nous faisons partie des grands mythes touristiques internationaux. C'est très positif. » Il y a là les termes d'un étrange marché, une complémentarité d'origine sans calcul, qu'un trop fréquent usage pourrait faire basculer, et dont la dérive est en la photographie (la vidéographie ?) des rites torajas, et particulièrement des nombreux épisodes d'une fête des morts.

Car la photographie est l'unité de compte du touriste, la monnaie qui permet d'équilibrer sa dépense. Mieux : d'annuler sa dette ou d'exhiber ses bénéfices. Les villageois torajas offrent ainsi un artifice, même si la tentation de présenter son meilleur profil s'est fait jour, l'occasion éphémère du touriste d'être pleinement lui-même, sans dévaluation ni voyeurisme. L'honnête homme de passage y trouvera, au choix, l'occasion d'un retour au village des pères (abandonné il n'y a pas si longtemps) et une réflexion sur soi, ou une preuve de l'irréductible différence des sociétés et la nécessité de se pencher sur l'autre.

Cette dernière image est celle que les Torajas préfèrent voir retenue. Bien sûr, le calcul n'en est pas totalement absent, même si cela profite essentiellement à trois familles locales, une quinzaine de collatéraux et quelques lignes éphémères en harmonie pour une fois avec un pouvoir soucieux de diversification (le tourisme est la troisième industrie de l'archipel), qui propose maladroitement le pays toraja comme une alternative à Bali lorsque la présence australienne y est jugée trop pesante. Déjà, il y a une vingtaine d'années, Djakarta avait tenté d'enrôler la religion traditionnelle toraja, l'aluk to dolo, dans les rangs de l'hindouisme pour mieux l'inscrire dans une perspective balinaise.

Non, si le tourisme est l'occasion pour les Torajas d'exalter leur altérité c'est d'abord avec (certains diraient contre) les autres peuples d'Indonésie, et d'abord ceux qui leur sont les plus proches, leurs voisins et rivaux de Célèbes-Sud : Bugis (3 400 000), Makassar (1 500 000) et Mandars (400 000), tous très majoritairement musulmans. Ainsi les Torajas se font les premiers propagateurs de thèses, aujourd'hui mises en doute par les ethnologues, sur leur lointaine origine continentale, qu'accréditerait la forme des toits de leurs demeures semblables à des vaisseaux, et le fait qu'elles soient tournées vers le nord. Ce sont aussi certains d'entre eux qui traduisent le Tana To Ri Aja (Tana Toraja) par « pays du peuple du nord », alors que le nord est « en haut », alors que s'ils ont été nommés ainsi par les Bugis, c'est en tant que « peuple d'en haut » certes, mais en haut des montagnes.

Le professeur Hamzah Daeng Mangemba, qui enseigne l'ethnologie régionale à l'université Hasanuddin, peut détailler le substrat commun aux peuples de Célèbes-Sud et notamment

celui, essentiel, des langues, estimer que la forme des maisons torajas provient tout simplement de la culture maritime qui fut la leur (tout comme les Bugis ou les Makassar), autant qu'un trait de leur relation privilégiée avec la nature, rappeler les liens étroits qu'entretenaient les hautes noblesses respectives, et attribuer l'origine de rapports conflictuels au seul colonisateur soucieux de régner. Il n'empêche, le sujet reste, comme le qualifie un observateur averti de la vie de la province, « sensible ».

Et la guerre du Golfe a avivé cette sensibilité, les musulmans (surtout les plus jeunes et les plus modestes) se rangeant volontiers dans le camp saddamien, et les Torajas dans celui de ses adversaires, comme en témoignent silencieusement, peu avant le passage chez « ceux d'en haut » à Lakawati, petit bourg où les mosquées (2) dominent de loin les premiers tombeaux torajas, les graffiti des toilettes publiques où les « Saddam, Saddam ! » affrontent un curieux « Israël vaincra ! ».

Dans le temps même où la volonté identitaire s'enorgueillit et se nourrit de la fête des morts – les croyances ancestrales furent un rempart à l'islamisation – elle cherche par quel biais échapper à l'engrenage de la dette. « Songez que si je veux me marier, je dois auparavant m'assurer que la jeune fille n'a pas de parents ou de grands-parents encore non enterrés, car je devrais prendre à mon compte la charge de la fête, le poids de la dette, dit Andy Wiryanan, fils d'une famille noble. Sans compter qu'elle doit appartenir à ma caste. Je peux chercher ailleurs, tenter d'épouser une fille minahasan, chrétienne, à Célèbes-Nord, mais en fait, je n'ai aucune vraie possibilité de m'enquérir, car la communauté ne me le pardonnerait pas. Je préfère rester célibataire. »

« Comment sortir de l'isolement, s'interroge Tanete Pong Masak, lorsqu'on s'est barricadé dans un cercle de montagnes ? Ceux de la côte sont forcément plus ouverts au monde extérieur. Nous sommes partagés entre le sentiment de devoir aller chercher quelque chose ailleurs, et une intime injonction qui nous interdit de rester à l'étranger, et nous contraint à revenir. L'appel du pays se ressent très profond. Au premier décès, si la famille peut payer le billet d'avion, on accourt sans hésitation. Ne pas répondre serait rester pour toujours étranger. C'est comme un néant intérieur. »

Ainsi, fonctionnaires, militaires, chercheurs ou... marins (60 % des élèves de l'école de la marine d'Ujungpandang sont torajas), qui gagnent l'étranger, les autres, ou la plaine, estimeront ne pouvoir se détacher le poids global de la dette et de ce qui l'accompagne lorsqu'on ne peut faire face : dégradation, folie, suicides. Le goût de la violence manifeste dans les combats de canifs (pourtant interdits) ou la pratique du sisemba, art martial qui a autorisé théoriquement que l'usage des pieds, peut

se tourner en son contraire : « Les Bugis jouent facilement du couteau pour attaquer, les Torajas, eux, le retourneraient plutôt contre eux-mêmes, commente notre observateur. Au lieu de s'en prendre à l'ennemi, ils s'autodétruisent. C'est cela les rebelles torajas, c'est se questionner soi-même, se faire violence. » En sortant, s'en sortir, c'est devenir riche, tenter de contourner l'ancienne hiérarchie, s'élever en une nouvelle noblesse, tout en demeurant au plus près de la coutume. Fortune faite, le patron des douanes de Djakarta est revenu dans son village natal, près de Makale, la capitale du pays toraja, faire bâtir un « palais » à faire pâlir la caste dominante, et surtout faire creuser ces vastes et coûteuses catacombes pour tous les défunts à venir de la famille que les aristocrates locaux n'ont plus les moyens de s'offrir, contraints d'aménager la tradition en faisant ériger de hideux mausolées.

« Tout cela, conclut Tanete Pong Masak, crée un nouvel enfermement et empêche de relativiser sa propre culture. De l'extérieur, nous sommes modernes, nous sommes allés à l'école, mais à l'intérieur, la question du passé reste terriblement présente, pesante. Il faut sans cesse revenir à soi, dans un mouvement cyclique. Nous appelons notre pays Tondok lepongan bulan padang matarik allo (un pays aussi rond que la lune et le soleil) : tout est parfait, rond, on ne peut ni y entrer, ni en sortir. L'idée de mouvement n'a pas cours, il faut se conformer à la règle. Comment s'étonner alors que l'individu au sens moderne soit si difficile à trouver chez nous ? »

Dans ces conditions, l'ouverture, sur la route de Rantepao, du premier karaoke, cette redoutable invention japonaise qui permet aux jeunes gens et jeunes filles de chanter en play-back avec l'image de leur chanteur favori, n'a été si violemment contestée par les intégristes torajas que parce qu'elle paraissait ouvrir, au cœur même du pays, une brèche dans le lien social, un déni à la tradition, une porte, même minuscule, à ces individus qui souhaiteraient ne plus se considérer, comme l'indique un ancien chant toraja, « comme les ombres de ce monde, comme les fantômes de la région, comme le vent soufflant au long de la maison ».

De notre envoyé spécial  
Jean-Louis Pottier  
(2) Environ 5 % des Torajas sont musulmans (la religion est indiquée sur la carte d'identité indonésienne).

## Guide

Le pays toraja est à environ huit heures de route d'Ujungpandang, la capitale de Célèbes-Sud, l'une des vingt-sept provinces indonésiennes. Le petit avion qui relie Ujungpandang à Makale présente la particularité (autre de fréquentes survolations) d'offrir vingt et un sièges à l'aller, mais seulement quatorze au retour. Plusieurs vols quotidiens relient Djakarta et Denpasar à Ujungpandang, plaque tournante vers les autres provinces de Célèbes et vers l'Indonésie orientale (Molouques et Irian Jaya).

Les Français sont de loin les premiers visiteurs de Célèbes-Sud : plus de vingt mille s'y seraient rendus l'an passé, essentiellement en voyages organisés (il est parfois difficile aux « individuels » de trouver des chambres d'hôtel en saison). Plusieurs voyageurs proposent des circuits en pays toraja. Jet Tours (tél. : 40-28-36-48) y ajoute une journée maritime, avec la visite de la vivante Ujungpandang, l'ancienne Macassar.

La revue Archipel avait consacré en 1976 son n° 10 (épuisé) à Célèbes-Sud. On peut toutefois la consulter à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, 54, boulevard Raspail, Paris-6°. Rambouillet : la fumée descend, le culte des morts chez les Torajas du sud, de Jeannine Koubi, demeure l'étude la plus complète sur le sujet (CNRS, 576 p., 158 F). Il existe un guide particulièrement remarquable, malheureusement non encore traduit de l'anglais, Sulawesi, Island Crossroads of Indonesia, écrit par des universitaires aussi avertis de l'histoire locale, des horaires d'autocars que de la qualité des restaurants. On le trouve notamment au prix de 199 F à la librairie l'Astrolabe, 46, rue de Provence, Paris-9° (Pasports Books, 248 p.).

Le photographe néerlandais-indonésien Henri Langeveld a publié un touchant récit de voyage : Sulawesi, rencontres fortuites et provoquées, aux Editions Oizane à Genève (distribué par Vilo en France, 120 p., 199 F environ).

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Ardèche

07520 LA LOUVESC  
HÔTEL-RESTAURANT  
LE MONAÏQUE\*\*  
Séjour tonique et chaleureux, pension de 230 F à 330 F. Rés. : 75-87-80-44.

#### Côte d'Azur

06400 CANNES  
HÔTEL LIGURE\*\*\*  
3, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES  
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275  
FAX 93-39-19-48.  
A deux pas du Palais des Congrès.  
Climatisé, insonorisé, chambres  
TV couleur. Tél. direct, minibar.

#### NICE

HÔTEL LA MALMAISON  
Best Western\*\*\*  
Hôtel de charme près mer,  
calme, grand confort.  
31 CHAMBRES ET CLIMATISÉES  
TV COULEUR PAR SATELLITE  
Restaurant de qualité.  
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE  
Tél. : 93-47-42-56 - Tél. 470418.  
Téléphone 93-16-17-99.

#### HÔTEL VICTORIA\*\*\*

33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-86-39-60.  
Plein centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin,  
chambres TV couleur, câble.  
Téléphone direct, minibar.

#### Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
HTES-ALPES - STATION VILLAGE  
à 5 km de St-Véran  
HÔTEL LE CHAMOIS\*\*  
Toutes possibilités de ski  
Demi-pension, Pension  
Tél. : 92-43-83-71.

#### 05340 PELVOUX

Pension complète + clubs enfants +  
montagne + soirées + rafting + vtt +  
piscine + tennis : 1498 F semaine  
réduction enfants de 25 % à 50 %.  
AUBERGE LA BLANCHE  
N° VERT APPEL  
GRATUIT 05-43-29-21.

### CEUX DE PAQUES ET PERCE-NEIGE AU CAST-EL-BLANC

Dans le Jura à 3 h de Paris,  
vous trouverez un hôtel-chalet chalet-  
reux où tout est sur place pour satis-  
faire, les amoureux du plein air et  
détendre les plus fatigués : une nature  
intacte avec des circuits pédestres  
incompréhensibles, tir à l'arc, poney, un  
guide de randonnée, sauna ; une cuisine  
adaptée avec petits déjeuners calen-  
driers. Pour une vraie détente dans un  
« grand chez soi ».  
Doc. sur dem. à LE CASTEL BLANC  
25240 CHATEL-BLANC  
Tél. : 81-69-24-56.

#### Paris

##### SORBONNE

HÔTEL DIANA\*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.c.  
TV couleur.  
Tél. direct.  
De 280 F à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

#### Provence

##### AIX-EN-PROVENCE

HÔTEL RÉSIDENCE  
Location d'appartements meublés  
pour séjours de courte  
ou longue durée.  
Prestations de qualité.  
L'HÔTEL PARTICULIER  
Tél. : 42-36-29-92.

#### TOURISME

##### Home d'enfants

Vacances d'été  
HAUT DOUBS (900 m alt.) 3 h de  
Paris par TGV, agrément Jeunesse et  
Sports. Yves et Liliane accueillent  
vos enfants dans une ancienne  
ferme XVII<sup>e</sup>, confort, rénov., au  
milieu des forêts et pâturages. Accueil  
limité à 14 enfants, cuis. soignée et  
équilibrée chère 2 ou 3 avec sob. W.C.  
Activités avec moniteurs : poney,  
tennis, jeux, ping-pong, V.T.T., initiation  
échecs, peinture sur bois, herbarier,  
fabrication du pain,  
découverte environnement.  
Tarif tout compris : 1 880 F/semaine  
par enfant + option V.T.T.  
Tél. : (06) 81-38-12-51.  
Le Côté d'Agréau - La Longeville  
25630 MONTBENOIT.

## IMMOBILIER DE TOURISME

Chaque deuxième semaine du mois  
le VENDREDI, daté SAMEDI,  
dans le supplément MONDE SANS VISA  
en couplage avec LE MONDE RADIO-TV

Noir, bichromie. Possibilité quadrichromie.

Renseignements insertions : 45-55-91-82, p. 4324.



هكذا من الإصل

SANS VISA  
PARCOURS

# Liège-Simenon-Liège

L'homme y est né, y a commencé sa carrière amoureuse, s'est essayé au journalisme et a déserté la place. Vexés, les Liégeois n'en continuent pas moins à engranger dans le Fonds Simenon tout ce qui pourra servir à mieux faire comprendre l'œuvre et le personnage. Enquête.

ces années de jeunesse « qui marquent toute notre vie, ce qui explique que l'on retrouve dans certains de mes romans écrits à quarante ou cinquante ans le rappel de lieux et d'événements dont le souvenir remonte à mes vingt premières années ».

Le béton a particulièrement sévi à Liège depuis le temps de l'adolescence décrite dans *Pédigree*, mais les principaux repères demeurent le pont des Arches, qui fournit le titre d'un « petit roman humoristique de mœurs liégeoises » écrit à seize ans ; l'église Saint-Pholien, devant laquelle mit fin à ses jours Kleins, un compagnon de beuveries aux nerfs fragiles qui inspira un Maigret liégeois, le *Pendu de Saint-Pholien*. « Suicide ou crime maquillé ? A l'époque, il se passait de bien étranges choses ici », observe Jean-Denis Bousart dans le bâtiment sombre où se réunissent les véritables protagonistes de ce drame, une bande d'anarchistes, de rapins et de carabins dont le jeune Simenon aimait la compagnie sans renoncer à son individualisme foncier.

« *Mayer de la commune libre de Saint-Pholien* », c'est à dire « maire » d'une association analogue à celle de Montmartre et complètement d'une « République d'entre-Meuse », dans une ville qui a conservé beaucoup de ses traditions frondeuses. Bousart a fait baliser par des pancartes spéciales les hauts lieux du culte simenonien. A commencer, à gauche de l'hôtel de ville, par une plaque à la mémoire des policiers liégeois morts pour faits de résistance pendant la seconde guerre mondiale : un Arnold Maigret y figure, qui aurait donné son identité au futur commissaire. « Certes, le prénom n'est pas le même, mais la réminiscence est évidente. Même phénomène à propos du domicile du commissaire : le boulevard Richard-Lenoir, c'est en fait notre rue Léopold, avec son architecture parisienne, ses balcons aux étages nobles. » Dans leur insatiable réputation, les Liégeois vous diront que certaines maisons des Sables-d'Olonne observées par Maigret en vacances sont une réplique troublante de bâtiments bien à eux...

Plus prodigue de bonnes paroles que de vrais et longs séjours chez ses anciens compatriotes, le Mozart du policier faisait ce qu'il fallait pour les caresser dans le sens du poil. Pour son cent cinquantième anniversaire, en 1964, la *Gazette de Liège* a pu publier une lettre « du plus illustre de nos anciens rédacteurs », qui exaltait « les années que j'ai passées chez vous, riant, pour la chronique locale, dans les rues et les marchés et me remplissant les yeux d'images ».

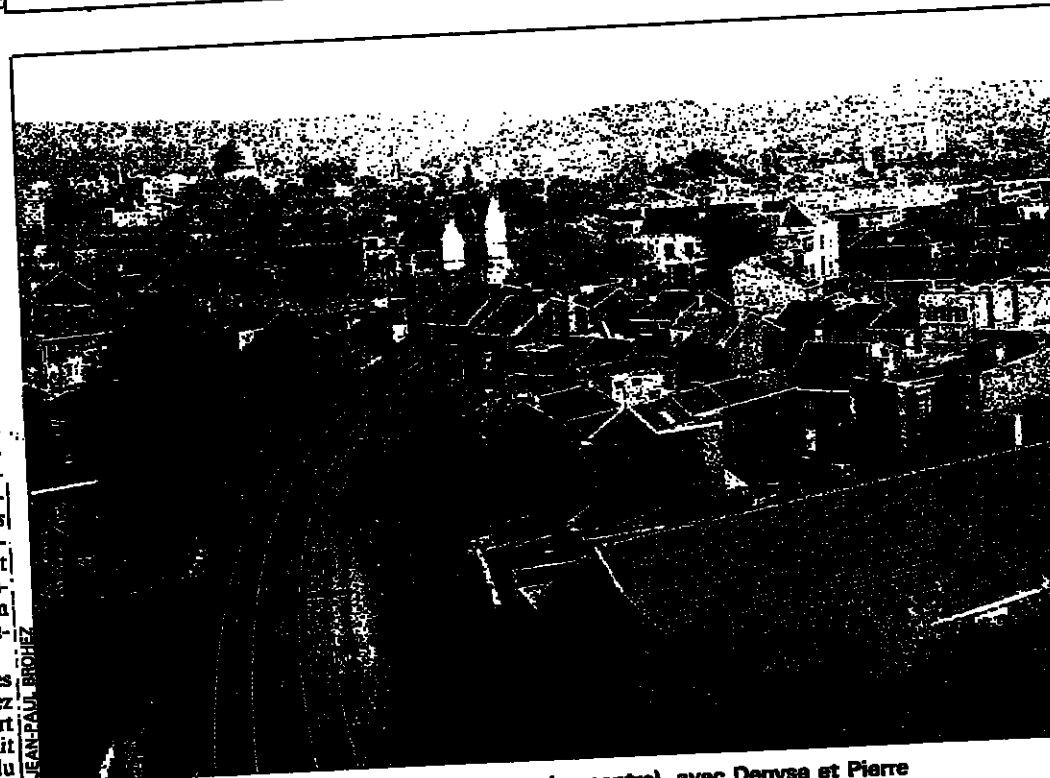
Rochetée par la *Libre Belgique*, dont l'édition régionale comporte chaque jour deux pages spéciales sous le célèbre titre, la *Gazette* a changé de locaux. Elle garde pieusement les traces d'un passage de son sordide - notamment des billets d'une vacherie inouïe contre le quotidien concurrent - mais ses collaborateurs rigolent doucement devant la version simenonienne de son engagement : un coup de cuist qui lui aurait fait pousser directement la porte du directeur. « En fait, il était pistonné par le diocèse auprès de Joseph Demarteau, le patron de l'époque ».

Si, du côté maternel, les Brüll, on sentait le soufre, du côté paternel on était bon paroissien, les chaisiers s'en souvenaient encore. La grande joie des connaisseurs : la confusion entretenue par certains catalogues quand apparaît une « *Vie de sainte Julienne* » par G. Simenon, en fait un Guillaume, grand-oncle du débauché, vicaire général du diocèse !

Une littérature plus leste repose au Fonds Simenon du château de Colonster, dépendance de l'université de Liège : *Orgies bourgeoises*, *Histoire d'un pantalon* et autres polissonneries signées sous divers pseudonymes et suggestivement illustrées pour la « Collection gauloise ». Ici sont rassemblés tous les ouvrages du prolifique Liégeois, un grand nombre de ses manuscrits (étonnantes premiers jets au crayon, pattes de mouche sans une rature), toutes les traductions, tous ses articles, tout ce qui a été écrit sur lui. Chaque jour la matière grossit, mais le noyau initial est constitué



En haut, Georges Simenon (au centre), avec Denyse et Pierre dans les rues du quartier d'entre-Meuse à Liège. Ci-dessus, les quartiers de Longdoz et de Fértinne vus depuis le plateau de la Chartreuse.



par un don de l'auteur à sa ville natale. Une mine inépuisable pour les futurs biographes penchés sur un homme qui a énormément broillé les pistes tout en parlant beaucoup de lui. Elle témoigne aussi d'un narcissisme certain, quoi qu'il veuille laisser croire la pose.

Quelques jeunes femmes veillent sur ce saint des saints, respectueuses de l'œuvre mais pas toujours tendres pour l'homme. Sur l'infidélité à Liège dissimulée par le tardif cadeau de manuscrits et de correspondances, elles ont une vue plus lucide que leurs collègues masculines, portées à expliquer la coupure de l'auteur avec ses sources par l'influence néfaste de Denyse Ouimet, la seconde épouse, la Canadienne si différente de la Liégeoise Régine Renchon, « qu'il fallait rayer de la carte ».

Marc, le fils du premier mariage, revient de temps en temps avec sa belle actrice d'épouse. Henriette, la mère du grand homme, est morte avant d'une vieillesse passée ici devant un des premiers postes de télévision de la ville, offert par son fils. Le donateur se doutait-il que la jeune génération, celle des riches demeures de la Renaissance mosane comme celle des mornes buildings des bords de Meuse, ne retient de son passage sur terre qu'un commissaire Maigret héros de feuilletons télévisés qui a supplanté son créateur dans la mémoire collective ?

De notre envoyé spécial  
Jean de la Guérinière

## Guide

• L'Office du tourisme de Liège (92, rue Féronstrée, tél. : 22-24-56) organise, sur rendez-vous préalable, la visite de l'itinéraire Simenon dans la ville.

Le Fonds Simenon est accessible aux chercheurs et aux curieux motivés, après autorisation. S'adresser à M<sup>me</sup> Christine Swings au 56-30-22, le jeudi. L'université de Liège publie une revue annuelle de grande qualité : *Traces* (Travaux du Centre d'études Simenon). Renseignements au Centre d'études Georges-Simenon, université de Liège, 3, place Cockerill, B-4000 Liège.

Mais Liège rassemble aussi des monuments historiques, des marionnettes fameuses - le Tchantchès - avec un aimable et pittoresque collectionneur-fabricant près de l'église Saint-Pholien ; et des bijoux de l'orfèvrerie (exposition au Musée de l'art wallon, 86, rue Féronstrée, 101 Saint-Georges, du 19 avril au 2 juin 1991).

Seulement une centaine de kilomètres d'autoroute séparent Bruxelles de Liège. On peut dormir à l'*Holiday Inn* (2, esplanade de l'Europe, tél. : 42-60-20), laide architecture « fonctionnelle » mais service chaleureux et vue sur la Meuse et ses péniches, et dîner au *Vieux Liège* (41, quai Goffe, tél. : 23-77-48). Déjeuner au *Café Lequet* (17, quai sur Meuse, tél. : 22-21-34), une brasserie comme les aime Maigret. Excellente cuisine et lieu de rencontre des gens en vue dans une ambiance authentiquement populaire. •

APPRENEZ L'ALLEMAND EN AUTRICHE  
UNIVERSITÉ DE VIENNE  
COURS D'ALLEMAND POUR ÉTRANGERS  
3 sessions du 8 juillet au 21 septembre  
Cours pour débutants et avancés.  
Laboratoire de langues.  
Excursions, soirées.  
Âge minimum 16 ans.  
Droits d'inscription et de cours pour 4 sem. : AS 3 400 (env. FF 1 650).  
Prix forfaitaire (inscription, cours, chambre) pour 4 sem. : AS 8 850 (env. 4 300).  
Programme détaillé :  
Wiener Internationale Hochschulkurse  
A-1010 Wien Universität.

## Islande

Partez à la rencontre de...

*Erick le Rouge*

Safaris découverte, randonnées équestres, trekking... montagnes, fjords et geyser... les splendeurs de l'Islande vous tendent les bras...

Voyages AGREPA  
42 rue E. Marcel 75002 Paris  
Tél : 45 08 81 50  
Agent Général Smyth Line  
Info minitel : 3615 CODE  
OTISLAND

## UN CONFORT QUI VOUS TRANSPORTE.



PARIS ANTILLES  
2990 F\* A/R  
SERVICE COMPRIS  
\* Promotion valable du 15/04/91 au 31/05/91

L'accueil sourire,  
musique et cinéma gratuits,  
quotidiens parisiens et antillais, couverture sur chaque siège.  
Apéritifs gratuits, plat chaud au choix, snack.

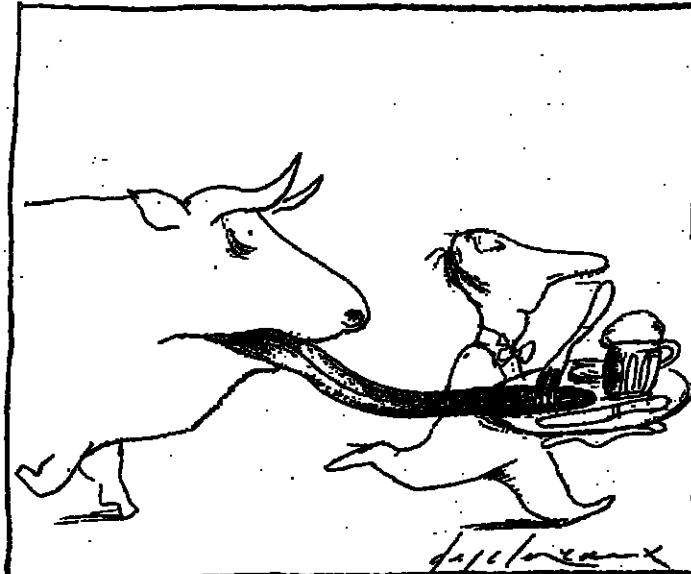
**Minerve**  
LE CONFORT RÉGULIER

5, rue Cambon - 75001 PARIS - Tél. : (1) 49 27 07 00  
ou chez votre Agent de Voyage





# Assiette anglaise



Le Dictionnaire de l'Académie des gastronomes le précise judicieusement : l'assiette est le contenu d'une assiette, donc une assiette assortie est présentation de hors-d'œuvre, et une assiette anglaise un assortiment de jambon d'York, rosbif, langue écarlate (et mieux vaudrait écrire roastbeef, aussi bien).

Un lecteur qui veut bien me citer dans l'ouvrage qu'il prépare sur la pédagogie me fait part de cette aventure, dans une brasserie parisienne. Il a commandé (selon la carte) une assiette anglaise. On lui apporte une assiette de charcuteries, d'où ce dialogue :

« Garçon ! C'est une assiette anglaise que j'ai demandée, non une assiette de charcuteries. »

— Monsieur, ce sont deux assiettes anglaises dans lesquelles le chef a mis de la charcuterie.

C'est bien ce que vous avez commandé !

— Si vos assiettes étaient « anglaises », elles comporteraient certes de la charcuterie : jambon d'York et langue écarlate, mais aussi de la viande rouge (roastbeef), voire aussi du poulet froid (chicken).

— Je n'ai pas le temps de m'amuser, monsieur. Moi, je travaille !

Et mon correspondant, précisant qu'il faut distinguer « le jeu de rôles et l'étude du cas » (sic), me demande au avis.

Que du moins cela me soit occasion pour, une fois de plus, partir en guerre contre les fausses appellations, des crêpes Suzette flambees aux sarladaises truffées et au beurre (alors qu'elles doivent être à la graisse d'oie), des escalopes viennoises ornées de

filets d'anchois aux tartes Tatin aux kiwis.

Et puis ne convient-il pas de saluer l'arrogance du garçon pris en défaut ? Mais savait-il qu'il était en défaut ? Et le chef ? Et le patron ? Tout est bon, aujourd'hui, pour oublier cette vérité première : les mots ont un sens et navarin vient de navet. Un navarin sans navets, fût-il merveilleusement cuit, est condamnable sous cette appellation !

Revenons à l'assiette anglaise. Elle mérite son nom car le jambon d'York est une grande charcuterie, le rôti de bœuf d'outre-Manche une institution, comme la langue écarlate... Il s'agit d'une langue de bœuf (et certes le mot charcutier, si, autrefois, il s'écrivait « chair-cuitier », indique aujourd'hui plutôt ce qui concerne le porc) qui ne peut pas-

ser pour charcuterie. Morceau divin (en certaines régions de France, le droit féodal accordait au seigneur la langue des bœufs abattus sur son territoire, et n'en était-il pas de même outre-Manche ?).

Donc la chose est entendue : même contenant de la charcuterie, l'assiette anglaise ne saurait être uniquement de porc. De même, elle doit être servie avec de la moutarde anglaise et des pickles. Et, pourquoi pas ? une pinte d'ale ! Ce n'est plus dans les brasseries, pas même au Critérium, qui, avant l'autre guerre, attirait les « fans » de la *British Life*, Alphonse Allais en tête, que vous trouverez une vraie bonne assiette anglaise. Aussi bien, de nos jours, ce serait un plat coûteux.

La Reynière

## L'aubergine entre mélancolie et pyromanie

Légendes et actualité du légume favori de la Turquie

EST-CE vrai que la consommation de l'aubergine cause la mélancolie aiguë chez l'homme ? En l'appelant *Mala insana*, c'est en tout cas ce que prétendent certains « médecins » avant Hippocrate. Même au XVI<sup>e</sup> siècle, relativement très proche de nous, le célèbre botaniste anglais John Gerard, ayant « par et pour curiosité » cultivé dans son potager cette plante, *Solanum melongena* aux fruits massues de couleur violette, n'hésite pas à la déconseiller aux sujets de Sa Majesté. Ces « mad apples », autrement dit « pommes folles », insiste-t-il, ne sont pas bonnes à manger à cause du péril mélancolique qu'elles contiennent.

Tant pis si durant des siècles les Anglais insulaires se sont privés de ce légume que les habitants de l'Inde, son pays d'origine, avaient baptisé *brinjal*, les Arabes *badinjan* et les Catalans, grands voyageurs, *alberquina*. Pour leur part, les Turcs, descendants des nomades, une fois sédentarisés en Anatolie, depuis qu'ils ont goûté le *patlican* farci à la viande ou au riz, frit à la poêle, en purée-salade, ou cuit à l'huile d'olive (et c'est le plat connu sous le nom populaire d'*imam bayildi* : imam évanoui) n'ont jamais pu s'en séparer.

Selon la légende, qui court toujours en Turquie, l'imam en question ayant pour la première fois mangé des aubergines préparées de cette façon se serait évanoui de plaisir. Mais de méchantes langues prétendent que ledit imam, réputé pour son avarice, aurait simplement perdu connaissance après

avoir appris la quantité d'huile d'olive utilisée par son cuisinier pour rendre ce mets encore plus savoureux.

Ces commérages rappelés, l'aubergine reste la reine des légumes en Turquie, où une bonne trentaine de spécialités traditionnelles, allant de la confiture (*patlican reçeli*) aux pickles (*turşu*), du *musakka* au *patlicanli pilav*, du *Karniyarik* à l'*Islim kebab*, du *kizartma* au *dolma* (farcis au riz ou à la viande), se pratiquent encore. L'aubergine s'allie aussi bien au sucre ou au vinaigre, à l'huile d'olive ou au beurre.

Abondante sur le marché et peu chère, l'aubergine, ce légume du pauvre, peut sans doute être boudée. Mais si elle n'est pas noble par naissance, elle le devient par le savoir-faire des cuisiniers turcs, arméniens, grecs, juifs et arabes, tous réunis sous l'étendard de la cuisine ottomane, dont le Palais demeure l'ultime centre d'expérimentation et de présentation raffinée. C'est l'art culinaire d'un pays qui transforme un produit apparemment insipide en chef-d'œuvre. *Hunkar begendi*, la délicieuse purée d'aubergines inventée par un chef ottoman pour accompagner les morceaux de viande mijotés, veut simplement dire « le souverain l'apprecie ».

N'empêche que, jadis, il ne manquait pas de « bonnes femmes » pour « calomnier » l'aubergine comme étant cause de maladie mentale. Elles n'avaient jamais entendu parler du botaniste anglais Gerard, mais, fidèles colporteuses des croyances populaires séculaires, elles se méfiaient de ce légume.

L'été, la saison de l'aubergine (à cette époque, chaque saison suivait son cours normal et produisait ce qu'on avait l'habitude d'attendre d'elle, et personne n'entendait parler de primeurs), pour peu que quelqu'un leur parlât soudain un

peu trop agité ou « anormal », ces gentilles mères, ignorant les méfaits des périodes de chaleurs excessives et de variations brusques de la pression atmosphérique sur certains corps et esprits fragiles, en venaient à désigner la coupable, et aujourd'hui encore à Balikesir, près de Bursa, on parle des « fous d'aubergine » (*patlican delisi*).

Ce n'est d'ailleurs pas la première fois que l'aubergine est sur la sellette : ainsi n'a-t-on pas dénoncé comme l'une des responsables des incendies gigantesques qui ravagent Istanbul durant des siècles ? Aubergines frites sur des braserons : la moindre étincelle constitue un danger potentiel pour des maisons bâties en bois. Et Dieu sait que, des incendies, la capitale ottomane en a souffert... Les embrasements de cuisines sont si fréquents en été qu'on les appelle « incendies d'aubergines » (*patlican yangini*), même si le feu s'est déclaré pour d'autres raisons que la chère friture. Peu importe, voilà la coupable.

Pourtant, on continue toujours à faire frire les aubergines, maudites peut-être, mais infiniment délicieuses. Voici la recette, celle à la sauce tomate, pour 6 personnes, de Beyhan Unsal :

1 kg d'aubergines ;  
500 g de tomates bien mûres ;  
5 gousses d'ail ;  
1 cuillère à dessert de sucre ;  
1 cuillère à soupe de vinaigre de vin ;  
250 g de yaourt velouté ;  
1/4 de litre d'huile de friture ;  
Sel, poivre.

1. Épluchez les aubergines et mettez-les dans l'eau salée environ une heure. Puis sortez-les de l'eau et séchez-les dans un torchon.

2. Coupez-les en quatre dans le sens de la largeur, puis en morceaux de 2 cm d'épaisseur dans le sens de la largeur.

3. Plongez-les dans l'huile de friture. Lorsqu'elles sont bien dorées, mettez-les dans une passoire afin de les égoutter.

4. Pendant ce temps, dans une cocotte, mettez les tomates pelées, épluchées et concassées, les gousses d'ail hachées et le sucre, et laissez cuire à feu moyen environ vingt minutes. Salez et poivrez. Remuez de temps à autre. Au dernier moment, ajoutez le vinaigre.

5. Disposez les aubergines dans un plat creux, salez et nappez avec la sauce tomate. Servez chaud ou froid.

ou si vous voulez plutôt avoir une idée de ce qui « a pu épater l'imam », essayez la recette suivante, à l'huile d'olive (pour six personnes) :

6 belles petites et minces aubergines ;  
4 gros oignons ;  
3 grosses tomates ;  
1 tête d'ail ;  
1 cuillère à dessert de sucre ;  
1/2 bouquet de persil ;  
1/4 de litre d'eau ;  
5 cuillères à soupe d'huile d'olive ;  
sel.

1. Épluchez entièrement les aubergines et mettez-les dans de l'eau froide salée environ une heure ;

2. Pendant ce temps, coupez les oignons en demi-lunes et les tomates en petits morceaux, ajoutez la tête d'ail épluchée, le sucre et le sel. Malaxez le tout ;

3. Sortez les aubergines de l'eau, coupez-les en quatre dans le sens de la longueur sans aller jusqu'au bout ;

4. Farceusez les avec la préparation, disposez-les dans une casserole ;

5. Ajoutez de l'eau et de l'huile d'olive. Mettez un poids sur les aubergines (assiette ou couvercle), puis couvrez la casserole. Faites cuire cinq minutes à feu vif, puis trente minutes à feu moyen. Disposez sur un plat ovale. Décorez avec le persil haché et servez froid.

Last but not least, la riche purée d'aubergines *hunkar begendi*, le délice du souverain, est certainement une garniture qui peut rivaliser avec la viande qu'elle est censée accompagner. En voici la recette :

2 grosses aubergines (1 kg) ;  
1 cuillère à soupe de farine (30 g) ;  
30 g de beurre ;  
50 g de fromage rapé ;  
1/4 de litre de lait.

1. Piquez les aubergines avec un couteau. Passez-les directement sur une flamme moyenne pendant quinze minutes chacune, en les retournant souvent. Puis peler-les, écrasez-les avec une fourchette.

2. Dans une petite casserole, faites blondir le beurre et la farine, et ajoutez les aubergines écrasées.

3. Versez-y le lait petit à petit, la sauce doit être épaisse. Salez, poivrez et ajoutez le fromage. Servez aussitôt. *Afiyet olsun* ! (bon appétit).

Arta Unsal

## Tabasco

FRANÇOIS RABELAIS, médecin des Hôpitaux de Lyon en 1532, indique dans le *Quart Livre* que le Créateur a revêtu les piments du rouge que l'on voit aux étiquettes apposées sur les médicaments dangereux, pour rappeler aux utilisateurs les inconvénients de ce condiment du Diable.

Le Tabasco, c'est précisément la classique « histoire du soldat » qui rapporte au pays natal — la Louisiane — dans sa besace, à son retour de la guerre du Mexique (1846-1848), les premières graines des solanacées cueillies à Villa-Hermosa, chef-lieu de l'Etat de Tabasco, situé au fond de la baie de Camêche. Tabasco devint ensuite le nom d'une marque, propriété exclusive de la famille Mac Il Henny, après l'invention en 1868 d'une mixture de piment rouge, macéré avec du sel, des épices et du sucre, dans une solution de vinaigre d'alcool, et contenu dans une petite bouteille écarlate, bientôt célèbre dans le monde entier.

Une invention qui aurait pu être « française », si, comme le rappelle Jacqueline Denuzière, la Louisiane, « cette ancienne colonie », n'avait pas été « vendue pour une grosse poignée de dollars et cédée pendant presque deux siècles » (1). Les fruits produits par le *Capsicum anuum*, corail des jardins, et le *Capsicum fastigiatum* ou piment éragé, ont un aspect assez curieux. Une coloration rouge orangé les fait ressembler, le premier, à une goutte de métal en fusion et le second, terminé par une pointe, à une lame de sang ou à la langue d'un cavalier de l'Apocalypse. Les piments rapportés du Mexique furent cultivés dans les champs de Louisiane, où ils sont encore aujourd'hui, formant des étendues colorées à perte de vue, dans la région d'Avery-Island. Produit miracle, le Tabasco fut bientôt indispensable à la confection du cocktail *Bloody Mary*, emblème des *roaring twenties*.

A *Every-Island*, la récolte est abondante et traditionnelle, avec ses travailleurs noirs, son jardin exotique et une réserve animale qui attire les touristes. Bien avant cette époque, dans une lettre adressée au chapitre de Séville en 1494, Christophe Colomb racontait son étonnement d'avoir vu à Hispaniola les Amérindiens faire leurs délices d'une épice nommée *Aji*, l'ancêtre du piment rouge. Mayas et Aztèques assaisonnaient de ce vésicatoire leurs prisonniers, après quelques supplices.

Pour nous, le Tabasco a une saveur brûlante qui laisse le palais en feu. Les chimistes du dix-neuvième siècle ont isolé du piment éragé deux substances cristallines dont l'ardeur est si intense qu'une goutte de solution dosée à 1 pour 100 000 détermine sur la langue une sensation persistante de brûlure. Rabelais et les médecins du temps le prescrivaient « *confit au sucre* » pour dissiper les flatulences et fortifier la digestion.

Et sa poudre comme un bon moyen d'évacuer les humeurs pituitaires.

C'est encore le vert qu'on reconnaît au Tabasco, comme dans les autres cuisines exotiques, celles du « chili » des Mexicains — que l'on « déguste » à la Perla (26, rue François-Miron, Paris-4\*, 42-77-59-40), le plus chic Tex-Mex de Paris, — le « *qixa* » des Brésiliens, Achards et Chutneys de l'Océan Indien.

Le Tabasco est un excellent vulnérable, et le fabricant le préconise pour faire « voler » les poissons chagrins, amener les viandes rouges, rendre explosif le gaspacho et donner vie à l'insipide hamburger. Tout un programme ! Au Grand Colbert, où l'on trouve le meilleur tartare de la capitale, haché au couteau (2, rue Vivienne, Paris-2\*, 42-86-87-88), le Tabasco figure en bonne place parmi les ingrédients nécessaires à son assaisonnement.

Allégre, illustre médecin, signala en 1857 à l'Académie de médecine de Paris les bons effets de la liqueur de piment sur les sujets atteints de *delirium tremens*. On obtenait sur eux, selon notre auteur, un retour au calme et au bon sommeil. C'est l'emploi connu et le moins divulgué du Tabasco — guérir les gueules de bois, avec le jus d'un demi-citron vert !

Le piment est un condiment dont les propriétés irritantes ne permettent d'user qu'avec une extrême modération et qu'il faut déconseiller aux estomacs délicats. Les recettes connues qui emploient le Tabasco mentionnent la « salade Belzébuth », à base de poivrons, haricots verts et aubergines. Mais la *Cuisine de Louisiane* (1) suggère d'autres utilisations de la potion magique : haricots secs au maïs, gratons au blé d'Inde, dinde en melli-melli, frot de serpent — que n'eût pas dédaigné Paul Corcaillet — ou frittée de taton sorte de taupe amphibie dont raffolaient les Aztèques. Le Tabasco est indispensable au poulet à la diable, qui fit la réputation de certains restaurants au dix-neuvième siècle.

Guy de Maupassant ne savait sans lui tenir un tête-à-tête galant en cabinet particulier. Le Tabasco, tel un félin qui cache ses griffes sous une patte de velours, est un condiment magique dont la fureur se déchaîne quelques instants après l'avoir ingéré. Il donne aux mets un relief puissant, chemine le long du tube digestif, en galvanisant les sécrétions les plus parasites. Vous le trouverez dans toutes les épiceries fines et chez un sympathique traiteur américain à l'enseigne de Thanksgiving (13, rue Beaureillis, Paris-4\* 42-77-70-83), sous l'appellation « Louisiana Gold », ou « Musique du Diable », ou « Variations Diabelli » de la cuisine ? A vous de choisir !

Jean-Claude Ribaut

(1) *La Cuisine de Louisiane*, de Jacqueline Denuzière et Charles-Henri Band, Denoël, 1989.

## GASTRONOMIE

### Voyagez le temps d'un repas 萬珍樓

Sous sa coupole, salle à manger circulaire, compartimentée et divisible de 350 places. Cadre chaleureux comme à HongKong.

Menus « EXPRESS » au déjeuner, du lundi au vendredi.

Menu « A », assortiments à la vapeur et dessert : 72 F.

Menu « B », ravioli en beignets ou salade de poulet, porc sauté, riz et dessert : 74 F.

Menu « C », soupe aux crevettes, double laqué de viande, riz et dessert : 92 F.

Menu « T », Salade thaï, poulet au curry, riz et dessert : 88 F.

Menu « D », pinces de crabes farcies en beignets, 1/2 canard laqué (peau croustillante), galettes de riz (la chair sautée aux pâtes), salade de fruits frais.

DIEP à l'Opéra, 28, rue Louis-le-Grand (2<sup>e</sup>). Tél. : 47-42-31-58 et 94-47 (tous les jours).

DIEP, 55, rue Pierre-Charbon (8<sup>e</sup>). Tél. : 45-63-52-76.

DIEP, 22, rue de Pommeville (8<sup>e</sup>). Tél. : 45-56-23-86.

Même famille, service assuré jusqu'à minuit.

## Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J.-B. MICHEL\*

B.P. n° 5

MOUSSY 51200 EPERNAY

Propriétaire-viticulteur

Doc. et tarifs sur demande

Etiquettes personnalisées

\* « l'abus d'alcool est dangereux pour la santé ».

L'ORT VERT

CAVE VITICOLE

DE CLEBOURG\*

Vente par correspondance. Tarif sur demande

Livraisons rapides dans toute la France et à l'étranger

67160 Wissembourg - Tél. : 83-94-30-33

Jameson Irish Whiskey.

**JAMESON & SON**

Established Since 1780

SINE METU

**IRISH WHISKEY**

DISTILLED, MATURED AND BOTTLED IN IRELAND BY

*John Jameson & Co. LTD*

LONDON

STREET,

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé. A consommer avec modération.

## Le Monde

24 Travaux de la semaine  
- Les élections à la P

Les difficultés de

### L'informatique en crise

Quand IBM tousse, c'est que l'informatique occidentale est vraiment malade. Après l'annonce en début de semaine d'une réduction des effectifs de 8 500 personnes sur deux ans chez Bull (le Monde du 27 mars), celle, il y a plusieurs mois, de 8 000 suppressions d'emplois chez Digital Equipment (Dec), deuxième constructeur mondial d'ordinateurs, sans parler des difficultés rencontrées par Philips dans ce secteur, c'est aujourd'hui au tour du numéro un mondial d'annoncer 14 000 suppressions d'emplois. Des signes précurseurs étaient apparus, il y a quelques jours, avec l'annonce par IBM d'une baisse de ses bénéfices pour le premier trimestre 1991.

Outre-Atlantique comme sur le Vieux Continent, aucun secteur ne semble donc épargné par le tourbillon qui sévit dans ce secteur. La crise est d'autant plus violente qu'elle est aujourd'hui la résultante de deux phénomènes : l'un est conjoncturel, l'autre est structurel.

Le ralentissement de l'activité enregistré aux Etats-Unis puis en Europe, accentué par la crise du Golfe, a évidemment conduit les entreprises à réduire leurs investissements : ceux consacrés à l'informatique ont souvent été les premiers sacrifiés. La baisse du dollar, entraînant une baisse des prix, a accentué le problème, notamment pour les firmes américaines.

Mais, au-delà de la conjoncture, il y a aussi des raisons plus structurelles. L'informatique est en pleine restructuration. La standardisation des ordinateurs a contraint les fabricants à réduire leur marge, leur imposant d'une part de réorienter leur activité, vers les services en particulier, et d'autre part de conclure des alliances et des regroupements. C'est ainsi que le britannique ICL a été racheté par Fujitsu, que Siemens a négocié des accords avec IBM dans le domaine des minis, que le numéro un mondial des télécommunications, ATT, a depuis plusieurs mois de conclure son OPA sur NCR, que Dec a amplifié ses accords de coopération avec Olivetti, etc.

Autant de mouvements qui bouleversent les structures et les stratégies des entreprises concernées. Pendant que les groupes américains et européens annoncent des réductions d'effectifs, leurs confrères japonais poursuivent leurs acquisitions...

AMNIE KAHN

Près de 3 milliards de francs pour le siège d'Esso à la Défense. Esso a vendu son siège à la Défense (30 000 mètres carrés) pour 1,685 milliard de francs, soit à un consortium composé de groupe britannique Colson Continental Investments (50 %), d'Interconstruction et de Kalfman and Brown. Il s'agit d'un groupe américain (pour 25 %), associé à huit établissements financiers (BNP, Indosuez, Cofin, agricole, Crédit foncier, Crédit national, Société générale, Banque Worms, GAN). Les acquéreurs devront en outre verser à l'Etat un montant public d'aménagement de la Défense (EPAD) 1,284 milliard de francs pour la réalisation d'équipements pleins. L'ensemble - une tour mise en service en 1964 - doit être démolie pour construire d'ici à 1995 un ensemble de 190 000 mètres carrés de bureaux et commerces, plus un centre culturel. L'acte de vente doit être signé en 1992.

سكزا (من زلازل)



24 Traitement des déchets : investissements croissants.  
Les élections à la Poste et à France Telecom.

24 M. Rocard cherche à rassurer les agriculteurs.  
26 L'UAP augmente sa participation dans la Royale belge.

26 Marchés financiers.  
27 Bourse de Paris.

## Les difficultés des entreprises européennes et américaines

### L'informatique en crise

Quand IBM tousse, c'est que l'informatique occidentale est vraiment malade. Après l'annonce en début de semaine d'une réduction des effectifs de 8 500 personnes sur deux ans chez Bull (le Monde du 27 mars), celle, il y a plusieurs mois, des 8 000 suppressions d'emplois chez Digital Equipment (Dec), deuxième constructeur mondial d'ordinateurs, sans parler des difficultés rencontrées par Philips dans ce secteur, c'est aujourd'hui au tour du numéro un mondial d'annoncer 14 000 suppressions d'emplois. Des signes précurseurs étaient apparus, il y a quelques jours, avec l'annonce par IBM d'une baisse de ses bénéfices pour le premier trimestre 1991.

Outre-Atlantique comme sur le Vieux Continent, aucun acteur ne semble donc épargné par la tourmente qui sévit dans ce secteur. La crise est d'autant plus violente qu'elle est aujourd'hui la résultante de deux phénomènes : l'un est conjoncturel, l'autre est structurel.

La ralentissement de l'activité enregistré aux États-Unis puis en Europe, accentué par la crise du Golfe, a évidemment conduit les entreprises à réduire leurs investissements : ceux consacrés à l'informatique ont souvent été les premiers sacrifiés. La baisse du dollar, entraînant une baisse des prix, a accentué le problème, notamment pour les firmes américaines.

Mais, au-delà de la conjoncture, il y a aussi des raisons plus structurelles. L'informatique est en pleine restructuration. La standardisation des ordinateurs a contraint les fabricants à réduire leur marge, leur imposant d'une part de réorienter leur activité, vers les services en particulier, et d'autre part de conclure des alliances et des regroupements. C'est ainsi que le britannique ICI a été racheté par Fujitsu, que Siemens a négocié des accords avec IBM dans le domaine des mémoires, que le numéro un mondial des télécommunications, ATT, tente depuis plusieurs mois de conclure son OPA sur NCR, que Dec a amplifié ses accords de coopération avec Olivetti, etc.

Autant de mouvements qui bouleversent les structures et les stratégies des entreprises concernées. Pendant que les groupes américains et européens annoncent des réductions d'effectifs, leurs confrères japonais poursuivent leurs acquisitions...

ANNIE KAHN

Près de 3 milliards de francs pour le siège d'Esso à la Défense. Esso a vendu son siège à la Défense (30 000 mètres carrés) pour 1,685 milliard de francs hors taxes à un consortium composé du groupe britannique General Continental Investments (pour 50 %), d'Interconstruction et de Kaufman and Broad, filiale d'un groupe américain (pour 25 % chacun), associés à huit établissements financiers (BNP, Indosuez, Crédit agricole, Crédit foncier, Crédit national, Société générale, Banque Worms, GAN). Les acquéreurs devront en outre verser à l'Établissement public d'aménagement de la Défense (EPAD) 1,284 milliard de francs pour la réalisation d'équipements généraux. L'immeuble - une tour mise en service en 1964 - doit être démolie pour construire d'ici à 1995 un ensemble de 190 000 mètres carrés de bureaux et commerces, plus un centre culturel. L'acte de vente doit être signé en 1992.

### IBM annonce 14 000 suppressions d'emplois

La crise de l'informatique n'épargne personne. IBM, premier constructeur mondial, a annoncé jeudi 28 mars 14 000 suppressions d'emplois. Celles-ci s'effectueront sans aucun licenciement sec. Cette décision prolonge le plan de réduction d'effectifs amorcé par IBM en 1986, faisant passer ses effectifs mondiaux de plus de 400 000 salariés en 1986 à 373 000 à la fin 1990.

La réduction de 14 000 postes inclut les 4 000 emplois de la branche équipement de bureau (machines à écrire), vendue à la société Lexmar pour 1,5 milliard de dollars (7,5 milliards de francs). En France, les réductions d'emploi devraient porter sur un peu moins de 1 000 postes, dont 300 transférés à Lexmar.

Cette annonce explique en partie la baisse des résultats, annoncée ces jours derniers par IBM, pour le

premier trimestre, le constructeur ayant inclut dans ses résultats une provision de 2,3 milliards de dollars (11,5 milliards de francs) pour restructuration.

Une baisse des résultats expliquée aussi par la tourmente qui agite actuellement l'informatique mondiale. Pour y remédier, IBM a ces derniers temps multiplié les annonces de nouveaux produits : un micro-ordinateur « familial », le PS-1, fin 1990 ; ces jours derniers, un modèle portable, nouvel ordinateur AS 400 en milieu de gamme, et System 390 en haut de gamme, il y a quelques mois.

La demande croissante des utilisateurs pour des systèmes ouverts permettant aux ordinateurs de communiquer entre eux a aussi amené IBM à conclure lundi dernier un accord dans ce domaine avec ATT.

### ATT ne renonce pas en dépit des obstacles à son OPA sur NCR

Revers cuisant pour le numéro un mondial des télécommunications, ATT, qui s'efforce depuis plus de deux mois de prendre le contrôle du fabricant d'ordinateurs NCR.

Le groupe ATT n'est pas parvenu à faire désavouer le conseil d'administration de NCR par l'assemblée générale d'actionnaires du jeudi 28 mars. L'opération aurait permis à ATT de placer « ses hommes » dans le conseil de direction (board) du constructeur américain d'ordinateurs et de faire avai-

ser dans la fonderie l'OPA hostile lancée sur NCR le 4 décembre. La manœuvre a échoué. Les résultats définitifs du vote des actionnaires ne seront pas connus avant plusieurs semaines. Toutefois, M. Robert Kayner, directeur de la division ordinateurs d'ATT, a précisé que son groupe ne pensait pas avoir obtenu suffisamment de voix pour parvenir à ses fins. ATT, qui aurait cependant gagné quatre des douze sièges du conseil d'administration de NCR à renouveler, a laissé entendre qu'il n'entendait pas pour autant renoncer.

### L'accord de libre-échange avec le Mexique suscite des inquiétudes aux États-Unis

Le leader de la majorité démocrate à la Chambre des représentants, M. Richard Gephardt, vient de demander à M. George Bush d'introduire dans le traité de libre-échange actuellement en préparation avec le Mexique une clause dite « libératoire ». Celle-ci permettrait, selon M. Gephardt, de stopper les pertes d'emplois en cas de trop nombreuses délocalisations de firmes américaines vers le Mexique.

Le leader démocrate, qui défend souvent des thèses protectionnistes, est plutôt favorable à l'accord, mais, dit-il, « pas au prix de fuites d'entreprises américaines vers

le Mexique ». « Se baser sur des avantages comparatifs tels que bas salaires et mauvaises conditions de travail ne sauvera pas l'économie mexicaine, mais affaiblira encore plus l'économie américaine », M. Gephardt, qui s'inspire d'une négociation « expéditive », demande à M. Bush des formules de réduction des écarts de salaires entre les deux pays et des règles strictes de protection de l'environnement.

La centrale syndicale AFL-CIO a pris de son côté la tête d'une croisade contre l'accord de libre-échange. Mais un certain nombre de leaders démocrates y sont favorables.

### Implantées en 1982 Les missions locales sont à la recherche d'un second souffle

Avec un peu d'avance sur le calendrier, les missions locales (voir notre dossier dans le supplément « Heures locales » du Monde daté 24-25 mars) fêtent leur dixième anniversaire. Effectivement implantées en 1982, pour les premières d'entre elles, leur naissance date de la sortie du rapport sur les difficultés d'insertion sociale et professionnelle des jeunes, remis au premier ministre en 1981 par le professeur Bertrand Schwartz. Depuis, elles sont passées de 82 à 185 en 1990 et il est prévu qu'il y en ait 250 à la fin de 1991. Vaulx-en-Velin en possède une, mais pas Sartrouville...

Les missions locales se sont imposées dans le paysage des villes qui subissent un fort taux de chômage des jeunes ou sont intégrées dans les dispositifs du développement social des quartiers. A mi-chemin entre le ministère du travail et la politique des villes initiée par M. Michel Delebarre, elles symbolisent le traitement « transversal » que requièrent les situations les plus critiques.

Chaque fois, leur implantation correspond à une volonté d'ouvrir en commun, les pouvoirs publics associant leurs efforts avec ceux des

élus locaux, directement intéressés à leur création. Si, à l'origine, le réseau était coordonné par la délégation interministérielle à l'insertion professionnelle et sociale des jeunes en difficulté (DIJ), ce lien a été renforcé en 1990 par la nomination d'un Conseil national, composé d'élus, que préside M. Michel Besson, député (PS) et maire de Croissy (Essonne).

Mais, associées aux périodes les plus sombres de la lutte contre le chômage des jeunes, les missions locales ont évolué avec le temps. Elles se sont institutionnalisées. Le dispositif a parfois perdu de sa pertinence ou s'est usé, et leurs respon-

sabilités professionnelles et ses mandats politiques « qui suffisent à remplir [ses] journées », il juge ses responsabilités patronales très absorbantes. « C'est la raison pour laquelle je souhaiterais être relevé de mes fonctions », déclare-t-il. Souvent présenté comme un futur candidat à la présidence du CNPF, M. Giral précise en outre : « J'ai toujours assuré François Perrot que je ne serais pas candidat contre lui ».

Pour la première fois de son histoire, l'Inde est confrontée à une crise de liquidités qui l'oblige à solliciter une aide immédiate des pays donateurs, afin d'éviter une cessation de paiements. Pour redresser la situation de sa balance des paiements, elle a besoin de nouveaux prêts, mais l'instabilité de sa situation politique et le manque de rigueur budgétaire découragent bien des bonnes volontés.

#### NEW-DELHI

de notre correspondant  
« Grand pays (843 millions d'habitants) à la réputation financière jusqu'à sans tâche mais victime depuis quelque temps de gouvernements dépensiers, sollicite un prêt d'environ 2 milliards de dollars (11 milliards de francs) pour faire face aux échéances des six prochains mois. Remboursement garanti si stabilité politique enfin atteinte. » Ce texte aurait été plus conforme à la réalité, mais c'est en termes plus diplomatiques que le premier ministre indien, M. Chandra Shekhar, vient d'adresser à six pays (États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne, Japon, France et Pays-Bas) une sorte de « SOS » financier. Ce plaidoyer a pris la forme d'un « aide-mémoire » destiné à déclencher une « coopération sur une base urgente ». L'Inde demande une assistance financière pour faire face à des besoins immédiats et inévitables pour financer des importations essentielles et les échéances du service de la dette ».

#### Perte de crédibilité

La période critique, selon le premier ministre, s'étend sur les « six prochains mois », c'est-à-dire au-delà des prochaines élections, prévues pour la fin du mois de mai. New-Delhi met en quelque sorte les pays donateurs face à leurs responsabilités, puisqu'il s'agit d'« éviter un démantèlement » de l'économie indienne et de « soutenir l'élan de sa politique de réformes ». Avec réalisme, M. Chandra Shekhar constate que « des changements majeurs de la politique économique ne sont pas possibles avant les élections » et sollicite une réponse « urgente et compréhensive ».

La franchise de cette démarche, très inhabituelle pour un pays où la plupart des hommes politiques et des économistes ont tendance à assumer tout appel à l'aide étrangère à une atteinte à la souveraineté nationale, a provoqué en Inde des réactions négatives. Certains commentateurs comparent leur

### Grave crise financière en Inde New-Delhi lance un appel « urgent » à l'aide internationale

pays à un mendiant qui tend sa fébille, et le parti du Congrès - de M. Rajiv Gandhi a dénoncé une « humiliation sans précédent ». La balance des paiements de l'Inde affiche en effet un déficit profond : les réserves en devises sont inférieures à 40 milliards de roupies (moins de 2 milliards de dollars), ce qui permet de financer entre trois et quatre semaines d'importations.

L'Inde a connu une telle situation il y a six mois, mais elle pouvait compter, à l'époque, sur la confiance des donateurs bilatéraux et multilatéraux. La crise de liquidités actuelle est directement issue de la perte de crédibilité qui affecte la « signature » indienne, elle-même étant une conséquence d'une instabilité politique devenue chronique. Ce phénomène se matérialise notamment par l'érosion de la position de l'Inde dans le classement des agences internationales de notation financière, qui évaluent la solvabilité de tous les pays.

#### Laxisme budgétaire

L'agence Moody's, l'une des principales sociétés de notation américaines, vient, pour la seconde fois, de rétrograder l'Inde, ce qui signifie que New-Delhi aura de plus en plus de mal à emprunter auprès des banques commerciales, celles-ci lui proposant par ailleurs des conditions draconiennes. Bref, c'est le début d'un cercle vicieux. Faute de pouvoir obtenir un « ballon d'oxygène » de la communauté internationale, l'Inde, prosaïquement, n'a plus les moyens de financer ses « fins de mois », notamment s'agissant du financement de ses importations (lesquelles ont augmenté en moyenne de 30 % depuis deux ans), et surtout de ses engagements internationaux : le service de la dette représente environ 35 % des recettes d'exportation. En 1991-1992, New-Delhi devra rembourser environ 12 milliards de roupies au FMI et 24 milliards de roupies d'emprunts commerciaux.

L'aide-mémoire qui a été remis aux pays occidentaux n'est pas chiffré, mais deux pays - le Japon et l'Allemagne - se sont vu remettre des demandes précises : 1 milliard de dollars chacun. New-Delhi espère ainsi pouvoir franchir la période de « soudure » qui mène aux lendemains des élections, le prochain gouvernement ayant seul l'autorité nécessaire pour négocier la deuxième tranche d'un crédit stand-by (accord de confirmation) avec le FMI, lequel devrait se situer entre 2 et 3 milliards de dollars. Ce prêt ne sera évidemment pas « gratuit », mais assorti de conditions strictes, visant à s'attaquer en profondeur aux faiblesses structurelles de l'économie indienne et à amorcer une nette libéralisation.

LAURENT ZECCHINI

#### Volte-face du CNPF et de FO

### La formule d'abonnement auprès d'un généraliste remise en cause

Après avoir voté en faveur de la création d'une formule d'abonnement entre les médecins généralistes et les patients qui le souhaitent (le Monde du 21 mars), le CNPF a fait brusquement machine arrière en exigeant, jeudi 28 mars, que le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie - qui sera renouvelé dans quelques jours - se saisisse de nouveau du dossier.

Un avis partagé par Force ouvrière, allié traditionnel du patronat au sein de l'assurance-maladie, qui n'a pas hésité à désavouer M. Maurice Dextrin, président de la Caisse nationale, un de ses propres représentants.

#### « Il est plus que nécessaire de réfléchir »

Le CNPF - dont un des six élus au conseil d'administration avait voté contre ce projet - redoute que l'extension progressive de la dispense d'avance de frais (tiers payant) accordée dans le cadre de la formule d'abonnement - et réservée dans un premier temps aux malades pris en charge à 100 % - ne stimule le consumma-

tion médicale. En fait, le patronat craint que ce dispositif, souhaité par le gouvernement et le syndicat de médecins MG-France mais rejeté par la FMF et la CSMF, ne débouche sur des enveloppes globales encadrant les dépenses.

Dans cette affaire, la palme de l'humour involontaire revient sans aucun doute à M. Marc Blondel, secrétaire général de FO, qui a estimé le 28 mars que, « étant donné l'enjeu, il est plus que nécessaire de réfléchir avant de changer de cap » en instaurant une formule d'abonnement... que les administrateurs FO avaient adopté quelques jours auparavant.

Ce genre de volte-face, spécialité des partenaires sociaux et des syndicats médicaux depuis l'interminable négociation de la convention médicale de mars 1990, jette un nouveau doute sur leur capacité à élaborer une politique cohérente en matière d'assurance-maladie.

J.-M. N.

## ÉCONOMIE

### CONJONCTURE

Selon l'enquête du Crédit national

#### Les grands groupes français maintiendraient leurs investissements en 1991

L'investissement des grandes firmes serait maintenu cette année, après une croissance qui aura été très soutenue (+ 12 %) l'an passé malgré la guerre du Golfe. Cette prévision, qui porte à l'optimisme sur l'une des variables les plus attendues de l'économie française, ressort de « l'enquête des 50 » du Crédit national réalisée chaque année et qui a porté cette fois-ci précisément sur soixante-trois grands groupes.

L'enquête souligne la volonté de croissance externe des groupes, qui auront dépensé 83 milliards de francs dans des acquisitions à l'étranger et 54 milliards en France. Ce « dynamisme » confirme qu'ils « ont acquis une stature et une maturité qui leur permettent de faire face à des aléas conjoncturels (...) et de poursuivre une stratégie de développement à long terme ».

La croissance des investissements a été maintenue en 1990, malgré une chute de 14 % de l'autofinancement des firmes qui explique la compression des marges due à la stagnation des chiffres d'affaires (- 0,3 %). L'optimisme pour 1991 s'appuie sur la fin de la baisse de l'autofinancement et sur un très léger regain de chiffre d'affaires (+ 1,4 %). Les effectifs, en revanche, devraient subir une baisse de 1 %, plus grave qu'en 1990 (- 0,3 %).

#### Les prix des services ont augmenté de 0,6 % en février

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,2 % en février, a confirmé l'INSEE jeudi 28 mars. L'indice s'est inscrit à 137,4 contre 137,1 en janvier, sur la base 100 en 1980. En un an, la hausse est de 3,5 %.

Les prix des produits alimentaires ont augmenté de 0,1 % en un mois et de 2,6 % en un an. Quatre postes sont en baisse par rapport à janvier : la viande, la volaille, le poisson, les œufs. Les prix des produits manufacturés du secteur privé ont augmenté de 0,3 % en un mois et de 2,6 % en un an. Les prix des services privés ont à nouveau beaucoup augmenté : + 0,6 % en un mois, + 5,4 % en un an. À l'origine de ce dérapage, les prix des spectacles (+0,9 %), les cafés (+0,8 %), les travaux de réparation du logement et des appareils ménagers (+0,6 %) et les hôtels-restaurants-cantines (+0,5 %). Les prix des produits pétroliers ont baissé de 1,2 % en février, mais leur augmentation est de 6,8 % sur un an. Les tarifs publics quant à eux n'augmentent que de 0,1 % en un mois et de 1,7 % en un an.

### AFFAIRES

Filiale de la Lyonnaise des eaux-Dumez

#### Le groupe Sita profite du développement de l'industrie du traitement des déchets

Portée par la « vague verte », la collecte et le traitement des déchets deviennent des activités de plus en plus sophistiquées, nécessitant des investissements croissants. Le groupe Sita, filiale spécialisée de la Lyonnaise des eaux-Dumez, a bénéficié de cette vague mais est confronté à ces exigences.

Le chiffre d'affaires de Sita a augmenté de 20,9 % en 1990, atteignant 3,2 milliards de francs. Cette croissance tient à la fois aux acquisitions nouvelles, en particulier à l'étranger, et à la progression des activités de traitement en France. Le développement à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne et en Italie, a nécessité d'importants investissements financiers (110 millions de francs sur un total de 217 millions) sans donner encore des bénéfices en proportion.

Sita entend jouer la carte européenne mais envisage de vendre ses trois entreprises aux États-Unis, dont les pertes, ajoutées à celles de la filiale SMV (11 millions), ont ramené ses bénéfices nets consolidés presque au niveau de 1989 (78,5 millions de francs au lieu de 78 millions). Mais, en 1991, les acquisitions étrangères absorbées, ceux-ci devraient remonter tandis que la croissance du chiffre d'affaires reviendrait à 12 % ou 15 %.

Si l'activité traditionnelle de collecte et de traitement reste la plus profitable, avec une marge légèrement supérieure à 5 %, elle va évoluer sensiblement sous la pression de la demande. D'une part, les villes, depuis trois ou quatre ans, souhaitent un service plus complet, s'étendant par exemple au nettoyage des rues (aujourd'hui 9 % de son chiffre d'affaires). Souhaitant d'autre part une collecte hors des heures de trafic urbain, elles s'intéressent à nouveau à des véhicules électriques. Un avantage pour Sita, qui dispose d'une expérience dans ce domaine et d'une capacité industrielle accrue par l'alliance conclue avec l'allemand Faun.

#### De plus en plus sophistiqués

Surtout, la collecte et le traitement de déchets doivent devenir plus sophistiqués. La collecte tend à séparer dès le départ papiers, cartons, déchets toxiques (piles, médicaments, etc.). Les déchetteries se multiplient (pour le ministère de l'environnement, il en faudrait 6 000 en France, et Sita pour sa part en a construit 18 en 1990). Des centres de regroupement, où les déchets sont déjà triés et conditionnés, doivent être installés, les déchets ou les usines d'incinération devant être de plus en plus éloignées des agglomérations. Les déchargements (Sita en gère 90 en

France) doivent être dotés de systèmes de sécurité pour la protection des sols et des eaux, et prévoir une remise en état des sites. Les usines d'incinération elles-mêmes doivent devenir plus élaborées et plus « écologiques » sous les pressions réglementaires et politiques.

Cette évolution, selon M. Philippe Brongniart, président de Sita, exigeant un développement de la recherche et de nouveaux investissements (alors que Sita souhaite plutôt ralentir leur croissance qui était de 11 % en 1990), va rendre plus coûteux le traitement et la col-

lecte, qui reviennent aujourd'hui en France à 100 F la tonne en moyenne contre 250 F en Allemagne. Or « le cash flow devient insuffisant pour financer le matériel et les nouvelles usines de traitement. Les collectivités locales (prometteuses en France de 250 usines sur 300) ont elles-mêmes des difficultés de financement. Cela va entraîner le développement d'une nouvelle ingénierie financière pour réaliser des montages complexes. » Mais, estime-t-il, « il faut faire plus si l'on veut retrouver la confiance du public et des élus ».

GUY HERZLICH

### SOCIAL

Avec des taux de 86,19 % et 84,7 %

#### Forte participation du personnel aux premières élections professionnelles à la Poste et à France Télécom

Un très fort taux de participation a caractérisé, mardi 26 mars, la première consultation des personnels de la Poste et de France Télécom depuis l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier dernier, du nouveau statut d'exploitant autonome (le Monde du 27 mars). Appelés aux urnes pour élire les représentants des salariés au sein des deux nouveaux conseils d'administration, 86,19 % des agents de la Poste et 84,7 % de ceux de France Télécom ont participé à ces scrutins, qui ont donné les résultats suivants :

— A la Poste : CGT, 36,94 % des voix (3 sièges) ; CFDT, 26,66 % (2 sièges) ; Force ouvrière, 26,38 % (2 sièges) ; CFTC, 7,12 % ; CFE-CGC, 2,91 %.

#### Un accord sur les conditions d'emploi des convoyeurs de fonds

Un accord national relatif aux conditions d'emploi spécifiques des convoyeurs de fonds a été signé le 5 mars entre les organisations patronales de cette branche et cinq fédérations syndicales (CFDT, FO, CFTC, FNCR-indépendants et CFE-CGC). Cet accord prévoit notamment « une extension des mesures relatives à la sécurité (moyens de liaison, masques à gaz) », l'augmentation du montant de l'assurance en cas de décès ou d'incapacité permanente (de 300 000 francs à 360 000 francs), ainsi que l'institution d'une « indemnité de départ en retraite » pour les convoyeurs ayant au moins cinq ans d'ancienneté.

Cet accord n'a pas satisfait la CGT, qui exigeait la signature d'une convention collective autonome des convoyeurs de fonds. Si le texte donne bien à ces derniers « l'assurance d'une couverture conventionnelle identique à l'ensemble de la profession », les convoyeurs de fonds demeurent rattachés à la convention collective des transporteurs routiers. Un groupe de travail a, d'autre part, été mis en place afin d'améliorer la sécurité des véhicules et d'étudier les modalités de transfert de fonds entre les camions et les lieux de dépôts.

### CEE

Dans des propositions à la conférence intergouvernementale

#### La Commission européenne veut faciliter l'adoption de la législation sociale et la voie contractuelle

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

Faciliter l'adoption d'une législation sociale communautaire qui a pris du retard, en même temps donner la priorité chaque fois que possible au dialogue entre les partenaires sociaux, privilégier donc la voie conventionnelle par rapport à la voie législative : tels sont les objectifs des propositions que la Commission européenne vient de soumettre à la Conférence intergouvernementale chargée de rédiger le traité qui transformera la Communauté en une union politique.

En dépit de l'adoption de la Charte des droits sociaux fondamentaux par le conseil européen en décembre 1989 à Strasbourg, la politique sociale marque le pas et n'accompagne pas, comme l'ont pourtant réclamé à plusieurs reprises tant les chefs d'État et de gouvernement des Douze que le Parlement européen, la mise en place du marché unique.

Le Traité de Rome, conçu à une époque où l'on n'envisageait guère le mouvement d'intégration transnationale des entreprises auquel on assiste depuis la mise en œuvre de l'Acte unique, a pris quelques rides. L'obligation de décider à l'unanimité gêne l'action du législateur européen, d'autant plus que le Royaume-Uni, qui n'a pas signé la Charte, est hostile à l'idée d'une réglementation sociale arrêtée au niveau communautaire.

Ce sont ces blocages que la Commission invite maintenant la conférence à faire sauter, en élar-

gissant les compétences de la Communauté ainsi que le champ du vote à la majorité qualifiée. Celui-ci, actuellement limité à la protection de la sécurité et de la santé des travailleurs, serait étendu notamment à l'information, à la consultation et à la participation des salariés, aux domaines de la formation et de la qualification professionnelle, aux conditions de vie...

La Commission constate toutefois avec prudence que, dans une Communauté éminemment diverse, comme le souligne récemment M. Jacques Delors, les niveaux de vie s'écartent entre 30 et 140 lorsqu'on place la moyenne à 100, on ne peut pas, sans risquer la paralysie de l'économie, tout uniformiser. Elle suggère donc certains domaines particulièrement sensibles, tels l'harmonisation des systèmes de sécurité sociale ou l'accès à l'emploi des travailleurs des pays tiers, continuant à relever du vote à l'unanimité.

Dans bien des cas les partenaires sociaux sont les mieux placés pour cerner les nouveaux besoins. La Commission propose donc une procédure en deux étapes qui leur donnerait largement l'opportunité de s'exprimer. Avant même de soumettre des propositions dans les domaines couverts par la Charte, elle s'engagerait à consulter un organe de concertation — dont la nature reste à définir — sur les perspectives d'atteindre les objectifs envisagés par la voie d'un accord-cadre entre les partenaires sociaux. Ce n'est que dans l'hypothèse d'une réponse négative qu'elle reviendrait à la voie législative traditionnelle.

PHILIPPE LEMAITRE

Recevant les principales organisations paysannes

#### M. Rocard cherche à rassurer les agriculteurs

Inquiètes de l'évolution des négociations sur le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), de l'avenir de la politique agricole commune et de la fixation prochaine des prix agricoles européens pour 1991-1992, les principales organisations agricoles françaises ont été reçues jeudi 28 mars par le premier ministre, M. Michel Rocard, et le ministre de l'Agriculture, M. Louis Mermeas.

Les agriculteurs demandent notamment que la fixation des prix pour la prochaine campagne ne soit pas un préalable à une réforme de la politique agricole commune mais soit faite uniquement en fonction de la situation de l'agriculture en Europe. Ils ont aussi réclamé la mise en place de

mesures d'analyse et de soutien des marchés pour le secteur de l'élevage, toujours en crise.

« Nous avons eu des réponses qui semblent positives, dans la mesure où le gouvernement français soutient son ministre de l'Agriculture », a déclaré M. Raymond Lacombe, président du Conseil de l'Agriculture française, mais « nous sommes toujours sur le qui-vive ».

Autre sujet d'inquiétude pour les responsables agricoles : le projet de loi sur l'eau préparé par le ministre de l'Environnement, M. Brice Lalonde. Celui-ci envisage de créer une redevance imposée aux agriculteurs. Ces propositions sont une « insulte », a estimé M. Philippe Mangin, président du Centre national des jeunes agriculteurs.

POUR LE SOLEIL LEVANT, SEPT FOIS PAR SEMAINE, BIENVENUE À BORD D'AIR FRANCE.



PARIS/TOKYO NON-STOP, 7 VOLS HEBDOMADAIRES.



Désormais, Air France relie Tokyo tous les jours sans escale en Boeing 747/400. Ce nouvel appareil est le plus grand et le plus moderne des avions de ligne. Air France l'a équipé de manière à vous offrir un maximum de confort.

TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI<sup>ES</sup> JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

Pour voyager, vous avez le choix entre Air France Première, la Classe Le Club et la Classe Économique. En 1991, Air France vous permettra également d'aller plus rapidement à Pékin, Séoul, Hong Kong et Osaka. Pour tout savoir sur nos nouveautés Asie, adressez-vous à Air France ou à votre Agent de voyages.



السلامة والبيئة



## GROUPE DOCKS DE FRANCE

## RÉSULTATS 1990

Le conseil d'administration des Docks de France, réuni le 21 mars 1991, a arrêté les comptes de l'exercice 1990 qui seront soumis à l'Assemblée Générale du 23 mai prochain.

LES PRINCIPAUX CHIFFRES CONSOLIDÉS COMPARABLES FIGURENT DANS LE TABLEAU CI-DESSOUS :

## PRINCIPAUX CHIFFRES CONSOLIDÉS COMPTES DE RÉSULTAT

	1989	1990	Variation
Chiffre d'affaires toutes taxes comprises (MF)	26.816	29.288	+ 9,2
Chiffre d'affaires hors taxes (MF)	24.174	26.402	+ 9,2
Résultat courant avant impôt (MF)	404,8	471,4	+ 16,4
Résultat courant après impôt (MF)	250,3	307,0	+ 22,7
% du chiffre d'affaires hors taxes	1,03	1,16	
dont Part du Groupe (MF)	241,6	296,0	+ 22,5
Résultat de l'exercice (MF)	246,8	320,8	+ 30,8
Résultat par titre			
• courant après impôt	214	258	+20,6
• de l'exercice	211	269	+27,5

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de porter le dividende à F. 77 par action (soit un revenu global de F. 113,50) contre F. 65 versés au titre de 1989.

Compte tenu des conversions d'obligations et des levées d'options de souscription d'actions intervenues en cours d'exercice, le montant distribué augmenterait ainsi de 22,7 %.

En outre, les Conseils d'Administration des Sociétés Docks de France et Doc François ont approuvé à l'unanimité le projet d'apport de l'ensemble de ses actifs d'exploitation par la Société-Mère à sa filiale qui sera soumise pour approbation le 23 mai aux Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires de chacune des deux sociétés. L'apport sera rémunéré par l'attribution à Docks de France de 438 000 actions de F. 100 émises par Doc François à titre d'augmentation de capital et se traduira chez cette dernière par une prime d'apport de 127 millions de francs. A l'issue de cette opération, qui aura un effet rétroactif au 1er janvier 1991, la participation directe et indirecte de la Société Docks de France dépassera 99 % dans le capital de la Société Doc François rebaptisée Docks de France Ouest.

Ainsi seront clarifiées les structures juridiques internes du Groupe, la Société-Mère cessant toute exploitation directe et concentrant son activité sur la gestion de participations supérieures à 95 % dans des filiales d'exploitation situées en France et à l'étranger.

Enfin, le Conseil d'Administration de la Société Docks de France proposera également la division par 10 de la valeur nominale de l'action à la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en vue de faciliter l'échange du marché de ce titre coté au règlement mensuel de la Bourse de Paris.

Valeo : résultats 1990  
une année de consolidation

Le Conseil d'Administration de Valeo réuni le 26 mars 1991 a approuvé les comptes du Groupe pour l'exercice 1990. Les chiffres-cis consolidés se résument ainsi :

En millions de francs	1990	1989
Chiffre d'affaires	20 186	18 373
Résultat net du Groupe	650	977
Résultat net (hors intérêts financiers)	603	936
Amortissement	1 666	1 817
Investissements	1 747	1 813
Actif net	6 434	6 083
Endettement net	3 470	4 264
Effectifs (au 31 décembre)	29 300	31 400

(\*) Les comptes 1989 et 1990 sont présentés dans le nouveau périmètre de consolidation qui exclut les activités cédées au cours 1990.

Le chiffre d'affaires de 1990 a progressé de 10 %, grâce aux acquisitions réalisées en 1989. Si l'on ne prend pas en compte l'effet de ces acquisitions et de ceux de change constants, le chiffre d'affaires a été maintenu au niveau de l'exercice précédent, dans une conjoncture pourtant difficile. La récession du marché automobile a été particulièrement sévère au Brésil et aux Etats-Unis pendant l'année 1990, et a gagné l'ensemble de l'Europe, hors Allemagne, pendant le second semestre.

Valeo a consolidé son activité dans ses secteurs les plus forts, en octroyant ses activités non stratégiques qui représentaient un chiffre d'affaires de 1,2 milliard de francs et un effectif de 3 000 personnes.

Le résultat net du Groupe s'élève à 650 millions de francs, soit 3,2 % du chiffre d'affaires. Il avait atteint 531 millions de francs au premier semestre 1990, et s'est limité à 119 millions de francs pour le second semestre, du fait de l'érosion des marges d'exploitation dans un contexte de faible activité. Les plus-values de cessions ont été totalement compensées

par les provisions passées au titre des plans de restructuration de 1991.

Un important programme d'investissement de 1,7 milliard de francs a été poursuivi en 1990. Cet effort a été autofinancé à 95 %.

Le bilan de Valeo s'est dans le même temps renforcé : son actif net a progressé de 6 %, et son endettement net a baissé de près de 20 %. Le ratio d'endettement net sur actif net s'est établi à 0,5 à fin 1990, contre 0,7 à fin 1989.

La productivité s'est améliorée : le chiffre d'affaires par personne est passé de 635 000 francs en 1989 à 690 000 francs en 1990, en progression de 9 %.

Le dividende proposé à l'Assemblée Générale des Actionnaires, convoquée pour le 20 juin 1991, s'élève à 6 francs par action, ou 9 francs avant fiscal compris, contre 9 et 13,50 respectivement en 1989. Le niveau de dividende ainsi proposé correspond à l'évolution des résultats consolidés. Comme l'an dernier, les actionnaires auront la possibilité d'opter pour le paiement du dividende en actions, à un niveau de cours qui sera fixé le jour de l'Assemblée et devrait leur permettre de tirer profit du potentiel de croissance du titre Valeo.

Le marché automobile au début de 1991 reste déprimé en Europe (hors Allemagne), aux Etats-Unis et au Brésil. Cependant, les effets de l'atténuation des entreprises et des ménages qui s'était développé avec la crise du Gobe depuis le mois d'août 1990, se résorbent peu à peu. Les perspectives de marché devraient donc s'améliorer progressivement avec la reprise de la demande, encouragée par la politique de désaccélération des constructeurs. Finalement, le rebond du marché automobile dépendra des niveaux dans chaque pays de l'inflation et des taux d'intérêt.

Pendant cette année difficile, Valeo boisse ses coûts de production et poursuit activement son plan de développement technologique. Le Groupe compte ainsi sortir de la crise renforcé et plus compétitif.

**Valeo**  
L'EQUIPEMENT  
AUTOMOBILE

## LA CAISSE NATIONALE DE L'ENERGIE « CNE »

Établissement public national doté de l'autonomie financière, créé par le décret du 28 novembre 1948 modifié.

Sigle social : 18 bis, rue de Berri, 75008 Paris.  
R.C. Paris B 784 393 266  
Tél. : 42-43-44-45-46-47-48-49-50-51-52-53-54-55-56-57-58-59-60-61-62-63-64-65-66-67-68-69-70-71-72-73-74-75-76-77-78-79-80-81-82-83-84-85-86-87-88-89-90-91-92-93-94-95-96-97-98-99-00  
Téléc. : 641 286 F.

## SERVICE DES TITRES DES EMPRUNTS OBLIGATAIRES EMIS PAR LA COMPAGNIE NATIONALE DU RHONE

En complément de l'avis publié au Bulletin des annonces légales obligatoires du 7/02/1991 page 379, la Caisse nationale de l'énergie assure seule, à compter du 01/04/1991, la totalité du service des titres des emprunts obligataires émis par la Compagnie nationale du Rhône et non amortis.

La Caisse nationale de l'énergie rappelle qu'à compter de cette date, le paiement des intérêts et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux titulaires des comptes directs du Trésor (Trésorerie générale, Recettes des finances, trésoreries principales et perceptions), à la Caisse nationale de l'énergie, à Paris-8, 18 bis, rue de Berri, ainsi que chez tous les intermédiaires habilités.

Le Monde  
PUBLICITE FINANCIERE

Renseignements :  
45-55-91-82, poste 4330

## AXA

## AGEPLACEMENT - AXA COURT TERME FUSION

Actionnaires d'AGEPLACEMENT, Détenteurs de parts d'AXA COURT TERME.

Lors de sa séance du 22 février 1991, le conseil d'administration d'AXA GESTION FCP, société anonyme au capital de F 500 000, dont le siège social est 40, rue du Colisée, 75008 Paris (RCS PARIS B 352 741 748), agissant pour le compte du fonds commun de placement AXA COURT TERME, et le conseil d'administration d'AGEPLACEMENT, ont arrêté le projet de fusion d'AXA COURT TERME avec la société d'investissement à capital variable AGEPLACEMENT, dont le siège social est 40, rue du Colisée, 75008 Paris (RCS PARIS B 326 083 180).

Cette fusion de deux O.P.C.V.M. aux objectifs de gestion extrêmement proches s'effectue dans un objectif de rationalisation. Compte tenu des critères d'évaluation retenus, la parité se ferait sur la base de 3 actions AGEPLACEMENT pour 2 parts AXA COURT TERME avec versement d'une soule en espèces.

La Commission des opérations de Bourse a rendu son agrément sur l'opération en date du 22 mars 1991.

Les comptes seront arrêtés au 31 mars 1991 et certifiés par les commissaires aux comptes. La réalisation définitive de l'opération de fusion interviendra le 16 avril 1991. L'échange de titres se fera chez AXA BANQUE 57, rue de Milan, 75009 Paris, dépositaire des actions du FCP et de la SICAV.

A l'occasion de la fusion, la SICAV AGEPLACEMENT changera sa dénomination sociale en AXA COURT TERME, abandonnera le régime de distribution de ses revenus pour revenir à celui de la capitalisation. Par ailleurs, la caractérisation sommaire de la SICAV sera modifiée pour passer de la sensibilité de la valeur liquidative aux variations des cours de Bourse à la régularité de la valeur liquidative.

Pour faciliter la fusion, les émissions et rachats de parts et d'actions seront suspendus, conformément à la loi, du 31 mars 1991 au 16 avril 1991.

Hormis cette période de suspension et conformément aux dispositions légales, il est rappelé que les porteurs de parts ou les actionnaires disposent d'un délai de trois mois pour obtenir, sans frais, le rachat de leurs parts ou actions ; étant précisé, de toute façon, que les commissions de rachat et de souscription n'existent ni dans le fonds commun de placement AXA COURT TERME ni dans la SICAV AGEPLACEMENT.

## ALLEVARD INDUSTRIES

Un nouvel ensemble européen dans le domaine des suspensions automobiles

Poursuivant sa volonté amorcée en 1989 par le rapprochement avec Ascomat, de constituer un ensemble européen, le conseil d'administration a envisagé, au cours de sa séance du 27 mars 1991, de proposer à l'Assemblée Générale du 28 juin le regroupement au sein d'Alleward Industries de l'ensemble des activités suspension du Groupe Union Saeclor. Ce regroupement se traduira par l'apport de ces activités industrielles à Alleward Industries. Par ailleurs, l'absorption par cette dernière d'Alleward Financier mettrait fin au R.E.S.

Sous réserve de la vérification de l'évaluation des apports par les commissaires aux apports et à la fusion et après approbation par les actionnaires, ces opérations devraient conduire à la création de 422 081 actions de 65 F, elles seraient sans incidence sur le bénéfice et la situation nette par action.

Alleward Industries, renforcée par ces apports, continuerait à distribuer une fraction importante de ses résultats à ses actionnaires. Ainsi, sous la présidence de M. Jean-Pierre Givry, se constituerait le deuxième groupe ressortir européen implanté industriellement en Allemagne, Grande-Bretagne et France (1,5 MdF de chiffre d'affaires, 17 % du marché).

## Comptes 1990

Au cours de la même réunion, le conseil d'administration a arrêté les comptes de l'exercice 1990. La société a réalisé un chiffre d'affaires de 1 016 MF contre 985 MF en 1989 et un résultat courant de 82 MF contre 107 MF. L'activité d'Alleward Industries a été affectée par la conjoncture de la deuxième partie de l'année. Le résultat net a été de 33 MF en 1990 comparable à 42 MF en 1989, exercice qui avait bénéficié en outre d'un profit exceptionnel de 22 MF.

Le chiffre d'affaires consolidé, 1 059 MF, inclut l'activité de la filiale britannique, depuis juin 1990. Le résultat net consolidé s'est élevé à 31 F par action.

Pour 1991, la société prévoit de maintenir ses résultats en s'adaptant à la conjoncture qui demeure faible. Le conseil proposera à l'Assemblée Générale du 28 juin 1991 de distribuer un dividende de 25,5 F par action. Assort d'un avoir fiscal de 12,75 F, il assurera un revenu de 38,25 F par action. La société Alleward Industries est cotée au second marché depuis 1988.

Le Monde  
Cadres

## MicroAge

Leader mondial dans l'intégration de services en Micro Informatique et Réseaux Informatiques, recherche des :

## TECHNICIENS DE SUPPORT

BTS ou expérience confirmée dans l'un ou plusieurs des secteurs suivants : OS/2, NOVELL, UNIX et Réseaux Informatiques, Télécoms, Base de données...

Appel, Véronique PETIT au : (1) 40-88-01-07 De 9 h à 13 h, du lundi au vendredi.

## ACUTRONIC FRANCE recherche

UN INFORMATICIEN niveau DUT ou équivalent. Avoir la responsabilité des systèmes micro de l'entreprise. Prendra part au développement d'applications clients. Connaissance du langage C souhaitée.

CV manuscrit, photo récente à : ACUTRONIC FRANCE, 8, rue des Dames, BP 64 78340 Les Clayes-sous-Bois.

Agée créat. Images de marque

## OVALO

recherche

## STANDARD-RECEPTIONNISTE

(traitement de textes) Débutez. Bonne formation. Tél. : 40-25-00-82

## DEMANDES D'EMPLOIS

Femme, secrétaire dactylo-technicienne, solide expérience, rech. plans études, rech. Est. Sud-Est, Paris Centre, gares Est ou Lyon, Nantes. Tél. : 43-04-42-41.

## RELATIONS PUBLIQUES

J. F. 25 ans, vive et méthodique, Bac + 3 (DUT + spécialisation), 3 années d'expérience réussies en agence de communication, cherche poste à responsabilité en entreprise ou agence. Tél. : 46-51-78-66.

## CHEF DU PERSONNEL

44 ans. Solide expérience acquise dans usine de production, 3 grande groupe industriels, traitent parfaitement les domaines de la fonction. Libre rapidement, rech. poste similaire dans grande entreprise. Région parisienne sud, province (région centre) ou outre-mer.

Ecrire au N° 2229/1M à PARIZANES Annonces 13, r. Cl. Lacombe 75015 Paris qui transmettra.

## STANDARDISTE

expérimentée bilingue anglais, recherche emploi 5-6 heures par jour. Tél. 43-55-77-81.

## L'AGENDA

## Cours

Étudiant à Sup. de Co. Rennes. SAXOPHONISTE DIPLOMÉ D'ÉTAT, donne leçons à Lyon le week-end et à Rennes en semaine. Pour tous renseignements, demandez l'adresse au : (18) 99-31-77-23.

## Vidéo

## V.O. ONLY

spécialiste du vidéoclip en v.o., en Europe (Pal, NTSC). Plus de 3 000 titres disponibles immédiatement. Ouvert 7 jours sur 7, 25, bd de la Somme 75017.

M. Porte de Champagne Tél. : 43-67-78-17 ou 42-67-76-27

## Vacances

## Tourisme

## Loisirs

ENTRE NIMES ET MONTPELLIER GRAU-DU-ROI (30)

Particulier pour STUDIO INDEPENDANT pour couple 1 entr., plein-pied, avec petit jardin, 11 confort. Coin cuisine, 100 m plage, tous commerces à proximité. Coin très agréable. Juillet 5 000 F. Tél. au (18) 75-55-65-38

## STERNE VOYAGES

LOCATIONS VACANCES A louer villas avec piscine PROVENCE-CÔTE D'AZUR BP 50 83340 La Luc-sur-Provence Tél. : 84-72-50-82 Fax : 84-73-15-47

## automobiles

## ventes

de 8 à 11 CV

A vendre URGENT

## BMW 318 i

Janvier 1988, 18 000 km. Gré Delphine, Paris (14), ouvrant électr., rétrov. électr., télex. Tél. : 43-69-46-22 dom. : 30-21-89-51

## plus de 16 CV

Particulier vend

## JAGUAR SOVEREIGNE

5,3 l 12 cyl., mod. 85 120 000 km, bleu métal, cuir beige B.A., neuve, climatisation, autoradio K7 autorévers. 8 HP. Prix : 128 000 F. Tél. : 40-78-08-07 9 h à 19 h, lundi au vendredi

Le Monde  
L'IMMOBILIER

## appartements ventes

16<sup>e</sup> arrdt

VUE S/SEINE, 4<sup>e</sup> acoté

## M. MIRABEAU

Imm. récent et off. park., gd liv. dble, 2 chbres, cuis., 2 bds, 140 m<sup>2</sup> + serv. 2. r. AMIRAL-CLAUDE (Angle St, qu. L.-Blanc) Sect. 14 h à 17 h

19<sup>e</sup> arrdt

## BUTTES-CHAUMONT

MAISON PARTIC. 270 m<sup>2</sup> 4 ravaux, dble exposition, 5 chbres, original. 4 900 000 F. 40-70-92-07

## bureaux

## Locations

## VOTRE SIEGE SOCIAL

## DOMICILIATIONS

Constitution de sociétés, et tous services 43-55-17-50

## pavillons

## 02 ARRDT

40 m<sup>2</sup> Eurocity, 3 entr., s. de bains, wc, cuisine, 3 ch. adoss. charm. mezz., bureau, salle de jeux, garage s/terr., pays, 840 m<sup>2</sup>, Prox. gare et centre. 720 000 F. Tél. : (18) 23-70-09-49

## Sortie AMBOISE, direct, Tours

PAVILLON F.A. récent, 110 m<sup>2</sup>

Sol compl. semi-enterr. Garage 1er, 3 000 m<sup>2</sup> en sol. Vd. ad. Châss. gaz + P.A. maison indépendante. Prix : 890 000 F. Tél. Tsp. rds : (18) 43-67-09-38.

## Associations

## Appel

MARDI 2 AVRIL 1991 LES BOURGES DU CHEM - 20 h 30

Arrivées, 54, rue St-Jacques de la-Brettonnerie, Paris (14). Entrée gratuite.

## Conférence

BEAUNE - AOUT 1991 pour un GROUPE FÉDÉRALISTE EUROPÉEN au Palais-Bourbon.

Réunion à MEZAROBRA Argente - C.I.R. Bourgogne, 71510 St-Bénin-a-Chaux.

• Prix de la ligne 48 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).

• Joindre une photocopie de l'abonnement au J.O.

• Chaque lundi à l'ordre du Monde Publiée, adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour envoi du vendredi dans samedi au Monde Publiée, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

REPRODUCTION INTERDITE

## Le Monde

## L'IMMOBILIER

## appartements ventes

16<sup>e</sup> arrdt

VUE S/SEINE, 4<sup>e</sup> acoté

## M. MIRABEAU

Imm. récent et off. park., gd liv. dble, 2 chbres, cuis., 2 bds, 140 m<sup>2</sup> + serv. 2. r. AMIRAL-CLAUDE (Angle St, qu. L.-Blanc) Sect. 14 h à 17 h

19<sup>e</sup> arrdt

## BUTTES-CHAUMONT

MAISON PARTIC. 270 m<sup>2</sup> 4 ravaux, dble exposition, 5 chbres, original. 4 900 000 F. 40-70-92-07

## bureaux

## Locations

## VOTRE SIEGE SOCIAL

## DOMICILIATIONS

Constitution de sociétés, et tous services 43-55-17-50

## pavillons

## 02 ARRDT

40 m<sup>2</sup> Eurocity, 3 entr., s. de bains, wc, cuisine, 3 ch. adoss. charm. mezz., bureau, salle de jeux, garage s/terr., pays, 840 m<sup>2</sup>, Prox. gare et centre. 720 000 F. Tél. : (18) 23-70-09-49

## Sortie AMBOISE, direct, Tours

PAVILLON F.A. récent, 110 m<sup>2</sup>

Sol compl. semi-enterr. Garage 1er, 3 000 m<sup>2</sup> en sol. Vd. ad. Châss. gaz + P.A. maison indépendante. Prix : 890 000 F. Tél. Tsp. rds : (18) 43-67-09-38.

## Associations

## Appel

MARDI 2 AVRIL 1991 LES BOURGES DU CHEM - 20 h 30

Arrivées, 54, rue St-Jacques de la-Brettonnerie, Paris (14). Entrée gratuite.

## Conférence

BEAUNE - AOUT 1991 pour un GROUPE FÉDÉRALISTE EUROPÉEN au Palais-Bourbon.

Réunion à MEZAROBRA Argente - C.I.R. Bourgogne, 71510 St-Bénin-a-Chaux.

• Prix de la ligne 48 F TTC (25 signes, lettres ou espaces).

• Joindre une photocopie de l'abonnement au J.O.

• Chaque lundi à l'ordre du Monde Publiée, adressé au plus tard le mercredi avant 11 heures pour envoi du vendredi dans samedi au Monde Publiée, 5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

La rubrique Associations paraît tous les vendredis, sous le titre Agenda, dans les pages annonces classées.

## MARCHÉS FINANCIERS

Les assureurs français en Belgique

## L'UAP augmente sa participation dans la Royale belge

BRUXELLES

de notre correspondant

Les assureurs français renforcent leur présence en Belgique. L'Union des assurances de Paris (UAP), numéro un français du secteur, a annoncé jeudi 28 mars qu'elle portait sa participation dans la Royale belge de 34 % à 46,5 %, en achetant, pour quelque deux milliards de francs français payés comptant, la moitié des intérêts que le Groupe Bruxelles Lambert (GBL) de M. Albert Frère détenait dans cette compagnie; celle-ci est, après le groupe AG, le second assureur du royaume, avec quelque 17 % du marché.

Depuis 1987, l'UAP - outre les 9 % possédés en direct - et GBL détiennent ensemble la moitié du capital de la Royale belge, par l'intermédiaire d'une filiale parisienne, la Royale Vendôme. La participation de l'UAP dans la Royale Vendôme passe de 50 % à 75 %, tandis que celle de GBL tombe de 50 % à 25 %. Cette transaction s'est faite à l'initiative de M. Albert Frère, engagé depuis quelque temps dans une politique de désinvestissement (notamment dans la banque) qui lui permet de constituer un joli trésor de guerre.

« La nouvelle répartition du capital au sein de Royale Vendôme ne change en rien le mode de gestion

défini en 1987 pour Royale belge », assure un communiqué conjoint de l'UAP et de GBL, qui précise notamment que sera maintenu « l'équilibre dans la représentation entre les deux actionnaires au sein des différents organes de contrôle et de gestion du groupe ». Une formule destinée surtout à préserver la susceptibilité belge, car c'est bel et bien une prise de pouvoir de l'UAP, qui pourra en outre consolider 46,5 % du résultat de la compagnie belge.

La Royale belge et ses filiales emploient plus de 6 000 personnes, dont une partie dans le secteur bancaire, avec la Banque Ippa. Fondée en 1853 et spécialisée au départ dans l'assurance vie, la Royale belge s'est considérablement diversifiée et sa coopération avec l'UAP s'est notamment traduite en matière d'assurance IARD (incendie, accidents, risques divers) des entreprises. Selon une spécialiste belge, Mme Anne Vincent, auteur d'un ouvrage de référence en la matière (*Les groupes d'entreprises en Belgique*, qui vient d'être édité à Bruxelles), « le groupe UAP assigne à la Royale belge une fonction de pôle de développement en direction de l'Europe du Nord, c'est à dire du Benelux et des pays scandinaves ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

En rachetant Pergamon Press à Robert Maxwell

## Elsevier consolide sa position de premier éditeur scientifique mondial

AMSTERDAM

de notre correspondant

M. Robert Maxwell va céder au groupe néerlandais Elsevier sa maison d'édition scientifique Pergamon Press. Celle-ci même qui fut le berceau de son empire, qu'il avait vendue une première fois (en 1969) avant de la racheter (en 1974) et dont il avait tenu, en 1987, de faire le premier éditeur scientifique du monde en lieu et place... d'Elsevier!

Moins de quatre ans après avoir résisté aux avances un peu brutales du magnat de la presse britannique - qui voulait le contraindre à coopérer sous la menace d'une OPA alors qu'il n'avait acquis à la Bourse d'Amsterdam que 8 % de ses actions - l'éditeur néerlandais remporte donc une seconde victoire. S'ajoutant aux quelque 600 titres scientifiques qu'il édite, les 400 publications spécialisées de Pergamon Press lui permettront de régner quasiment sans partage sur le

marché mondial et de consolider une activité qui, pour n'être pas très médiatique, n'en est pas moins très lucrative. La division Elsevier Science Publisher assure à elle seule, bon an mal an, un gros quart du chiffre d'affaires du groupe, qui s'est élevé à 6,15 milliards de francs en 1990 (chiffre provisoire).

L'intérêt stratégique de l'acquisition de Pergamon est souligné par la somme qui a été déboursée par le groupe d'Amsterdam : 4,5 milliards de francs. Elsevier financerait cet investissement en vendant sa participation (9 %) dans le groupe britannique Pearson qui s'est lui-même défait, au début du mois, des 22,5 % qu'il détenait dans l'éditeur néerlandais.

M. Robert Maxwell, qui avait déjà vendu ses participations dans l'audiovisuel (dont 10 % de TF1), doit supporter les pertes du quotidien américain *New York Daily News* qui vient de reprendre.

CHRISTIAN CHARTIER

Des bénéfices en hausse de 25 % en 1990

## Le promoteur Cogedim met le cap sur la province et les sièges sociaux

M. Michel Mauer, PDG de la Cogedim, l'un des premiers promoteurs français, ne se glorifie pas particulièrement des brillants résultats enregistrés par son entreprise en 1990. Les bénéfices nets d'impôt ont crû de 25 %, passant de 160 millions de francs en 1989 à 201 millions l'an passé. « Mais nous n'avons aucun mérite dans la mesure où notre profession vient de vivre une période d'euphorie immobilière ». Si le premier semestre 1990 a été excellent, le deuxième s'est révélé médiocre et le chiffre d'affaires n'a pratiquement pas bougé d'une année sur l'autre, soit 5,5 milliards, contre 5,4 milliards de francs en 1989.

En fait, il faut mettre ces résultats en perspective. La croissance des bénéfices se ralentit : + 96 % en 1988, + 60 % en 1989, + 25 % en 1990. M. Mauer estime que ce pourcentage oscille entre + 5 % et + 10 % aux cours des deux prochains exercices, mais il pourrait y avoir de bonnes surprises... « Pour 1993, les heureux séqueles du passé ne se poursuivront pas. Tout dépendra de la conjoncture. Pour être franc, nous sommes dans l'incertitude », avoue-t-il.

M. Mauer mise sur quelques axes de développement. La province, tout d'abord, pourrait représenter un tiers de l'activité du groupe dans quelques années, au lieu de 12 % aujourd'hui. La construction de sièges sociaux constitue un autre produit prometteur (Canal Plus, ODA, Paribas, FIMTM), tout comme les résidences pour personnes âgées. Les Hespérides, où Cogedim ne se reconnaît plus qu'un concurrent, Les Jardins d'Arcadie. Enfin, M. Mauer se promet de ne pas céder à la mode des opérations de

promotion à l'étranger. Celles-ci sont peut-être « très médiatiques », mais se révèlent souvent catastrophiques pour les comptes.

A. F.

## REPÈRES

## CONSUMMATION

## Vive reprise des dépenses aux Etats-Unis

Les dépenses de consommation aux Etats-Unis ont vivement progressé en février après avoir reculé de 0,6 % en janvier et augmenté de 0,1 % en décembre. La hausse de 0,6 % enregistrée en février par rapport à janvier est la plus forte depuis septembre 1990. Cette progression est confortée par celle des revenus des ménages (+ 0,2 % en février).

## INFLATION

## Baisse en mars des prix de détail en Allemagne

Les prix de détail ont baissé de 0,1 % en mars par rapport à février (mars 1991 comparé à mars 1990), la hausse des prix serait de 2,5 %, alors qu'elle était de 2,7 % entre février 1990 et février 1991.

NEW-YORK, 28 mars ↓

## Léger repli

L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a chuté à 2 913,85, en légère baisse de 3,71 points (- 0,13 %) jeudi à Wall Street, à l'issue d'une séance marquée par d'importantes fluctuations dans les deux sens, sur un marché calme à la veille du long week-end de Pâques. Quelque 151 millions d'actions ont été échangées. Le nombre de valeurs en hausse a dépassé celui des baisses : 852 contre 677, 493 titres étant inchangés. Les opérations des investisseurs institutionnels ont dominé l'activité en cette dernière séance du premier trimestre de 1991, au cours duquel l'indice Dow Jones a progressé de près de 580 points.

VALEURS	Cours de 27 mars	Cours de 28 mars
Alcoa	86 1/2	85 1/2
AT&T	56 3/4	56 1/2
Bell	47 1/2	47 1/2
Chemical Bank	16 1/2	16 1/2
IBM	265 1/2	265 1/2
Eastman Kodak	42 3/4	42 3/4
Exxon	38 1/2	38 1/2
General Electric	22 3/4	22 3/4
General Motors	34 1/2	34 1/2
Goodyear	22 3/4	22 3/4
Intel	112 3/4	112 3/4
Johnson & Johnson	64 1/2	64 1/2
Merck	58 1/2	58 1/2
Pharmacia	58 1/2	58 1/2
Schlumberger	38 1/2	38 1/2
Tyco	62 1/2	62 1/2
Union Carbide	14 1/2	14 1/2
USX	51 1/2	51 1/2
Weyerhaeuser	28 1/2	28 1/2
Xerox Corp.	58 1/2	57

LONDRES, 28 mars ↓

## Accès de faiblesse

Les valeurs ont terminé dans le rouge jeudi au Stock Exchange, ignorant l'ouverture en hausse de Wall Street et affectées par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand pour soutenir le deutschemark. A la clôture, l'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks & Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une panacée opérationnelle qui avaient déjà entamé le long week-end de Pâques.

Le volume des échanges a atteint 544,5 millions de titres, contre 567,8 millions mercredi. Les banques, les groupes de distribution alimentaire, les magasins et les pétroliers ont reculé. Les brasseries ont progressé, à l'exception de Bass, qui a perdu 17 pence à 913, toujours affectée par la crainte d'un relèvement des taux d'intérêt allemand. Les groupes de distribution alimentaire ont perdu du terrain en réaction à la décision de Marks &amp; Spencer de réduire le prix de la hausse de la TVA sur ses prix de vente.

L'indice Footsie des grandes valeurs a perdu 5,11 points (0,3 %) à 2 456,5, sur un marché calme au dernier jour d'un terme boursier de trois semaines et en l'absence d'une



**Cours relevés à 18 h 02**

**COMPTANT** (sélection)**SICAV** (sélection) **27/3**

**PUBLICITÉ FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
45 55 91 92 - poste 4329







Selon le rapport d'une mission d'information parlementaire

## La responsabilité de Télé-Free-DOM dans l'enchaînement des violences à la Réunion est engagée

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté, mercredi 27 mars, le rapport de la mission d'information parlementaire conduite sur l'île de la Réunion du 10 au 12 mars par M. Michel Sapin, député socialiste des Hauts-de-Seine, qui était accompagné de quatre autres députés, MM. Jacques Floch (PS, Loire-Atlantique), Jérôme Lambert (PS, Charente), Gilbert Millet (PC, Gard) et José Rossi (UDF, Corse-du-Sud).

Ce rapport souligne notamment la responsabilité de M. Camille Sudre et des autres responsables de la station pirate Télé-Free-DOM dans l'enchaînement des violences qui ont affecté le département à partir du 23 février. Il dénonce « l'incitation à la violence sur les ondes de Télé-Free-DOM dans les semaines qui ont précédé les événements ».

« M. Sudre et les responsables de

Télé-Free-DOM, indique le texte, ont fait monter la tension, souvent d'ailleurs en s'abritant derrière l'anonymat d'auditeurs à qui l'antenne était ouverte. » Ce document cite pour exemple l'une des déclarations faites à l'antenne le 14 février à l'adresse des pouvoirs publics : « Maintenant nous disons : ça suffit ! Y'en a marre ! vous voulez la bagarre, eh bien, vous l'aurez ! ».

Le rapport souligne aussi que la décision du procureur de la République — prise en concertation avec le préfet qui en avait informé préalablement les principaux responsables politiques locaux — de faire saisir l'émetteur de Télé-Free-DOM, le 25 février, en application de la demande émanant du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) apparaît comme « l'événement déclencheur de la deuxième phase de violence ». S'il relève que « l'opportunité de cette décision est discutée », le rapport note aussi « les nombreux efforts et les multiples tentatives faits au fil des mois par le CSA pour permettre à Télé-Free-DOM d'émettre dans un cadre légal » et il parle de « l'intransigeance de M. Sudre ».

Dans ses conclusions, la mission

affirme que, parmi les auteurs de violences des 24 et 25 février, figuraient notamment « une trentaine de personnes » encadrant « des petits groupes très mobiles de quinze à vingt personnes ». Elle précise que la plupart de ses interlocuteurs locaux « mettaient en cause les dirigeants de Radio-Télé-Free-DOM qui auraient constitué un « comité de lutte », réseau de sympathisants aptes à se mobiliser autour d'eux » et ajoute que « l'action de groupes organisés transformant la nature des violences et rendant particulièrement difficile le maintien de l'ordre est un fait établi ».

Son rapport « constate qu'aucun élément ne permet d'accréditer la thèse d'un complot politique ou de troubles organisés à l'initiative du Parti communiste réunionnais ». Le rapport insiste toutefois sur le rôle que tenait Télé-Free-DOM dans la vie sociale de certains quartiers de Saint-Denis de la Réunion : « Télévision de proximité, elle donnait un moyen d'expression directe aux Réunionnais. Elle était le loisir des inactifs et consommée à haute dose, elle peut être comparée à une drogue ».

Évoquant la quadruple situation de crise politique, sociale, morale et économique qui affecte le département, la mission conclut : « La situation reste explosive. Les violences sociales pourraient même s'aggraver. Le dossier audiovisuel n'est pas désamorcé même si Télé-Free-DOM a cessé d'émettre. Il y a des urgences. Il faut presser le pas et sur plusieurs fronts à la fois ».

M. Sudre pour sa part a écrit jeudi 28 mars au président de la République pour dénoncer « la campagne de colonisation sans précédent » dont il se considère la victime. Le fondateur de Télé-Free-DOM a annoncé qu'il se rendra à Cannes à l'occasion du MIPCOM, pour tenir une conférence de presse. « J'espère a-t-il dit, que ceux qui nous ont accusés seront là pour nous contredire ».

De son côté, M. Danielle Mitterrand a indiqué jeudi sur Antenne 2 à propos de son voyage à la Réunion qu'elle avait été le porte-parole des jeunes Réunionnais auprès du président de la République dès son retour à Paris. « Savoir bien écouter, c'est aussi pouvoir bien transmettre », a-t-elle déclaré.

ALAIN ROLLAT

## Les secrets de M. Le Pensec

Bien que ses fonctions annexes de porte-parole du gouvernement lui donnent souvent l'occasion de s'exprimer, le ministre des DOM-TOM, M. Louis Le Pensec, n'est pas homme à étaler ses sentiments personnels sur la place publique. C'est dommage. Son témoignage contribuerait sans aucun doute à éclairer la face cachée des événements dramatiques qui ont affecté, ces dernières semaines, Saint-Denis de la Réunion.

M. Le Pensec pourrait expliquer par exemple pourquoi il n'est pas intervenu pour dissuader le préfet, M. Daniel Constantin, de procéder le lundi 25 février à la saisie de l'émetteur de Télé-Free-DOM, requise par le procureur de la République à la demande du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

De toute évidence, l'opportunité de cette décision apparaissait fortement contestable, dès lors que cette saisie intervenait au lendemain de deux journées d'émeutes et ne pouvait pas manquer d'être considérée comme une provocation par les partisans de cette chaîne pirate dont la manifestation avait été, samedi 23 février, à l'origine des premiers incidents.

M. Le Pensec pourrait dire qu'il ne s'était pas senti le droit d'empêcher le préfet de la Réunion d'agir comme il l'a fait face à un homme,

M. Camille Sudre, président de Télé-Free-DOM, qui ne cessait depuis des semaines d'insulter le gouvernement et d'encourager à la violence contre les représentants de l'État en des termes tellement personnalisés que plusieurs proches de M. Constantin avaient reçu d'anonymes menaces de mort. Il dirait qu'il assume les conséquences de cette décision même si, en la circonstance, le préfet de la Réunion et le procureur de la République ont agi en donnant l'impression de régler des comptes personnels avec le patron de Télé-Free-DOM.

La maladresse du CSA

Au passage, M. Le Pensec pourrait aussi préciser que c'est à partir des accusations formulées par le préfet qu'il avait parlé, le 27 février, à propos des émeutes, d'une « étape préjudiciable » et d'une « casse organisée ». Il pourrait souligner qu'il visait surtout les « comités de lutte » de Télé-Free-DOM, mis en cause depuis par le rapport de la mission d'information de la commission des lois de l'Assemblée nationale.

Tout cela le conduirait peut-être à faire observer que la paternité de la thèse sur le prétendu complot fomenté par le Parti communiste réunionnais ne saurait lui incomber.

A. R.

## Diminution de la délinquance dans le métro et les bus parisiens

La diminution de 10 % des actes de délinquance dans les transports en commun parisiens incite la RATP à poursuivre sa politique sécuritaire : lutte accrue contre les graffitis et multiplication des actions de prévention.

M. Christian Blanc, PDG de la RATP, est un obstiné. Dès le mois de juin 1989, il avait diagnostiqué le mal sournois qui minait la Régie, l'insécurité sous sa forme agressive — le vol à la tire — ou sous sa forme insidieuse — le graffiti. Aussi a-t-il très vite mis au point un plan « de reconquête du territoire » qui porte aujourd'hui ses fruits. Bien sûr, il se garde

de crier victoire trop tôt, tant il est persuadé que la RATP ne pourra pas lutter seule contre un phénomène de société comme la montée de la délinquance. « Un recul moyen de 10 % de l'insécurité est une bonne chose, déclare-t-il, mais ce ne sera significatif que si ce résultat est répété pendant plusieurs années. » Les chiffres sont pourtant là : - 27 % de vols à la tire entre le premier semestre 1989 et le premier semestre 1990, - 28,9 % d'agressions de voyageurs, - 28,1 % d'agressions d'agents des stations et des trains.

Avec l'aide de la police, la Régie n'a pas lâché sur les moyens. Les deux unités de la sécurité, la surveillance générale et le groupe d'intervention et de protection des réseaux, en tenue ou pas, se sont chargés de faire fuir petits dealers, loubards et autres délinquants. Mais, comme le rappelle M. Blanc, « la sécurité n'est pas une question d'efficacité, mais d'intelligence » et une vraie politique sécuritaire repose sur la prévention.

« Désormais, nous sommes pionniers en la matière », se plaît à souligner le PDG. La RATP s'est lancée dans une politique tous azimuts qui comprend la création d'antennes de prévention dans des banlieues où les adolescents se sont livrés à des « attaques de diligence » sur les bus, par exemple à Montfermeil ou à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), des opérations « coup de pouce » prenant en charge les marginaux et les clochards qui hantent le métro, l'organisation du championnat de football interclubs d'Ile-de-France, celle du

tour de l'île-de-France à vélo tout terrain, sans oublier la recherche d'emplois pour les jeunes banlieusards.

Depuis août 1990, les agents de la RATP ont saisi 4 600 objets de valeur, à la sauvette, et toutes les marchandises périssables confisquées ont pris le chemin des associations caritatives comme les « Restos du cœur ». Même coup de torchon sur les tags et autres graffitis, baptisés désormais « barbouillages ». Sur la ligne 13 (Châtillon-Saint-Denis-Asnières), moins de 5 % des rames sont souillées depuis la fin de l'année 1990. La reconquête concerne, désormais, les lignes 1, 3, 3 bis, 5 pour le métro, et B pour le RER.

M. Blanc n'est pas complètement satisfait du ministère de l'Intérieur : « J'aurais aimé que notre action soit accompagnée, du côté des pouvoirs, d'un effort comparable. » Il a, toutefois, bon espoir que la loi permette, dès le printemps prochain, aux forces de police de poursuivre les délinquants du métro au-delà du boulevard périphérique. Le PDG n'espère pas plus le ministère de l'économie : « Nous ne signons pas le contrat de plan avec l'État, si celui-ci n'accepte pas — pour cause d'indices des prix — de prendre l'engagement d'une progression de nos tarifs de trois points supérieurs à l'inflation ».

Enfin, M. Blanc aimerait supprimer la première classe. « Pas pour des raisons sociales », mais parce que, sur des trajets courts, « rien ne justifie l'existence d'une classe particulière ».

ALAIN FAUJAS

Après l'abolition de l'apartheid

## L'Afrique du Sud pourrait être invitée aux Jeux olympiques de 1992

Bannie des Jeux olympiques depuis 1988 en raison de sa politique d'apartheid, l'Afrique du Sud devrait être invitée à participer aux Jeux de 1992 à la suite de la reconnaissance d'un nouveau Comité national olympique intérimaire (INOCSA). Cette invitation pourrait être précisée, fin avril à Lausanne, d'une rencontre entre M. Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO), et M. Nelson Mandela.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'Afrique du Sud vient de faire avec succès son premier pas vers la réintégration dans la grande famille du sport. Une délégation du Comité international olympique (CIO), au terme d'une visite de cinq jours, a finalement reconnu « sous conditions » le tout nouveau Comité national olympique intérimaire d'Afrique du Sud (INOCSA). Une structure issue du regroupement de cinq organisations aux visions parfois divergentes quant à l'avenir du sport sud-africain.

Au cours d'une conférence de presse, le juge sénégalais, M. Keba Mbaye, vice-président du CIO qui dirigeait la délégation, a indiqué, mercredi 27 mars, que la décision devait toutefois être entérinée par les organes compétents du CIO. M. Mbaye a également souligné que la réadmission de l'Afrique du Sud dans le giron olympique passerait par la réalisation de cinq conditions : l'abolition de l'apartheid ; l'obligation pour l'INOCSA de se conformer aux dispositions de la Charte olympique, d'œuvrer à la création d'un comité national et de favoriser les relations entre les diverses fédérations sud-africaines et les fédérations internationales correspondantes ; la poursuite de l'unification des fédérations sportives sur une base non-raciale ; la normalisation des relations avec les autres organisations sportives du continent et plus particulièrement l'Association des comités olympiques nationaux d'Afrique (ANOCA).

Le CIO exige que les sanctions sportives restent en application tant que tous ces préalables n'auront pas été satisfait. M. Mbaye a expliqué que l'INOCSA disposait de cent quatre-vingts jours pour prouver que les conditions ci-dessus sont remplies, faute de quoi la reconnaissance accordée serait reconsidérée. Sur un plan pratique, le Comité intérimaire présidé par M. Sam Ramsamy, l'arti-

san de la mise à l'écart des arènes sportives de l'Afrique du Sud, n'a pas plus de trois mois pour agir. Les invitations à participer aux prochains Jeux de Barcelone partiront dès le mois de juillet. Pour être de la fête, l'INOCSA doit être prêt le 30 juin, une date qui correspond à la fin de la session parlementaire au cours de laquelle les lois fondamentales de l'apartheid devraient être abrogées.

Zola Budd de nouveau en piste

M. Mbaye, qui dirigeait la délégation du CIO, s'est déclaré préoccupé par l'accroissement et l'amélioration des installations sportives pour « les communautés désavantagées » d'Afrique du Sud. Il a précisé à ce sujet que le CIO et l'ANOCA étaient prêts à assister financièrement le gouvernement sud-africain. Au cours de leur séjour, les membres de la délégation ont rencontré le président Frederik De Klerk, le vice-président du Congrès national africain (ANC), M. Nelson Mandela, le président de l'Inkatha, un parti essentiellement zoulou, M. Mangosuthu Buthezi, les responsables du Congrès panafricainiste (PAC) et de l'Organisation du peuple d'Asie (AZAPO), ainsi que les responsables de toutes les grandes organisations sportives.

Depuis le boycottage des Jeux olympiques de Montréal en 1976 par une majorité de pays africains, l'Afrique du Sud s'est progressivement retrouvée au ban des nations. Les sportifs sud-africains ont été écartés des stades. Certains ont tourné la difficulté en changeant de nationalité, comme le joueur de tennis Kevin Curran, finaliste à Wimbledon en 1985, et le nageur Jonty Skinner, qui ont opté pour l'exil aux États-Unis.

Zola Budd, la jeune coureuse prodige aux pieds nus, avait opté pour la nationalité britannique afin de participer aux Jeux de Los Angeles en 1984. Son spectaculaire accrochage avec l'Américain Marie Decker dans la finale du 1 500 mètres avait sensibilisé l'opinion mondiale au problème sud-africain. Depuis, Zola Budd, qui n'avait pas été sélectionnée pour les Jeux de 1988 à Seoul, est rentrée au pays. Elle a repris la compétition cette année, avec des « chronos » prometteurs et ne désespère pas de retrouver bientôt sa place chez les Springboks, l'équipe nationale, et, pourquoi pas, de s'aligner en 1992 à Barcelone au départ du 1 500 mètres, un maillot sud-africain sur les épaules.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## Le Vatican confirme la suspension du procès de béatification d'Isabelle la Catholique

Le procès de béatification d'Isabelle la Catholique a été « suspendu » a confirmé jeudi 28 mars le cardinal Angelo Felici, préfet de la congrégation vaticane pour la cause des saints (Le Monde des 7 décembre 1990 et 28 mars 1991). Le cardinal n'a pas voulu donner d'explications sur la « suspension » de ce procès touchant la souveraine espagnole du quinzième siècle, qui, selon les historiens, aurait été responsable de la persécution de milliers de juifs et de musulmans.

Il a seulement ajouté que cette suspension avait été décidée pour permettre un approfondissement des études, ce que les « postulants » de la cause, introduite au Vatican à la demande de l'archevêque de Valladolid, en

Espagne, continueraient certainement de faire. Celui-ci, ainsi que de nombreux responsables des célébrations du cinquième centenaire de l'évangélisation de l'Amérique latine, souhaitent que Jean-Paul II béatifie Isabelle de Castille en 1992, à l'occasion de sa seconde visite à Saint-Domingue. — (AFP)

### A nos lecteurs

En raison d'un mouvement de grève des employés du Monde, faisant suite à l'annonce par la direction de mesures d'économies pour 1991, la diffusion de notre journal a subi des retards jeudi et devait en subir aussi vendredi. Nous prions nos acheteurs et nos abonnés de bien vouloir nous en excuser.

### Mgr Vilnet invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

Mgr Vilnet, ancien président de la Conférence épiscopale française, actuel évêque de Lille, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 31 mars, de 18 h 30 à 19 h 30.

Mgr Vilnet, en ce dimanche de Pâques, répondra en direct de Lille aux questions d'Henri Tincq et de Jean-René Lore, du Monde, et de Jean-Noël Coghe et de Janine Perrinmond, de RTL, le débat étant dirigé par Dominique Pernequin.

### L'ESSENTIEL

#### SECTION A

##### Restaurer l'image du Japon

un entretien avec l'ancien ministre des affaires étrangères japonais : « Réformer l'ONU », par Jean-Pierre Cot et Alain Pellet... 2

##### Après le coup d'Etat militaire au Mali

4

##### La crise yougoslave

Les présidents des six Républiques se sont rencontrés à Split... 6

##### Polémiques en Argentine

Les accusations de corruption se multiplient à l'entour du président Menem... 7

##### La fin de la session extraordinaire du Parlement

Désaccords sur l'administration territoriale... 8

##### Le statut de la Corse

La droite durcit sa position... 8

##### Rythmes scolaires

Des aménagements d'horaires pourront être expérimentés dans les écoles maternelles et primaires... 9

##### L'avenir de la télévision haute définition

10

##### « Père », à la Comédie-Française

Du Strindberg très stylisé... 12

##### Monsieur Anquetin

La galerie Brame et Lorenceau redécouvre ce moderne des années 1890... 13

#### SECTION B

##### SANS VISA

• Célèbres : entrée libre chez les Torajis • Béthune, le trépas des joyeux drilles • Coup d'œil : cartes à jouer • Parcours : Liège-Simon-Liège • Table : Assiette anglaise... 15 à 22

#### SECTION C

##### Crise financière en Inde

Le gouvernement lance un appel « urgent » à l'aide internationale... 23

##### 14 000 suppressions d'emplois chez IBM

Un peu moins de 1 000 postes seront supprimés en France, dont 300 transférés à la société Exmar... 23

##### Services

Abonnements... 2  
Annonces classées... 25  
Carnet... 28  
Jeux... 20  
Marchés financiers... 26  
Météorologie... 28  
Philatélie... 28  
Radio-Télévision... 29  
Spectacles... 14

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 29 mars 1991 a été tiré à 345 644 exemplaires.